

Dans ce document
(notes de lecture 4)

- Marx : *A propos du « Système national de l'économie politique » de Friedrich List (1845)*
- Marx : Sur le mercantilisme (*Théories sur la plus-value*)
- Pierre Deyon : *Le Mercantilisme* (Questions d'histoire / Flammarion)
- Benjamin Bürbaumer : *Chine/Etats-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, éd La découverte.
- Joachim Hirsch : *La théorie matérialiste de l'Etat, les transformations du système capitaliste des Etats* (éd. Syllepse)

Marx : A propos du « Système national de l'économie politique » de Friedrich List (1845)
(Pléiade, Œuvre philosophie, pages 1418 à 1451)

« *Le bourgeois allemand ne sait jamais combattre son ennemi qu'en le marquant d'une tare morale.* »

(Voilà qui 150 ans après résonne aux oreilles des Grecs, Espagnols, italiens et autre pays du Club Med – quand on habite le Midi de la France, on se demande quand les Allemands travaillent)

Pour Marx, List, théoricien du *protectionnisme* et du capital comme « système national », n'est que le parfait représentant du « misérable et hypocrite bourgeois allemand » face à l'économie politique classique (Smith, Ricardo, Say) qui ont par leurs *abstractions* parfaitement exprimé la *réalité universelle* du capital (Marx ne parle pas encore de mode de production). [Je laisse de côté dans ces notes toute la construction métaphysique et humaniste de Marx dans ce texte relativement au travail, à l'industrie et à l'homme, nous sommes pourtant la même année que *L'Idéologie allemande*].

1428-1429 « Le bourgeois [bourgeois allemand] réclame de l'Etat des droits protecteurs pour s'emparer de la puissance politique et de la richesse. Or, *ne disposant pas, comme en Angleterre ou en France, de la volonté de l'Etat* (je souligne) et ne pouvant la diriger à son gré, mais étant réduit à quémander, il lui faut présenter sa requête à l'Etat – dont il veut régler la manière d'agir (l'activité) selon ses intérêts – comme une *concession* qu'il fait à l'Etat, tout en lui réclamant des *concessions*. Par le truchement de M. List, il [le bourgeois allemand : la traduction Pléiade est très confuse] prouve à l'Etat que sa théorie [celle de M. List], diffère de toutes les autres en ce qu'il [M. List] permet à l'Etat d'intervenir dans l'industrie et de la régir, qu'il a la plus haute idée de son [de l'Etat] savoir en économie, et qu'il le prie seulement de laisser libre cours à sa sagesse [celle de l'Etat], sous réserve naturellement, que cette sagesse se limite à accorder de vigoureux droits protecteurs. Il présente son [de M. List] exigence de soumettre l'Etat à ses intérêts [intérêts de l'Etat] comme une reconnaissance de l'Etat : l'Etat a le droit de s'immiscer dans l'univers de la société bourgeoise. »

[Le capital se constitue comme « capital national » quand, de par des formations historiques plus ou moins communes constituant des intérêts communs dans leurs échanges internes et leurs ambitions externes, les capitaux éclos « disposent de la volonté de l'Etat ». Tout capital même singulier a besoin d'un glaive que ce soit la loi ou la police et l'armée vis-à-vis de l'intérieur et/ou de l'extérieur. Ce n'est pas l'Etat qui constitue un « capital national », ce sont les capitaux qui se reconnaissant des « intérêts communs » (historiquement générés) constituent un Etat dont ils disposent de la volonté, Etat qui, en retour, fait d'eux un « capital national » quelle que soit leur aire de valorisation. L'Etat acquiert alors une fonction de médiation dans la concurrence, si bien que les intérêts *communs* du capital national constitués comme tel dans l'Etat, peuvent entrer en contradiction avec une fraction plus ou moins large des capitaux tels que constitués en « capital national ».

Que peut-on appeler « capitalisme national » ?

Il ne faut pas prendre la question dans le sens de l'Etat vers les capitaux de son territoire (considéré comme donné) et les constituant ainsi en capitalisme national. Dans ce cadre-là, le « capitalisme national » devient absolument incompréhensible et inexistant dans la mesure où les capitaux échappent toujours au cadre national dans lequel les contraindrait l'Etat.

Le mouvement est inverse. Des capitaux instaurant des rapports capitalistes conjoncturellement semblables de par leurs conditions de formation, leur relation à la propriété foncière et à la paysannerie en général, les marchés existants ou potentiels définissent l'espace d'échanges et de régulation des taux de profit, espace qui devient celui d'un territoire étatique. Ces capitaux investissent l'Etat, le transforment, en font leur organe qui sera l'instrument de leur reproduction sur l'aire « nationale » et de leur expansion au-delà, ils deviennent alors un « capital national » dans la mesure où l'Etat devient l'instrument de leur reproduction et de leur expansion concurrentielle. Il faut bien sûr considérer que quand les pôles capitalistes émergent et se constituent en réseaux, les intérêts de la bourgeoisie (si ce n'est la bourgeoisie elle-même) investissent les pouvoirs étatiques ou infra-étatiques existants avant d'en faire leur organe adéquat.]

1429 : Marx fait une remarque très importante à propos du « capital national » et des « droit protecteurs » :

« Les droits protecteurs ne peuvent l'enrichir [le bourgeois allemand] que dans la mesure où ce ne sont plus les Anglais, mais le bourgeois allemand lui-même qui *exploite ses compatriotes*, et même les exploite *plus* que s'ils étaient exploités de l'extérieur ; que les droits protecteurs exigent un sacrifice de valeurs d'échange de la part des consommateurs. ». En effet, ces consommateurs vont payer plus cher leur subsistance etc. List reconnaît que « Le commerce extérieur ne doit pas être jugé selon la théorie des valeurs (...) Si donc les droits protecteurs entraînent un sacrifice de valeurs, celui-ci est compensé par l'acquisition de forces productives, assurant non seulement à la nation une quantité infiniment plus importante de biens matériels pour l'avenir, mais aussi, en cas de guerre, l'indépendance industrielle. ». » (cité par Marx, p.1432)

1430-1431 « M. List distingue l'économie nationale traditionnelle, soi-disant cosmopolite, et la sienne, politique et nationale, dont l'une reposerait sur les valeurs d'échange et l'autre sur les forces productives. » (Marx). List, cité par Marx, énonce sa critique de « l'économie nationale traditionnelle » : « On peut définir les concepts de valeur et de capital, profit, salaire, rente foncière, les décomposer en leurs éléments et spéculer sur ce qui pourrait influencer sur leur hausse et leur baisse, etc., sans tenir compte des conditions politiques des nations. » (1432). Ce à quoi Marx rétorque : « On peut établir tout cela sans tenir de la "théorie des forces productives" [la théorie de List qu'il distingue de la « théorie des valeurs d'échange »] et des conditions politique des nations. Qu'établit-on ainsi ? La réalité. » (1433)

Etablir des concepts, l'abstraction de la réalité, comme l'écrira Marx dans l'Introduction de 1857, c'est établir un « concret de pensée » et, sauf à sombrer dans le « mysticisme hégélien », ce « concret de pensée » n'est pas le réel. Paradoxalement, le fondement du matérialisme consiste à considérer le mouvement de la pensée dans son autonomie. Il y a du vrai dans la critique de List contre Smith : on ne peut pas « établir tout cela » sans pour autant « tenir compte des conditions politiques des nations. ». La difficulté théorique consiste à établir ces conditions comme déduites de l'abstraction elle-même. Cette difficulté n'est ni résolue, ni même abordée en tant que telle ni par « l'économie politique classique », ni par Marx. On ne peut pas exécuter List en écrivant simplement : « ...le capitaliste industriel, le propriétaire foncier sont déterminés dans leur activité, dans leur vie réelle, par le profit, par les valeurs d'échange et non par le souci des "conditions politiques" ... » (1434). A lire le récent rapport de Mario Draghi sur l'économie européenne (septembre 2024), la chose ne paraît pas aussi évidente.

La cristallisation des capitaux en « capital national » produit son Etat autant comme organe commun – instrument – que comme territoire et expression de la volonté commune vis-à-vis des autres capitaux nationaux. Quand l'économie politique classique puis Marx

parlent *substantiellement* de l'Etat (c'est-à-dire non de façon accidentelle, contingente et historique), il s'agit toujours de l'Etat en général et du capital en général, comme si ce « général » ne contenait pas la multiplicité des Etats et les raisons d'être de cette multiplicité.

Marx précise sa critique de List : « Le bourgeois [allemand] dit : sur le plan intérieur, la théorie des valeurs d'échange conservera naturellement toute sa validité. (...) Mais à l'égard des autres nations nous devons suspendre la loi. (...) nous autres bourgeois allemands, nous ne voulons pas être exploités par le bourgeois anglais. » (1435)

Est-ce que la cristallisation d'une somme de capitaux particuliers en « capital national » n'induit pas selon les circonstances et leur hiérarchie le protectionnisme ? Cette première question à laquelle il serait assez facile de répondre par l'affirmative en sous-entend une seconde beaucoup plus délicate : *est-ce que le propre fonctionnement de la loi de la valeur* (que le bourgeois allemand applique à l'intérieur en refusant de s'y soumettre à l'extérieur) *est à l'origine de ses propres distorsions ?*

C'est toute la compréhension de la loi de la valeur qui est alors en jeu. On peut s'en tenir aux premiers chapitres du Livre I du *Capital* et considérer la loi de la valeur simplement en tant qu'existence de la marchandise et du marché. Mais alors, on n'a pas vu que ce n'est qu'à la fin du Livre III que « s'achève » l'exposé de la loi de la valeur. On passe à côté du capital comme valeur en procès, de son autovalorisation, de la transformation de la plus-value en profit, de la valeur comme répartition du temps de travail social entre les diverses branches et finalement son organisation des relations entre les classes. La loi de la valeur résume toutes les lois du mode de production capitaliste, la production et l'accumulation, le bouleversement du procès de travail pour produire de la plus-value relative, l'obligation d'accroître la productivité, l'augmentation de la composition organique et la baisse tendancielle du taux de profit dépendante de la composition-valeur du capital.

On peut considérer dans un premier temps le propre fonctionnement de la loi de la valeur comme à l'origine de ses propres distorsions de façon très générale : c'est le capital comme contradiction en procès du « Fragment sur les machines » dans les *Grundrisse*.

« Le capital est contradiction en acte : il tend à réduire au minimum le temps de travail, tout en en faisant l'unique source et mesure de la richesse. » (Pléiade, *Economie II*, p.306) [**Voir les autres traductions – Anthropos et éd. Sociales – et le texte allemand**]. Il n'existe pas de contradiction entre le capital et la valeur : comme si la valeur pouvait être autre chose que le mouvement du capital, valeur en procès, valeur se valorisant. Les contradictions ne sont que celles du capital en ce qu'il est la valeur existante.

Il faut ensuite considérer les formes prises par cette « contradiction en procès ("en acte") ». Le texte d'*Aufheben, Sur la décadence, théorie du déclin ou déclin de la théorie* (traduit et publié dans TC 15, février 1999) expose de façon critique quelques-unes de ces formes : « Tandis que pour Ticktin [éditeur et principal théoricien du journal trotskiste dissident anglais, *Critique*], ce sont des phénomènes tels que les prix de monopoles et l'intervention gouvernementale dans l'économie qui sapent la loi de la valeur, pour *Radical Chains* c'est la prise en charge des besoins en dehors du salaire : protection sociale, politique de la santé et du logement. (...) L'interaction entre l'Etat et la loi de la valeur est centrale pour *Radical Chains*. Si la théorie orthodoxe du déclin fonctionne sur un schéma où le laissez-faire et la libre concurrence caractérisent le capital adulte et le capitalisme de monopoles son déclin, *Radical Chains* présente un schéma similaire fondé sur l'application de la loi de la valeur à la force de travail. L'âge adulte du capital, c'était quand la classe ouvrière était entièrement soumise à la loi de la valeur. » (TC 15, p.66). Laissons de côté la valorisation « révolutionnaire » de la planification (préparée par le capitalisme). Le capital n'a pas maintenant, ce qui signifierait son déclin, deux côtés : la loi de la valeur et l'administration, il n'y a pas de « suspension partielle de la loi de la valeur », ce ne serait que considérer cette loi

que sous la forme restreinte de la marchandise et du marché et non sous sa forme globale de mouvement du capital dans lequel elle est l'origine de ses propres « distorsions ».

La compréhension de l'action de la classe capitaliste contient toujours l'idée que le maintien et la reproduction du rapport social d'exploitation dépend d'autres types de rapports que ceux qu'il met en œuvre pour se reproduire et se présupposer lui-même.

Le texte d'*Aufheben* (TC 15) présente la critique suivante des thèses de *Radical Chains* : « L'idée d'une parfaite régulation des besoins nécessaires par la loi de la valeur est un mythe. La loi de la valeur et le capital ont été toujours entravés, premièrement par les formes de la propriété foncière et de la communauté qui le précédèrent et ensuite par la lutte de classe grandissant à l'intérieur de lui. Le capital est contraint de se rapporter à la classe ouvrière par d'autres moyens que le salaire, et l'Etat est son moyen nécessaire de le faire. La loi sur les pauvres a exprimé une stratégie de contrôle de la classe ouvrière : l'administration en exprime une autre. Dès que nous considérons la loi de la valeur comme toujours embarrassée, il s'ensuit que l'idée de sa suspension partielle perd sa signification. » La critique d'*Aufheben* s'arrête en chemin : c'est l'idée elle-même que le capital se rapporte à la classe ouvrière par d'autres moyens que la valeur, le salaire etc., qui perd toute signification.

En effet, s'il est exact que "être toujours embarrassée" fait partie de la définition, l'Etat, ses administrations, ses organismes sociaux, son armée et sa police, sont des attributs de la valeur, du salaire et de l'exploitation. On ne peut se contenter d'en rester à la présentation à la fois la plus abstraite et la plus restreinte de la valeur au début du *Capital*, il faut la considérer dans son déploiement. Par l'Etat, le capital ne se rapporte pas à la classe ouvrière par d'autres moyens que le salaire etc. Si l'on considère l'autoprésupposition du capital dans son ensemble, la transformation du surproduit en plus-value et ensuite en capital additionnel n'est jamais acquise et cela de par les lois mêmes du capital (c'est-à-dire baisse du taux de profit et contrainte à l'exploitation de la force de travail). Dans ce moment de l'autoprésupposition, l'activité de la classe capitaliste consiste toujours à remettre le prolétariat en situation d'être exploité (action politique, violence, faillites, licenciements etc.). Nous ne sortons pas d'une analyse de l'autoprésupposition du capital *et* nous avons le rapport entre le prolétariat et la classe capitaliste comme activités spécifiques et contradictoires. Le danger résiderait dans l'autonomisation des pôles de la contradiction du mode de production capitaliste, que constituent le prolétariat et le capital, en deux *stratégies*.

Si l'on considère que la loi de la valeur régit la production, il faut alors ajouter que la production est nécessairement *reproduction*, qui n'est pas une *répétition*.

Le capital ne se reproduit comme *rapport social* qu'en passant par le moment où il devient *objectivité économique* : toutes les conditions du renouvellement du rapport se trouvent, à la fin de chaque cycle, réunies comme capital en soi face au travail, les instances politiques, juridiques, idéologiques, morales, les normes sexuelles et de genre, toutes les institutions sociales et éducatives, et, toujours présentes en chacune, l'Etat, la force coercitive et répressive de la police ou de l'armée au besoin, deviennent des moments nécessaires de la reproduction du rapport « purement économique ». Dans cette reproduction, les fonctions économiques qui en sont la matière première sont retravaillées, hachées, recomposées pour constituer ce produit qu'est le capital national.

Les rapports de production dans leur *reproduction* déterminent des rapports de distribution régis par des lois, des conventions « garanties » par un Etat et tels qu'effectives sur une aire particulière. La reproduction n'est pas *innocemment* (sans transformation) la répétition de la production, la transformation de la plus-value en profit n'est pas un recommencement. La reproduction n'est pas une simple répétition, elle a ses lois propres, jusqu'au fétichisme. Le « développement inégal et combiné » ne construit pas un espace continu seulement marqué par des inégalités de terrain comme un paysage de collines

parsemé de vallons. C'est dans tout ce processus de reproduction où la loi de la valeur est son propre procès de distorsion que se constituent les rapports de classes définissant un capital national

L'Etat est la médiation entre production et reproduction dans laquelle les éléments du face-à-face entre prolétariat et capital se donnent comme objectivité. C'est dans cette transformation nécessaire du capital comme rapport social en relation objective que réside la nécessité de toutes les instances nécessaires pour toujours transformer le premier en la seconde. Cette transformation est intrinsèque au mode de production capitaliste, et possède dans le devenir nécessairement objectif du rapport social une existence bien réelle, que ce soit l'idéologie, la police, les administrations, etc. Avec cette transformation nous ne sortons pas de l'autoprésupposition du capital (l'essentiel de cette transformation se joue dans le troisième moment de l'exploitation, celui de la transformation toujours périlleuse de la plus-value en capital additionnel), cette objectivité c'est simplement la reproduction du face-à-face, c'est le procès nécessaire pour le capital de cette transformation qui inclut l'Etat dans son existence même (Etat de classe comme communauté abstraite séparée de la société) et dans la totalité de ses fonctions.

La contradiction qu'est l'exploitation, que l'on peut également appréhender sous la forme du capital comme contradiction en procès, se situe dans le procès de production. Cependant la production est nécessairement re-production et la reproduction n'est pas une répétition. Etant passée par le procès de circulation, la valeur en procès revient pour déterminer la production au travers de la péréquation du taux de profit et des prix de production ; elle est passée par toutes les instances fonctionnelles de la reproduction qu'est pour le capital son auto-distinction dans les formes autonomes du capital industriel, du capital financier et du capital marchand. **C'est ainsi que la péréquation du taux de profit, par essence sans limite comme les échanges et la circulation du capital, subit une « distorsion » nécessaire. Pour être ce qu'elle ne peut qu'être (c'est-à-dire sans limite) elle est non pas cloisonnée, enfermée, dans un espace national mais scandée par les espaces nationaux. Ces espaces sont eux-mêmes le résultat de cette péréquation se constituant en aires de par les relations constitutives des échanges et les modalités de la libération de la force de travail. La scansion c'est le rapport de classes institué par la reproduction et toutes les instances, non spécifiquement économiques, qui lui sont inhérentes, conférant à l'Etat son autonomie relative que la mondialisation telle qu'initiée dans les années 70-80 module.**

La reproduction du face-à-face de l'ouvrier et du capital implique la constante transformation du capital comme rapport social en existence *objective* du capital face à l'ouvrier comme concentration face à lui de toutes les conditions de la reproduction (l'économie). Cette transformation du rapport social en objectivité, c'est son autoprésupposition, celle-ci implique l'activité de toutes les instances non directement économiques du mode de production. Comme rapport social se reproduisant « de lui-même », le capital devient Etat et société : Etat comme processus continu de création de ses propres organes. Parce que *le capital ne se reproduit comme rapport social qu'en passant par le moment où il devient objectivité économique* (toutes les conditions du renouvellement du rapport se trouvent, à la fin de chaque cycle, réunies comme capital en soi face au travail), les instances politiques, juridiques, idéologiques, morales, les normes sexuelles et de genre, toutes les institutions sociales et éducatives, et, toujours présentes en chacune, la force coercitive et répressive de la police ou de l'armée au besoin, deviennent des moments nécessaires de la reproduction du rapport « purement économique ». Mais ce rapport purement économique a posé l'Etat, c'est-à-dire le cadre national, comme sa nécessité.

En bref, la loi de la valeur est son propre mouvement de distorsion, dont l'Etat, formalisation du capital national, est une manifestation. List n'a pas totalement tort vis-à-vis de Smith et Ricardo : l'Etat n'est pas dans l'abstraction du MPC un accident.

1436 : « Pris individuellement, le bourgeois lutte contre les autres, mais en tant que classe, les bourgeois ont un intérêt commun, et cette solidarité, que l'on voit se retourner au-dedans contre le prolétariat, se tourne au-dehors contre les bourgeois des autres nations. C'est ce que le bourgeois appelle sa *nationalité* (souligné dans le texte). »

Voilà une phrase qui, après les anathèmes lancés contre le bourgeois allemand, ne respectant pas les lois de la valeur d'échange, justifie son attitude. Il est normal que le bourgeois se tourne contre les bourgeois des autres nations. **Mais la question en suspens et sans réponse est toujours : qu'est-ce qu'une nation, pourquoi et comment se constitue-t-elle comme organe et moment nécessaires du MPC ? Pourquoi, en tant que classe, le bourgeois se tourne contre les bourgeois des autres nations, pourtant frères de classe.**

Genèse de la bourgeoisie (*Idéologie allemande*, Pléiade, Œuvres philosophie, pp.1106-1107)

« Peu à peu, les nombreuses *Bürgerschaften*, "bourgeoisies" locales, donnèrent enfin naissance à la *classe* des *Bürger*, des "bourgeois". (...) Une fois établie la liaison entre les différentes villes, ces conditions communes se constituèrent en conditions de classe. Les mêmes conditions, la même opposition, les mêmes intérêts devaient aussi, dans l'ensemble, susciter les mêmes mœurs. *La bourgeoisie elle-même se constitue en même temps que ses propres conditions, petit à petit* (je souligne) ; puis se scinde, selon la division du travail, en différentes fractions, et absorbe finalement toutes les anciennes classes possédantes, dans la mesure où toute propriété existante est transformée en capital industriel ou en capital commercial (tandis qu'elle suscite une nouvelle classe, le prolétariat, majorité de l'ancienne classe non possédante et partie de l'ancienne classe possédante). »

[« *La bourgeoisie elle-même se constitue en même temps que ses propres conditions, petit à petit* » : elle se constitue « petit à petit » non seulement en « opposition à la féodalité » (Marx et Engels, p.1106) mais aussi et surtout dans la décomposition de la féodalité (voir « *Brenner debate* »), en cela **sa constitution est liée (dépendante) des conditions locales de la féodalité et de ses modalités de « décomposition** », donc aux modalités d'évolution de la propriété foncière et d'intégration de l'ancienne classe possédante dans les mécanismes bourgeois. **La bourgeoisie ne se scinde pas seulement « selon la division du travail », mais avant tout selon ces modalités et par là sa constitution territoriale.** Et si « la classe se rend indépendante des individus » (p.1107) c'est que sa constitution implique et se représente dans la forme d'Etat qu'elle produit dont la séparation et l'abstraction exprime la communauté d'individus contingents.]

Contre List, Marx affirme qu'il est dans la nature du capitalisme « d'aliéner [rendre étranger] d'abord l'industrie au sol national » puis « d'aliéner la terre » au même sol national.

« Il est dans la nature de l'industrie moderne d'aliéner d'abord l'industrie au sol national, étant donné qu'elle transforme principalement des matières premières étrangères et qu'elle repose sur le commerce extérieur. (...) En outre, il est dans sa nature, quand elle crée les lois sur les céréales [protectionnistes] (...) de transformer les paysans en prolétaires des plus misérables, en raison de la rente élevée et de l'exploitation industrielle de la propriété foncière. En revanche, si elle réussit à empêcher les lois sur les céréales, elle met une masse de terre hors culture, soumet les prix des grains à des aléas extérieurs et aliène complètement la terre en faisant dépendre du commerce ses subsistances les plus nécessaires ; finalement elle dissout la *propriété foncière* comme source indépendante de propriété. Tel est le but de

l'*Anti-Corn-Law League* en Angleterre et le mouvement *Anti-Rent* en Amérique du Nord, car la *rente foncière* est l'expression économique de la *propriété foncière*. » (op. cit., p.1446).

[L'affirmation de Marx est très unilatérale : s'il est exact que le commerce extérieur rend « étrangères » au « sol national » tant « l'industrie » que « la terre », ce n'est que dans la mesure où l'industrie et la terre de ce sol national le commandent.]

Marx : Sur le mercantilisme (Théories sur la plus-value)

Explication de la plus-value à partir de l'échange

Th pl I

p.27 Même si Steuart (St) ne considère l'origine du profit qu'à partir de l'échange, Marx lui reconnaît le mérite de considérer que l'échange ne crée aucune masse de richesse nouvelle : « Le *profit relatif* signifie une perte pour quelqu'un ; il dénote une oscillation de la balance de la richesse entre les intéressés, mais sans impliquer une augmentation des fonds totaux. » (St). Pour St : « Le *profit positif* ne représente une perte pour personne, il a sa source dans un accroissement du travail, de l'habileté ou de l'ingéniosité, et il a pour effet d'accroître ou de gonfler la richesse sociale. »

Avec le mercantilisme, le problème consiste toujours à déterminer s'il s'agit d'une erreur théorique ou s'il recouvre un moment d'une réalité historique et même s'il ne s'agit que d'une erreur théorique, est-ce qu'il n'a pas pour autant orienter des pratiques historiques réelles ?

29 Pour le manufacturier, il s'agit toujours d'une vente au-dessus de la valeur (« profit relatif »)

pp. 54-55 Marx cite Garnier (lui-même physiocrate, mais traducteur et commentateur d'A Smith) : « Les ouvriers de la culture enrichissent l'Etat par le produit même de leur travail : les ouvriers des manufactures et du commerce, au contraire, ne sauraient l'enrichir autrement que par des épargnes sur leur propre consommation. (...) Il est donc juste de dire que les agents des manufactures et du commerce ne peuvent ajouter à la masse totale des richesses existantes dans la société, que par leurs privations seulement. » (Garnier)

Nous avons là dans le cadre même d'une conception physiocratique une critique du mercantilisme qui sous le terme d' « épargne » désigne « symptomatiquement » l'extraction de plus-value sous son mode absolu comme restriction de la consommation relativement à la valeur du travail fourni. Ainsi, physiocratie et mercantilisme mettent en forme et orientent des pratiques rationnelles quant à l'émergence du capital en tant que mode de production.

« En dépit de leurs faux air féodal, les physiocrates travaillent la main dans la main avec les encyclopédistes. » (Marx, p.59) [Turgot et Quesnay ont collaboré à l'Encyclopédie exposant dans plusieurs articles les conceptions de physiocrates.]

59 Marx : « Dans le système mercantile, la plus-value est uniquement relative. Ce que l'un gagne, l'autre le perd. (...) A l'intérieur d'un pays, il n'y a donc en fait pas création de plus-value, si l'on considère le capital total. Elle ne peut donc avoir lieu que dans le rapport d'une nation avec les autres. Et l'excédent réalisé par une nation sur une autre se présente sous forme monétaire (balance commerciale) puisque l'argent est la forme immédiate et autonome de la valeur d'échange. »

Dans la mesure où l'on considère l'émergence du capitalisme à partir des structures agraires et par là (de par leurs différences) se constituant en ensembles nationaux, le mercantilisme exprime une politique adéquate et rationnelle en regard de cette émergence et des ensembles nationaux dans lesquels elle se constitue. Toutes les guerres mercantiles, coloniales et territoriales, quasi ininterrompues, des XVII^e et XVIII^e siècle n'ont pas d'autre signification. Il faut mettre à l'actif des mercantilistes la considération constante de l'économie et de la richesse comme relevant d'un cadre national, ce qui disparaît avec l'économie politique dite « classique ».

187 « Dans le système monétaire et mercantiliste, celle-ci [la valeur] se présente comme *argent* ... les mercantilistes la ramènent [la substance de la valeur] à la simple forme de la valeur, celle qui fait apparaître le produit en tant que travail social général, en tant qu'argent... la forme purement fantasmatique – celle de l'or et de l'argent – qui pour les mercantilistes représente la valeur. »

Cependant, le système mercantiliste n'est pas une pure et simple aberration théorique : « Ce qui apparaît dans l'argent – dans cette échangeabilité absolue que possède la marchandise en tant qu'argent, dans son efficacité absolue en tant que valeur d'échange qui n'a rien à voir avec sa grandeur de valeur – *ce n'est pass une détermination quantitative, mais la détermination qualitative* [souligné dans le texte], si bien que par le procès de la marchandise elle-même, sa valeur d'échange devient autonome et se trouve réellement représentée, à côté de sa valeur d'usage, dans une figure libre, comme elle l'était déjà idéalement dans son prix. » (Th pl III, p.162)

pp163-164 « Ils [les mercantilistes] portaient de cette idée fondamentale que le travail n'est productif que dans les branches de production dont les produits, exportés à l'étranger, rapportent plus d'argent qu'ils n'en ont coûté (ou plus qu'on a dû exporter pour eux), qui donnaient donc à un pays la possibilité de bénéficier à un degré tout particulier des produits des mines d'or et d'argent récemment découvertes. Ils constataient dans ces pays un accroissement rapide des richesses et de la classe moyenne. Sur quoi reposait en fait cet effet de l'or ? Les salaires n'augmentaient pas dans la même proportion que les prix des marchandises. Les salaires diminuaient donc et, partant, augmentait le surtravail relatif, le taux de profit, non pas parce que les ouvriers étaient devenus plus productifs, mais parce qu'il y avait diminution du salaire absolu (c'est-à-dire de la somme des moyens de subsistance que reçoit le travailleur) en un mot, parce que la situation des travailleurs s'aggravait. Dans ces pays le travail devenait donc en fait plus productif pour ceux qui l'employaient. Ce fait était en rapport avec l'afflux des métaux précieux. Et c'est pour ce motif que les mercantilistes, sans y voir encore très clair, considéraient comme seul productif le travail employé dans ces branches de production. » (Marx, p.163).

Marx poursuit par une citation de John Barton, ce dernier fait état d'un phénomène semblable durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Marx commente alors ☺

« Selon Barton donc, se serait reproduit dans la seconde moitié du 18^e siècle le même phénomène qui a donné naissance au système mercantiliste dans le dernier tiers du 16^e siècle et au cours du 17^e siècle. En outre étant donné que seules les marchandises exportées sont évaluées en fonction de la valeur diminuée de l'or et de l'argent [du fait de la pléthore de métaux précieux], tandis que celles destinées à la consommation intérieure continuent à être évaluées à l'ancien taux de l'or et de l'argent (jusqu'au moment où la concurrence entre capitalistes supprime cette évaluation à 2 aunes différentes), le travail paraît directement productif dans la première branche de la production destinée à l'exportation, c'est-à-dire qu'il semble créateur de plus-value, par le fait qu'il abaisse le salaire au-dessous de son niveau ancien. » (p.164)

Il s'ensuit qu'une théorie peut être fausse mais que la politique qu'elle inspire soit *efficace* (de même, en 1979, quand le coup de force de la FED se fonde sur la théorie monétariste quantitative de la monnaie, la théorie est fausse mais les effets recherchés sont atteints). Dans le cas du mercantilisme, efficace en ce qu'elle encourage les branches qui accroissent l'exploitation des travailleurs et le profit (même si ce n'est pas pour la raison exposée par la théorie). Marx ajoute plus loin : « Tout l'ancien système mercantiliste repose sur l'idée qu'une nation doit être, quant à elle frugale, mais doit produire des articles de luxe pour les nations étrangères jouisseuses. » (th. pl. I, p.323). Marx cite alors William Paley (1785) : « Les nations pauvres c'est là où le peuple est à son aise ; et les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre. », ce qu'il qualifie de « bonne formule ».

Le système mercantiliste possède une seconde efficacité (qui englobe la première) en ce qu'il pousse à distinguer le marché intérieur et le marché extérieur. En cela le mercantilisme participe à et accélère, en tant que système économique, la formation d'ensembles capitalistes se construisant comme *nationaux*. Il serait intéressant de relever, malgré leur différence fondamentale sur le travail productif, les nombreux points de convergence sur la constitution d'un ensemble capitaliste national, entre les physiocrates, champions de la « modernisation » de l'agriculture, et les mercantilistes, champions de la richesse du Prince. « Chez les physiocrates, le profit de l'industrie est expliqué comme *profit upon alienation* [profit de l'aliénation ou profit résultant de la vente] (donc de façon mercantiliste). Et notre Anglais [John Gray – ne pas confondre avec un autre John Gray continuateur radical de Ricardo - faisant selon Marx un excellent résumé de la doctrine physiocratique] de conclure donc très justement que ce profit ne constitue un gain que si les marchandises industrielles sont vendues à l'étranger. Des prémisses mercantilistes, il tire la conclusion mercantiliste qui s'impose. » (Th pl, t.1, p.449)

Dans les *Grundrisse* (éd ; Sociales, t.I, p.442), après avoir évoqué les grandes compagnies de commerce jouissant d'un monopole d'Etat, Marx écrit : « Le concept de richesse nationale lui-même s'insinue chez les économistes du 17^e siècle – représentation qui persiste en partie chez ceux du 18^e – sous cette forme que *la richesse est seulement créée pour l'Etat* (souligné par nous), mais que la puissance de celui-ci se mesure à cette richesse. C'était là une forme encore inconsciemment hypocrite qui annonçait le point de vue où la richesse elle-même et sa production sont le but final des Etats modernes, considérés alors uniquement comme moyen de produire la richesse. » [La traduction Pléiade donne « créée uniquement par l'Etat ». Après vérification dans le texte allemand « pour l'Etat » est la bonne traduction].

Pierre Deyon : *Le Mercantilisme* (Questions d'histoire / Flammarion)

p.11 « Du XVI^e au XVIII^e siècle, personne ne s'est déclaré "mercantiliste" » [affirmation à nuancer : Steuart, lui-même classé comme mercantiliste, emploie le terme dans *An inquiry ... -1770-* ; cité par Marx dans les *Grundrisse*, t.1, p.166]. *La Richesse des nations* est publié en 1776.

La commune médiévale avait de solides traditions d'interventions économiques ; Le mercantilisme étend aux jeunes monarchies nationales les préoccupations et les pratiques des cités médiévales

pp. 15-16

Les pratiques protectionnistes en matière commerciale et prohibitives en ce qui concerne la sortie des métaux précieux sont bien antérieures à 1492, à la colonisation américaine et à l'afflux d'or en Europe transitant par l'Espagne. En Angleterre dès le XIII^e siècle le Parlement prend des mesures favorisant l'industrie lainière britannique, en 1258 les exportations de laines brutes sont temporairement interdites. En 1455, l'importation de lainages et de soieries est interdite, l'interdiction est renouvelée en 1463 et 1464. Toujours en Angleterre, en 1381 il est fait obligation aux marchands étrangers de réemployer sur le marché anglais la moitié puis la totalité de leurs ventes afin d'éviter les sorties d'or et d'argent.

Tout cela présupposé ou accompagné un renforcement de l'Etat. C'est aux mouvements monétaires que les gouvernements attachent le plus d'attention. En France des déclarations royales renouvellent la prohibition de sorties de numéraires en 1506, 1540, 1546, 1574, de même en Espagne. Tous ces règlements sont cependant inefficaces, les monnaies espagnoles se retrouvent dans toute l'Europe et si l'on veut développer les productions nationales destinées à l'exportation ou supplantant les importations, des importations sont nécessaires ; les mesures protectionnistes ont beaucoup plus de succès. Même à Florence, Cosme de Médicis interdit l'entrée des draps étrangers et l'exportation des soies brutes.

21 Ces mesures protectionnistes ou de prohibition, les encouragements au développement des manufactures et l'octroi de monopoles comportent un élément important pour notre sujet : son caractère *unificateur*. Au cœur du « système mercantiliste » se trouve « une volonté d'unification et de puissance : unification territoriale et administrative que les souverains des XVII^e et XVIII^e siècles ne purent qu'ébaucher, et qu'achevèrent la révolution bourgeoise et le libéralisme ; mais aussi entreprise de puissance monarchique et par voie de conséquence nationale. » (Deyon, op.cit., p.45).

21 En France, aux Etats généraux de 1576, le Tiers réclame l'exclusion de tous les produits manufacturés étrangers et en 1581, pour la première fois, un tarif général d'entrée fut imposé à toutes les frontières en même temps qu'est imposée une organisation uniforme des communautés de métier. En Angleterre, le statut des artisans réglemente en 1563 l'apprentissage et la procédure de fixation des salaires, tandis que les *Poor Laws* établissent un système uniforme d'assistance. Toutes sortes de règlements facilitent les relations à l'intérieur de l'Etat, réduisent les péages et les tonlieux (taxes sur les places où l'on étalait pour un marché), organisent les postes. En Angleterre au XVII^e siècle, le développement du service des douanes permet d'établir une comptabilité exacte des échanges internationaux ; en

France, la réforme de 1664 autorise une vision plus nette de la balance commerciale. A cette unification territoriale interne et au nationalisme économique correspond la succession des guerres mettant aux prises la France, l'Angleterre et les Pays-Bas et dans une moindre mesure l'Espagne dont l'accaparement de la richesse est en partie l'enjeu. Pour Colbert, résumant la pensée de l'époque : « Il n'y a qu'une même quantité d'argent qui roule dans toute l'Europe », la prospérité d'un Etat ne pouvait être bâtie qu'aux dépens de ses voisins¹. Cependant, cette vision des choses exprime ce qui deviendra pour les historiens : « le retard français ».

35 En Angleterre, dès la fin du XVI^e siècle, le *bullionisme* strict voyant dans l'accumulation de métaux précieux la seule richesse est abandonné. Les prohibitions à l'exportation de numéraire sont abandonnées, au *bullionisme* succède la « théorie de la balance commerciale ». La poursuite du commerce dans la Baltique et aux Indes orientales nécessitait des sorties d'argent, le solde global des mouvements en métaux précieux dépendait alors de l'activité économique générale du royaume, ce qui n'empêche pas au contraire un renforcement du protectionnisme en ce qui concerne les échanges de marchandises². Si l'on considère la « théorie de la balance commerciale » comme l'expression la plus aboutie des pratiques mercantilistes, ces dernières sont « une exaltation de l'esprit d'entreprise et du travail créateur » (Deyon, op.cit., p.55). Le reproche fait au mercantilisme, depuis Adam Smith, de confondre l'abondance de monnaie et la richesse elle-même est loin d'être entièrement justifiée. C'est avec beaucoup de nuances que, dans ses notes sur le mercantilisme, Marx reprend cette critique [voir par ailleurs les notes sur Marx et le mercantilisme].

« L'or et l'argent apparaissent maintenant [à la différence des "communautés sociales" où l'échange apparaissait à leurs frontières] posés comme la *marchandise* en tant que telle, la marchandise universelle qui conserve en tous lieux son caractère de marchandise. Cette détermination formelle la rend uniformément valable en tous lieux. C'est seulement ainsi qu'ils sont le représentant matériel de la richesse *universelle*. C'est pourquoi dans le système mercantiliste, l'or et l'argent font fonction de mesure de la puissance des différentes communautés. "Dès que les *métaux précieux* deviennent *objet de commerce*, équivalent *universel de n'importe quelle chose*, ils deviennent également la *mesure de la puissance entre nations*. D'où le système mercantiliste" (Steuart). Les économistes modernes ont beau se croire au-delà du système mercantiliste, cela n'empêche pas l'or et l'argent, dans des périodes de crise générale, de se manifester tout à fait dans cette détermination, en 1857 tout comme en 1600. C'est avec ce caractère que l'or et l'argent jouent un rôle important dans la création du marché mondial. » (Marx, *Grundrisse*, éd. sociales, t.1, pp.165-166)³.

L'abandon progressif des politiques mercantilistes au cours du XVIII^e siècle (plus rapidement en Angleterre qu'en France) ne marque pas pour autant un abandon de l'imbrication entre capitalisme, Etat et nation. Toute l'attention est alors portée sur la création d'un *marché intérieur*. Le développement de ce dernier dépend de la suppression des

¹ Seules les Provinces –Unies échappent totalement à ce principe. La République autorise dès sa constitution le libre mouvement des monnaies. Tant et si bien que lors des guerres contre la France les banquiers hollandais fournissent à crédit la solde des armées de Louis XIV.

² Le traité d'Utrecht (1713) mettant fin à la Guerre de Succession d'Espagne n'est pas ratifié par les Communes dans la mesure où il comportait des clauses abaissant les tarifs douaniers qui commencent à être considérés comme freinant la concurrence stimulatrice, rompant les équilibres multilatéraux du commerce international et entraînant des représailles. Le traité consacre la domination anglaise et sa politique d'équilibre des forces sur le continent européen, les bénéfices de sa politique mercantiliste étaient encore trop évidents pour être discutés.

³ Le « choc Nixon » en 1971 fut paradoxalement la dernière manifestation de l'or dans cette détermination. La dématérialisation de la monnaie définitivement acquise en 1976 (accords de Nairobi) ouvre une terrible question théorique quant à la relation nécessaire entre marchandise, valeur et monnaie. Superficiellement les réserves dollars semblent jouer le rôle de cette détermination de l'or qui cependant continue à représenter une part des réserves des banques centrales et à transiter entre elles.

compagnies à monopole, d'une plus grande liberté d'entreprendre, de la fin des réglementations tatillonnes du colbertisme, d'une meilleure répartition des impôts, d'une modération des tarifs douaniers pour éviter les représailles. Il faut des marchés où se déterminent les « prix justes » par le « jeu de l'offre et de la demande », en Angleterre, au XVIII^e siècle, la partie est déjà gagnée : les fabrications sont libérées de tous les contrôles, même les qualités inférieures sont autorisées dans la mesure où elles correspondent aux demandes de la clientèle. Timidement en France, plus largement en Angleterre, les importations sont libéralisées dans la mesure où elles permettent de se procurer des matières premières à bon marché qui se répercutant dans le prix des produits stimuleront la consommation intérieure. Malgré toutes ses limites (la considération de l'agriculture comme seule productrice d'un *produit net*), le *Tableau économique* de Quesnay rend compte de cette nouvelle conception du marché intérieur comme lieu de la circulation des produits et des revenus comme condition essentielle de la prospérité. La liberté du commerce intérieur, les progrès de l'agriculture dus au libre commerce des grains (aussi bien intérieurement que vers l'étranger sur le modèle anglais des *corn laws*) sont la base de la richesse de la nation et de l'Etat.

Keynes, lui-même, justifia le mercantilisme : « En un temps où les autorités ne pouvaient agir directement sur le taux de l'intérêt intérieur, ni sur les motifs qui le gouvernaient, les entrées de métaux précieux, résultant d'une balance favorable, étaient les seuls moyens indirects d'abaisser le taux de l'intérêt intérieur, c'est-à-dire d'accroître l'incitation à réaliser des investissements (...) il y avait aussi de la sagesse dans la volonté des mercantilistes de maintenir un faible taux d'intérêt, par les lois contre l'usure, par la défense du stock monétaire et par la lutte contre la hausse de l'unité de salaire. » (*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, cité par Deyon, p.80).

Grundrisse, t. 2, p.177 (rotation du capital)

Même les brèves périodes de libre-échange triomphant des XIX^e et XX^e siècles ne supprimèrent jamais le morcellement étatique et national du mode de production capitaliste.

32 « Comme dans tous les autres pays d'Europe, le mercantilisme a revêtu en Angleterre trois formes essentielles : protection de la monnaie et des stocks de métaux précieux, protection de la production, encouragements et faveurs à la marine et au commerce national. »

37 « Il n'y a de politique mercantiliste efficace aux XVII^e et XVIII^e siècles, que là où un pouvoir central est capable de dominer les particularismes et les égoïsmes, d'imposer un arbitrage aux intérêts opposés, de concilier les revendications des négociants et des producteurs. Il n'y a de politique mercantiliste efficace que là où des entrepreneurs sont capables de répondre aux propositions du gouvernement, là où existe un embryon de bourgeoisie nationale, l'esquisse au moins pour certains produits d'un marché national, et les bases géographiques d'une relative autarcie. ». Le capitalisme se développe là où un Etat fort contrôle un territoire vaste, diversifié et relativement unifié : l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne en sont la preuve *a contrario*. *Le mercantilisme est la forme initiale de la détermination nécessairement nationale du mode de production capitaliste*. Il est remarquable que s'est en s'affirmant au XVI^e siècle comme *système mondial* que le capitalisme se constitue dans le même mouvement comme *système conflictuel de nations*.

Objection de Rosa Luxemburg (*Introduction à l'économie politique*, éd. Anthropos 1970)

« Selon le professeur Schmoller [ponte de l'Université et cible de Luxemburg], la science de l'économie politique est née sur l'ordre de l'absolutisme éclairé. Selon le professeur Bücher

[idem] le mode de production capitaliste tout entier n'est que le fruit de la volonté souveraine et des plans ambitieux des princes absolus. (...) Certes l'instauration de grands Etats bureaucratiques centralisés était une condition indispensable du mode de production capitaliste, mais elle n'était elle-même qu'une *conséquence* des nouveaux besoins économiques de sorte qu'on est beaucoup plus près de la vérité en renversant la phrase de *Bücher* : la centralisation politique est "essentiellement" un fruit de la maturation de l' "économie politique", c'est-à-dire de la production capitaliste. Dans la mesure où l'absolutisme a eu sa part incontestable dans ce processus de maturation historique, il a joué ce rôle en instrument aveugle des tendances historiques, avec la même absence totale d'idées qui l'a fait s'opposer aussi à ces tendances dès que l'occasion s'en présentait. » (pp. 59-60).

Les mesures prises pendant deux siècles par l' « instrument aveugle » n'ont jamais perdu de vue leur objectif et manifestaient une certaine suite dans les idées. Le « matérialisme historique » de Luxemburg est caricatural et typique de la Social-démocratie allemande et de la Seconde Internationale en général. Soit les « tendances historiques » sont insuffisantes pour entraîner leur conséquence politique et il faut une action spécifique de l'Etat, action soumise à des conditions nationales ; soit il faut admettre qu'elles ne se manifestaient pas en Flandres, en Lombardie, en Toscane (et alors Machiavel n'a pas existé) ou en Campanie. Les mêmes « tendances historiques » ont éliminé l'Espagne et le Portugal pour des siècles et marginalisé provisoirement les Provinces-Unies. A croire que l'épiphanie des « tendances historiques » n'a eu lieu qu'en France et en Angleterre, à retardement en Prusse ou en Suède.

« Dans le monde difficile des années 1650-1750, alors que la stagnation de la demande et des prix exaspère la concurrence, la prospérité des manufactures suppose un rigoureux protectionnisme douanier, et donc un pouvoir politique capable de résister aux pressions des diplomates et des marchands étrangers [et de mener des guerres qui, pas toujours victorieuses, aboutissent à des accords viables, en revanche, au traité d'Utrecht – 1713 – le Milanais, la Savoie, Naples, la Sicile, etc., malgré les « tendances historiques » en leur sein, ne sont que des monnaies d'échange] (...) De cette liaison étroite entre politique et économie, l'histoire du despotisme éclairé nous fournit une dernière illustration. Lorsque, au XVIII^e siècle, les Etats socialement arriérés par rapport à l'Europe nord-occidentale, tentèrent de combler une partie de leur handicap, ils empruntèrent tous au mercantilisme ses recettes de puissance économique. » (Deyon, op.cit., p.43).

Quant aux exemples de l'opposition de ces mêmes Etats aux « tendances » (Luxemburg, op.cit., p.60), pour la mémoire de Luxemburg, passons-les sous silence.

La critique de l'alternative exclusive de Luxemburg entre capital national et capital mondial est intégrée dans le texte *Etat nation et capitalisme, une ébauche*

Benjamin Bürbaumer : *Chine/Etats-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, éd La découverte.

p.6 Joe Biden, héritier de Trump en matière de politique économique internationale

p.7 Deux pays imbriqués sur le plan économique

p.9 Thèse centrale du livre : « Le capitalisme mine la mondialisation. Le paradoxe de la montée en puissance de la Chine, c'est qu'en devenant capitaliste, elle s'est trouvée contrainte de saper le processus même qui a permis son essor, à savoir la mondialisation. Cette contestation l'a placée directement sur les rails de la confrontation avec les Etats-Unis, dont nous montrerons à quel point ils ont façonné la mondialisation et la supervisent activement. »

Pour admettre le titre du livre de Bürbaumer (Bur), et sa thèse centrale, il faut considérer que la Chine n'était pas « capitaliste ». **Le capitalisme n'est pas « contre la mondialisation » : un certain développement capitaliste de la mondialisation la remet en question dans sa forme produite et existante.**

« Notre point de départ se trouve dans les années 1970 aux Etats-Unis, où les firmes subissent une grave crise de rentabilité. Afin de redresser leurs affaires, une partie d'entre elles – les sociétés multinationales financières et non financière – flirtent avec l'idée d'étendre les activités au-delà des frontières nationales. Cette fraction c'est le capital transnational américain – qui s'oppose alors au capital national américain. Désespérer de trouver une voie de sortie de crise, acculé par le chômage et les troubles socio-économiques, **l'Etat américain met en œuvre le souhait le plus cher du capital transnational américain : la création d'un véritable marché mondial.** »

Ces phrases sont globalement justes mais posent de nombreuses questions auxquelles l'absence de réponse parcourt tout le livre : définition du capitalisme ; et surtout, pour le sujet ; une conceptualisation de la nécessité de la mondialisation qui ne soit pas seulement un pis-aller tactique. Cette extension des activités des multinationales américaines était déjà très avancée dans les années 1960 (voir J.J. Servan-Schreiber, *Le Défi américain*). Il y a dans cette présentation de Bur quelque chose de bizarre : des firmes qualifiées de transnationales « veulent sortir de leur cadre national ». Comment sont-elles « transnationales » si elles ne sont pas déjà « sorties » ? Les firmes transnationales se portaient assez bien au début des années 1970 (voir Levinson, *L'inflation mondiale et les firmes multinationales*, éd. Seuil 1973 ; Andreff, *Les firmes multinationales hors la crise*, éd. le Sycomore 1982)). Enfin le problème fondamental réside dans la distinction à l'intérieur d'un capitalisme national entre un « capital national » proprement dit et un « capital transnational », distinction qui, en outre, définirait une opposition.

Au même moment la Chine traverse également une grande crise sociale et économique, elle intègre la mondialisation en cours de route, en y occupant une place subordonnée.

p.10 « Côté chinois, la participation à la mondialisation se fonde sur l'ambition d'accélérer le développement national. Côté américain, cette participation reflète la volonté d'échapper à une crise structurelle par l'appropriation de profit à l'étranger. (...) Les années 1990 et 2000 apparaissent comme une période d'harmonie transpacifique. La croissance explose en Chine et le monde entier raffole des produits bon marché qui y sont fabriqués. »

p.11 « Pour échapper à la crise mondiale de 2007-2008, la Chine met en œuvre un plan de relance dont l'un des effets est d'augmenter les capacités de production pourtant déjà excessive du pays. »

p.12-13 La Chine tente de court-circuiter la supervision américaine de la mondialisation « L'hégémonie correspond à une configuration internationale où un Etat est en situation de faire de son type d'organisation sociale un modèle universel et de garantir avec les moyens de contrainte dont il dispose un ordre international ouvrant aussi aux Etats et régions subordonnées des perspectives de stabilité et de développement. »

Les entreprises n'agissent jamais seules, elles sont constamment accompagnées par leur Etat respectif afin d'agrandir leur part de marché et surtout d'écrire les règles de l'économie mondiale en leur faveur. **Il faut à nouveau revenir ici sur le fait que ce n'est pas l'Etat qui crée un capital national, ce sont des entreprises, des capitaux particuliers, qui se constituent en ensemble (voir par ailleurs) produisent leur Etat qui fait alors de cette conjonction produite un *capital national*.**

p.15-16 La mise en place d'infrastructures matérialise concrètement le pouvoir structurel. Contrôler les goulets d'étranglement c'est contrôler la circulation mondiale et les bénéfices associés => les batailles d'infrastructures.

C'est grâce aux systèmes de paiement, aux normes techniques, aux canaux de surveillance des voies maritimes et autres dispositifs que les marchandises peuvent circuler dans le monde.

E.U et Chine rivalisent sur l'organisation du marché mondial, les règles du jeu.

p. 21 La fabrication américaine de la mondialisation

Début des années 70, les travailleurs vont trop loin : panique. Grèves sauvages.

p.25 Un changement en profondeur du capitalisme américain devait être opéré.

La mondialisation ne serait qu'une réponse à la conflictualité ouvrière. En fait la mondialisation n'est que la forme développée de la restructuration. La conflictualité ouvrière est incluse dans les contradictions du stade antérieur de la subsumption réelle : la confirmation dans la reproduction même du capital d'une identité ouvrière. Identité qui explose à la fin des années 1960. Le problème c'est la fluidité du double moulinet. La restructuration est une défaite ouvrière ((Sic 1, *note sur la restructuration*, p.100)

p. 26 baisse des tx de prft aux E.U. dans les 60' (concurrence allemande et japonaise bénéficiant d'un tx de change favorable). Le tx de prft se redresse 80'.

28 L'intégration de la Chine dans le capitalisme mondial a fait partie de la réponse à la crise structurelle des années 1970.

29 Investissement à l'étranger comme réduction des coûts de production. La fraction transnationale du capital américain (différence avec les entreprises exclusivement actives sur le marché intérieur [est-ce qu'une telle distinction est pertinente] a vu ses intrêts converger avec ceux du secteur financier pour former une alliance en faveur de la libre circulation des capitaux et des marchandises.

« Rupture de l'équilibre fordiste entre le travail et la fraction nationale du capital. »

30 Le cap trans proposait une sortie de crise.

33 Bur voit étrangement la fin de Bretton Woods par Nixon en 1971 comme contraire à cette internationalisation du cap trans américain, alors qu'elle assure une domination sans conteste du dollar : « Le dollar est notre monnaie. Mais c'est votre problème » (John Connally à Bernard Esambert – conseiller de Pompidou - 1972).

34 Libre-échange, libre circulation des capitaux, réduction des dépenses publiques et de la fiscalité, flexibilisation de l'emploi et des taux de change.

35 Les IDE : prise de contrôle d'une partie significative du cap nat par celui d'un pays tiers, désorganisation du cap nat des pays-cibles (surtout pays européens). Plus de projets cohérents et distincts de la politique internationale des E.U.

39-40 L'avancée décisive du cap trans américain a eu lieu sous Jimmy Carter (1977-1981) : nombreuses mesures de dérégulation, choc Volcker -1979- : hausse violente des tx d'int, afflux de capitaux aux E.U. Auparavant sous Gerald Ford (1974-1977) promotion de la dérégulation financière : l'encadrement des flux financiers par les autorités publiques est remplacé par des produits assuranciers de couverture offerts par les sociétés de Wall Street ; révision des statuts du FMI en 1976. Les E.U mettent fin à leur propre contrôle des capitaux en 1974.

Ce qui change avec Reagan c'est que le resserrement monétaire a été couplé au démantèlement d pans entiers de l'Etat-providence : dérégulation, réductions d'impôts, coupes budgétaires, attaque contre les syndicats.

41 « **Cette restriction des capacités de consommation aux Etats-Unis jouera un rôle crucial dans les interactions avec la Chine.** »

43 1985, accord du Plaza, le Japon ouvre ses marchés financiers et accepte de participer à la dévaluation du dollar. De même, en Europe, dérégulation financière général avec le « Marché unique ».

46 : « Pays périphériques » : le « choc » a provoqué des crises : profiter de ces crises pour ouvrir les pays à une libéralisation sans précédent, de nombreuses sphères de profit s'ouvrent dans ces pays : privatisation, démantèlement du droit du travail, réduction de la fiscalité.

48 La crise de 1982 (fuite massive de capitaux à la suite du choc Volcker) avait souligné la fragilité de la déréglementation complète de la circulation des capitaux. Accord au sein du Comité de Bâle en 1988 ; obligation pour les banques d'augmenter leur capital en fonction du risque de leurs actifs. Le résultat fut une massive réorientation des fonds vers les actifs les plus sûrs : les obligations du Trésor américain. D'un côté l'expansion des flux financiers n'était pas restreinte, de l'autre leur expansion finançait les déficits américains.

[Dans cet historique il faudrait introduire Eurodollars, pétrodollars, *Big bang* de la City en 1986]

51 A la suite des modalités du « règlement » de la crise asiatique de la fin des années 1990, Bur expose une importante considération d'ordre général :

« Plus la libéralisation d'un pays est achevée, plus les multinationales peuvent s'approprier ses joyaux économiques, (...) cette gestion a probablement précipité le plus grand transfert d'actifs en temps de paix des propriétaires nationaux vers des propriétaires étrangers au cours des cinquante dernières années. Mais il est fondamental de comprendre que ces conditions ne favorisaient pas formellement les entreprises d'un pays au détriment de celles d'un autre. Un indice important du rôle de superviseur général du capitalisme mondial joué par l'Etat américain réside dans le fait qu'il n'a pas profité de son influence auprès du FMI et des pays débiteurs pour obtenir des avantages spécifiques pour les firmes états-uniennes. Le Trésor a

même rejeté un fléchage de la restructuration en leur faveur, ce qui aurait été un aveu d'échec dans la supervision du capitalisme global. L'objectif de l'Etat américain n'a jamais été d'ouvrir les différentes régions au seul capital transnational américain ; dès le départ, il s'agissait de rendre les différents pays du monde, y compris l'espace postsoviétique après 1991, accessibles au capital transnational en général, peu importe son origine. Construire le capitalisme global exigeait non seulement une puissance de feu financière considérable, mais aussi un travail de coordination substantiel entre acteurs publics et privés de différents pays que seul l'Etat américain était alors capable de mener. »

Il ne peut y avoir de capital dominant que celui qui offre une reproduction globale du capitalisme et aux capitaux dominés une perspective viable.

Particularités de la politique libre-échangiste américaine.

p.53-54

1974 : le *Trade Act* : généralisation du libre-échange avec quelques compensations aux industries exposées à la concurrence internationale. Compensations tactiques, leur disparition ne fut qu'une question de temps.

Les différentes négociations dans le cadre du GATT avaient entraîné des baisses significatives des droits de douane sur les biens manufacturés. La politique commerciale américaine s'est alors fixée sur les « obstacles non tarifaires » avec pour objectif de changer les réglementations internes des autres pays. Il s'agissait plus de garantir des *rentes* que de purs « avantages comparatifs » commerciaux.

- Les mesures concernant les investissements et liées au commerce : restreindre le droit des Etats à mener des politiques industrielles. Auparavant, un gouvernement pouvait interdire la reprise des usines par des investisseurs étrangers.
- Elargir le libre-échange aux services : échanges financiers, privatisations des « services publics ».
- Sur la propriété intellectuelle et les brevets.

« Les multinationales seules à même de mettre les pays en concurrence. » **[Mais les Etats mis en concurrence sont eux-mêmes les soutiens et les organisateurs de ces multinationales. Les Etats ne sont ni des victimes, ni des instruments des multinationales. Pas de multinationales sans un écosystème national dont les politiques d'Etat sont responsables ; pas d'écosystème national sans sa projection multinationale].**

55 La mondialisation américaine a reposé sur sa capacité d'extension législative hors du territoire américain.

57 Début des années 1980 (Reagan) : « construction d'un ordre mondial libéral centré sur les Etats-Unis. »

pp60-61 : Bur touche ici au cœur du problème, c'est-à-dire, à la fois la dynamique de la puissance de la mondialisation américaine, et la contradiction qui la mine : **la double déconnexion.**

A partir des années Reagan : « ...la part croissante des 10% et surtout des 1% les plus aisés dans les richesses totales à partir des années 1980 s'est en effet traduite par un recul des capacités de consommation relatives de l'immense majorité de la population américaine. (...) Deux options existent : on peut baisser les prix relatifs des biens de consommation ; ou viser

une certaine stabilisation grâce à l'endettement. De fait les deux options ont été mobilisées, et la Chine y a joué un rôle crucial. »

Les Etats-Unis ont joué sur les deux tableaux en s'appuyant sur deux dynamiques : « ... la transformation postsocialiste et la fin des expériences développementistes d'une part ; la libéralisation des flux commerciaux et financiers d'autre part. La première a produit un doublement de la force de travail mondiale. (...) Pour pouvoir exploiter cette force de travail abondante et relativement bien formée, les capitaux devaient néanmoins pouvoir y accéder. C'est là que la libéralisation est intervenue. Décider de ce que des ouvriers chinois ou roumains produisaient présupposait généralement de pouvoir investir dans ces pays – d'où le rôle crucial de la libéralisation des flux de capitaux. Or les investissements dans des pays étrangers ne peuvent engendrer des profits que s'il est possible de distribuer à travers le monde les marchandises qui y sont produites.

« A quoi bon produire du prêt-à-porter au Bangladesh – que la population locale ne peut consommer à cause de salaires extrêmement faibles qui attirent justement les multinationales du textile – si son exportation est finalement peu rentable en raison de droits de douane, quotas ou différences réglementaires ? (...) Certaines grandes multinationales ont également été en mesure d'exercer un pouvoir considérable sur des fabricants étrangers sans même en être les propriétaires formels. Pour cela, il suffisait de disposer des leviers permettant de **contrôler les chaînes globales de valeur**, à savoir la propriété des technologies clés et l'organisation des réseaux de distribution indispensables à la production. »

[Ce qu'on appelle « chaînes globales de valeur », ce n'est pas une simple division du travail à l'échelle mondiale fragmentant le processus de production lui-même et le séparant de la production des technologies, de la distribution, du financement (changes, crédits, placements financiers, pour les « pays périphériques » c'était e procurer les dollars nécessaires au remboursement de leurs dettes, la centralité commerciale du dollar renforçait à son tour Wall Street comme centre de financement ...), c'est par la fragmentation, une captation et une monopolisation des moments de l'ensemble de la chaîne pouvant assurer les profits les plus élevés, le plus souvent sous la forme de surprofit.]

Sur les « **chaînes de valeur** » (pp.93-94)

« Derrière l'apparence d'une simple réorganisation technique de la division géographique du travail se cachent des changements majeurs dans les rapports de forces entre capitaux des pays avancés et capitaux des pays périphériques, mais aussi plus généralement *entre travail et capital* (nous soulignons), rendus possibles par le nœud financiarisation-mondialisation. En effet, les protagonistes des chaînes globales de valeur sont les firmes leaders. Elles supervisent la fabrication d'un bien à partir d'une série d'usines souvent dispersées dans différents pays, chacune fournissant un bien intermédiaire indispensable à l'assemblage du bien final, qui a lieu dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est faible. Si, dans le détail, on peut identifier une variété de motifs constitutifs de la formation de la chaîne – la réduction des risques par la multiplication des implantations, la baisse des coûts de production (force de travail, terres, énergie, matières premières) ; l'augmentation de la flexibilité – un point commun émerge. Tous ces motifs contribuent à redresser la profitabilité du leader au détriment de nombreux fournisseurs, obligés d'accepter une concurrence acharnée pour s'insérer dans un petit nombre de chaînes, et surtout de leurs employés. Les firmes leaders sont généralement de grandes firmes issues des pays avancés dont l'activité se concentre sur le contrôle oligopolistique de l'accès aux marchés finaux et qui visent le monopole sur les technologies clés. Loin d'homogénéiser le monde, la mondialisation consiste en l'exploitation de son hétérogénéité par les multinationales. (...) Grâce aux chaînes globales de valeur, les multinationales réalisent des profits sans

accumulation, ou plutôt des profits fondés sur une accumulation par correspondance, qui impose aux fournisseurs la charge de l'investissement. » (pp ; 93-94).

Même si au cours du processus de formation de la mondialisation, l'Etat américain a veillé à ne pas biaiser explicitement la dérégulation en faveur du capital transnational américain, ce processus présentait et assurait de fait des avantages pour les multinationales américaines : les grandes firmes étant de façon disproportionnée américaines. « Alors que l'économie américaine représentait 29% du PIB mondial en 1998, elle fournissait près de la moitié des 500 plus grandes multinationales. » (p.61).

En proportion des profits nationaux, les bénéfices enregistrés par les filiales étrangères de firmes multinationales américaines sont passés de moins de 10% dans l'après-guerre à 20% dès les années 1980 et à environ 35% dans les années 2020. Si on ajoute aux revenus de l'investissement productif ceux des placements financiers, le rapport explose dans les années 1980 se situant en moyenne autour de 67%.

Les multinationales américaines se sont approprié des profits colossaux dans le reste du monde et notamment en Chine. Le taux de profit américain a pu remonter à partir des années 1980, malgré l'absence d'une véritable relance de l'accumulation aux Etats-Unis.

p.64-65 : **double déconnexion (suite)**

« Outre les pressions déflationnistes sur les prix qui avait pour but de pallier la très faible croissance des salaires de la majorité des Américains, le crédit s'est envolé bénéficiant aussi de la mondialisation. Ces mesures ont rallongé artificiellement les capacités de consommation d'une majorité d'Américains relativement appauvris. (...) Mais cette mécanique bien huilée souffrait d'un maillon faible. La mondialisation impliquant par définition une *multitude de souverainetés étatiques* (souligné par nous), les Etats-Unis sont incapables de maîtriser intégralement le processus même sur lequel leur stabilité reposait. C'est sur fond de cet édifice fragile qu'il faut comprendre la montée en puissance de la Chine. Susceptible de défier la supervision américaine du capitalisme global, elle risque de mettre en cause non seulement la rentabilité des multinationales, mais aussi la stabilité politique sur le sol américain. »

[Bur considère la « multiplicité des souverainetés étatiques » comme le fond du problème en ce qui concerne la crise de la mondialisation américaine. Il faut considérer que ces « souverainetés étatiques » sont définis ou redéfinis par la mondialisation elle-même, elles ne sont pas, pour la plupart, en elles-mêmes le problème. Les souverainetés étatiques ne deviennent un problème que lorsque la crise de la mondialisation dont le fondement est la double déconnexion les remet sur le devant de la scène, les place en situation de pouvoir être un élément du dépassement de la contradiction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail.]

La Chine

p.71 : la lente et graduelle ouverture chinoise (premières ZES en 1979). 1987 : le « développement côtier »

1992 Tien'anmen : les troubles ont une forte composante ouvrière (73)

Mettre le secteur public sous pression (75)

78 Eliminer les obstacles au commerce et surtout à l'investissement états-unien, c'est la « doctrine Clinton » dont les principaux succès sont la mise en place de l'Aléna et de l'OMC, ainsi que l'intégration de la Chine dans la mondialisation.

81 Au cours des années 1990, la Chine se renforce surtout en tant que plateforme d'exportation et rapatriement sans entrave des profits.

82 Les dévaluations successives du renminbi par rapport au dollar entre 1981 et 1994 ont représenté un double cadeau aux multinationales étrangères : le pouvoir d'achat de leurs investissements en Chine a été multiplié, tandis que les exportations depuis la Chine sont devenues incroyablement compétitives.

Le marché intérieur ??

84-85 : La main de fer pour les travailleurs ; droits sociaux, retraites, licenciements, système permanent de migrations intérieures. « Le démantèlement du service public et l'inflation ont conduit à une déflation des revenus réels. (...) Dans la même veine, il est permis de douter de l'existence d'une nouvelle classe moyenne dont les capacités de consommation irrigueraient l'ensemble de l'économie chinoise. (...) En réalité, à peine 13,39% de la population chinoise correspond au seuil de 10 à 20 dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat) que les économistes et organisations internationales retiennent habituellement pour définir la classe moyenne. (...) Plus que l'émergence d'une classe moyenne, on assiste à la transformation des paysans en ouvriers. C'est en fin de compte une prolétarianisation cohérente avec la tendance à la baisse du taux de consommation (51% du PIB en 1980, 37% en 2020). » (pp.98-99)

La pression à la baisse des salaires en Chine s'est transmise au reste du monde du fait de son orientation extravertie. » (101)

88-89 L'insertion subordonnée de la Chine dans la mondialisation

Les objectifs fondamentaux associés à la participation de la Chine à la mondialisation ont divergé dès le départ : relancer la rentabilité des grandes firmes d'un côté, accélérer le développement national de l'autre. Un terrain d'accumulation significatif pour le capital transnational américain.

p.99 Entre 2000 et 2004, les entreprises créées par des investisseurs étrangers ont réalisé plus de 50% des exportations de la Chine. Jusqu'en 2008, dans les secteurs les plus gourmandes en technologies, les entreprises à capitaux exclusivement étrangers sont totalement incontournables ; « Elles comptent pour 70% des exportations dans l'équipement électronique et leur part monte à 80% dans les machines-outils, voire à 90% pour les ordinateurs et équipements associés. » La Chine demeurerait un exportateur de biens manufacturés à faible contenu technologique.

Cependant dès les années 2000, montée de l'inquiétude aux Etats-Unis : discussions sur des sanctions commerciales ; peur d'un début de rattrapage technologique ; succès des exportations chinoises sur des marchés tiers. (102)

En 2008, le gouvernement chinois met en place un plan de relance gigantesque qui amplifie l'extraversion de l'économie au point de concurrencer de plus en plus les multinationales américaines. (104)

L'engagement renouvelé de l'Etat américain à superviser le capitalisme global

104-105 Après 2008, adoption de politiques monétaires conventionnelles et « non conventionnelles », une offre illimitée de liquidités en dollars mais sélective selon les pays, voir Slobodian) ; légère augmentation des salaires mais toujours inférieure à celle de la productivité.

Eviter la mise en place de mesures protectionnistes. Sommet du G20 (Londres 2009), les E.U font adopter une coordination des plans de relance nationaux. Négociation d'un traité de libéralisation avec l'U.E (TAFTA), un autre avec plusieurs pays asiatiques (TPP). L'agenda de libre-échange le plus ambitieux depuis l'ALENA et le cycle d'Uruguay dans les années 1990. « En pensant que le cours de la mondialisation allait tranquillement reprendre après la crise, **Washington semblait avoir omis la variable "Chine" dans l'équation.** » (106)

95-96 Pour la Chine le choix d'une accumulation très rapide et l'extraversion.

Surcapacités et « surnuméraires »

« Depuis le début de la libération, en ratio du PIB, la consommation a subi une baisse notable alors que l'investissement a connu une forte hausse. Depuis les années 2000, le taux d'investissement gravite même autour de 40%, soit près du double des pays avancés. La mobilisation d'un tel volume de capitaux à des fins d'investissement a été rendu possible par la baisse de la part du travail dans le revenu national. Dans le même temps, cette accumulation rapide a engendré une augmentation considérable de la productivité du travail – au point de dépasser la capacité de l'économie chinoise à créer des emplois. S'est ensuivie une multiplication de chômeurs urbains qui, combinée à l'afflux de travailleurs ruraux, a œuvré au maintien d'une armée de réserve industrielle limitant la hausse des coûts de la main-d'œuvre. La raison principale de la hausse de la productivité du travail se trouve dans l'utilisation renforcée de machines. Or cette utilisation accrue de biens d'équipement pesait en l'absence de réels progrès technique sur l'efficacité du capital. Alors qu'en 1980, il fallait deux à trois dollars d'investissement pour obtenir un dollar de croissance supplémentaire, il fallait en 2000 quatre dollars d'investissement pour le même résultat. Issue du cœur du processus d'accumulation, cette diminution de l'efficacité du capital est au fondement de la baisse du taux de profit en Chine depuis les années 1990. Afin de compenser cette baisse, les entreprises ont alors été incitées à augmenter leur masse de profit en produisant plus. Autrement dit, elles ont entretenu des surcapacités de production (au grand bonheur des firmes leaders) et reconduit ainsi une accumulation dont elles tiraient proportionnellement de moins en moins de bénéfices. » (pp.95-96).

Il fallait inverser la tendance du taux de profit : avant la crise de 2007-2008, les dépenses de recherche et développement n'ont jamais dépassé le faible taux de 1,5% du PIB. En outre, la diffusion du progrès technique par les investissements directs rencontrait des obstacles d'assimilation liés au manque d'experts. Les entreprises chinoises devaient s'engager elles-mêmes dans les échanges internationaux afin de diminuer la surproduction et de moins dépendre des firmes leaders.

107 Dès 2008-2009 la Chine a enregistré entre 20 et 36 millions de chômeurs supplémentaires.

Le gigantesque plan de relance accentue la suraccumulation (villes fantômes et surcapacités). Gel des salaires, réduction des cotisations patronales. Conquête plus agressive des marchés étrangers, bons en avant dans les secteurs stratégiques : technologies de l'information, automobile, construction navale, acier, ingénierie mécanique. **Lancement des nouvelles routes de la soie.** Les entreprises chassent sur les terres du cap transnational américain.

Le choix de la relance par la surproduction peut surprendre. Elle a **exacerbé la déconnexion manifeste entre la demande intérieure et l'investissement.**

Bo Xilai, favorable à une meilleure redistribution, exclu du PCC au 18^e congrès (date ?) qui officialise le leadership de Xi Jinping et la victoire du courant libéral (109).

115 « La Chine, tenue par l'impératif de stabiliser sa propre dynamique d'accumulation par la conquête des marchés mondiaux, en est venue à questionner l'organisation même de la mondialisation. »

112-113 « La Chine a exercé un contrôle étroit sur l'ouverture économique. (...) Tout au long de la libéralisation, les autorités ont procédé à une restructuration des entreprises d'état qui a abouti à la formation de conglomérats monopolistiques dans des secteurs cruciaux, comme les ressources naturelles, les télécommunications, la finance et les travaux publics. Parmi les 500 plus grandes entreprises chinoises en 2012, on comptait 310 entreprises publiques qui représentaient 80% du chiffre d'affaires et 90% des profits de cette liste. Les trente premières places de ce classement étaient toutes occupées par des entreprises sous contrôle étatique qui faisaient partie des plus grandes firmes mondiales. Reflet de la puissance des conglomérats, la liste des 500 plus grandes firmes mondiales du magazine *Fortune* comptait en 2020 non plus 10 entreprises chinoises, comme en 2000, mais 124 dont 91 sous contrôle étatique. » Pour les cadres du Parti, outre les avantages matériels, il s'agit d'empêcher la formation d'une classe capitaliste puissante identifiant ses intérêts avec ceux du secteur privé et des sociétés transnationales. Même parmi les 100 plus grandes firmes privées, 95 sont sous le contrôle d'une personne impliquée dans l'Etat-Parti. (114).

Echapper au contrôle américain des chaînes globales de valeur

118 Caractère novateur et subversif de la stratégie chinoise : mettre en place, à son avantage, une nouvelle infrastructure pour l'économie mondiale.

« Si la rivalité sino-américaine est aujourd'hui si intense, c'est parce qu'elle en porte pas simplement sur des parts de marché, mais sur les marchés en tant que tels. (...) L'enjeu premier concerne les infrastructures mêmes sur lesquelles est construite la mondialisation. (...) En effet, les gains engrangés grâce au **contrôle des infrastructures** de l'économie mondiale sont autrement importants et durables que des gains de parts de marché ponctuels. » ; « La mondialisation sous supervision américaine signifiait que les Etats-Unis gardaient la main sur les principaux goulots d'étranglement de l'économie mondiale. » (120). Les pays connectés par les NRS se voient intégrés dans une nouvelle division territoriale du travail. (123) Sécuriser l'accès à des matières premières stratégiques : connexion avec l'Asie centrale et développement de l'Ouest chinois.

La part du contenu national dans les exportations chinoises n'a cessé de croître depuis le début des années 2000 ; (...) Grâce au développement technologique rapide, la Chine peut se passer d'une portion croissante de composants étrangers ; elle les produit localement et se débarrasse ainsi de plus en plus des entreprises étrangères captant une partie de ses revenus d'exportation. (119)

Pour les entreprises chinoises il s'agit maintenant de **fixer les normes**, les réglementations techniques : c'est un avantage compétitif institutionnalisé (pp.127-128-129). 35% des contributions aux normes relatives à la 5G viennent de firmes chinoises (130). Avec l'obligation d'utiliser leurs brevets, c'est la constitution de rentes. Les normes créent des dépendances durables.

Mais : « Les Etats-Unis et leurs partenaires ouest-européens gardent pour l'instant la main sur l'infrastructure technique mondiale. (131)

Contourner les goulots d'étranglement de l'économie mondiale

« La mesure phare du pivot asiatique de la politique étrangère américaine, annoncé en fanfare par le président Obama en 2011, consiste à déployer 60% des capacités navales et militaires du pays dans la région de l'Asie-Pacifique. » (133)

Imbrication entre infrastructures physiques et techniques

La firme Huawei, victime de sanction américaines depuis 2020 les a vu s'assouplir, le géant chinois est tellement à la pointe de la 5G que priver les firmes américaines du secteur d'échanger des informations avec Huawei s'avère impossible. Huawei n'est pas seulement une entreprise à la pointe du développement technologique, c'est aussi un mastodonte de la construction d'infrastructures de télécommunication.

L'apparition d'un nouveau paradigme technologique, celui de l'intelligence artificielle permet à la Chine de bénéficier d'un événement rare. Le changement réduit largement la valeur de l'avance technologique sur les paradigmes antérieurs (142-143)

« Néanmoins, pour l'heure, ce rattrapage technologique ne se traduit pas en revenus sonnants et trébuchants pour la Chine. Sa balance de revenus associés à l'utilisation de la propriété intellectuelle s'est dégradée au cours des dernières décennies et elle est aujourd'hui fortement négative, à hauteur de 35 milliards de dollars en 2022 (...) A l'inverse les Etats-Unis jouissent d'un solde positif de plus de 77 milliards en 2022. Ce qui montre que le monde entier utilise les brevets américains » (146)

La bataille des puces est au cœur de la course pour la supériorité économique mondiale ; « La conception des puces est incomparablement plus exigeante que leur fabrication qui est elle-même autrement plus sophistiquée que leur assemblage. Historiquement, la Chine est avant tout présente dans le dernier segment. Les producteurs taïwanais et sud-coréens fabriquent et la conception se déroule dans les pays du centre capitaliste mondial surtout aux Etats-Unis. (...) cette segmentation implique une hiérarchie en termes de leviers politiques [priver un assembleur des puces les plus avancées conduit dans une impasse durable] (...) Cette situation asymétrique rend la Chine vulnérable aux technologies étrangères. Ses avancées en matière d'I.A ou dans d'autres domaines de pointe dépendante de composants importés et conçus ailleurs en particulier de la technologie clé que représente les semi-conducteurs. **Plus la Chine progresse dans les domaines de haute technologie, plus elle s'expose au bon vouloir des fournisseurs de puces étrangers et surtout à celui de leurs gouvernements.** » (152)

Washington est en mesure d'exercer un contrôle sur les nœuds centraux de la chaîne de valeur de l'économie des semi-conducteurs. (156-157)

Même pour les puces de 7 nanomètres (actuellement la norme la plus avancée est 3 nanomètres), les fabricants chinois restent dépendants de machines de haute précision étrangères. (161)

« En apparence, les profits du capital transnational étant fonction d'un marché mondial le plus ouvert possible, toute restriction de la circulation internationale des capitaux et des biens et services lui est défavorable. Les multiples sanctions imposées par Washington restreignent justement cette circulation et contreviennent à ce titre aux intérêts des multinationales. Ce raisonnement est excessivement statique. Le capital transnational américain ne soutient pas n'importe quel marché mondial mais la mondialisation, c'est-à-dire un marché mondial qui lui est ouvert. **Dans la mesure où la montée en puissance de la Chine est justement porteuse d'un bouleversement dans les chaînes globales de valeur, le capital transnational américain est appelé à ajuster ses préférences politiques internationales.** » (162)

Cette analyse de 2024 demeure particulièrement pertinente en ce qui concerne le MAGA de Trump

« Contrairement aux politiques défensives de protection du marché américain demandée par le capital national en réaction à l'insertion de la Chine dans la mondialisation, le

capital transnational revendique aujourd'hui le soutien offensif de Washington pour perpétuer son emprise sur le marché mondial. (...) Cette convergence des différentes fractions du capital facilite la mise en place de politique offensive à Washington. » (164)

Il ne s'agit pas de mettre en cause l'intégralité des chaînes globales de valeur ni d'anéantir les innovations en Chine, mais de les contrôler tout en creusant l'écart technologique. L'embargo américain ne cible ni les activités à faible valeur ajoutée des fournisseurs chinois dans les chaînes globales de valeur ni les principaux investissements américains en Chine. » (165)

Dans l'industrie, les usines sont rapidement modernisées, le nombre de robots a explosé (145) [mais si la Chine est le premier utilisateur de robots, elle n'en est pas le premier fabricant, retrouver l'article du Monde]

La contestation du « privilège exorbitant » du dollar (169)

Le rôle du dollar au cœur de la supervision américaine de l'économie mondiale

La Chine piégée par la masse de ses actifs en dollars

Les Etats-Unis peuvent s'endetter indéfiniment avec leur propre monnaie (173)

Un pouvoir extraterritorial par l'intermédiaire du dollar (176)

La suprématie mondiale du dollar (176)

les trois fonctions de la monnaie :

intermédiaire des échanges, unité de compte, réserve de valeur [c'est proche mais pas exactement identique à la nomenclature de Marx – *Contribution ; Capital ; Grundrisse* – voir mon classeur noir]

177 En tant que moyen d'échange :

La « monnaie clé » comme intermédiaire entre deux monnaies moins internationalisées. Le dollar assure 90% des échanges. Aussi un véhicule d'intervention sur le marché des changes pour protéger la valeur de la monnaie nationale ;

178 En tant qu'unité de compte

La monnaie dans laquelle sont facturées les transactions privées. La monnaie fonctionne comme un étalon mesurant la valeur des marchandises échangées. « Dans la sphère publique, l'unité de compte s'exprime par l'ancrage des taux de change. L'ancrage traduit la valeur d'une monnaie nationale exprimée en monnaie internationale. (...) La part du dollar dans l'ensemble des ancrages représente 54% en 2019. (...) une baisse par rapport au point culminant de 60% en 1998. » (179). L'Euro occupe la seconde place avec 29% des ancrages.

Cependant : « Les autorités monétaires malaisiennes, philippines, singapouriennes et thaïlandaises accordent désormais plus de poids au renminbi qu'au dollar dans la gestion des changes. » (179). Aucune percée du renminbi n'est identifiable à l'échelle mondiale.

179-180 En tant que monnaie de réserve :

Le placement de l'épargne nécessite une monnaie liquide et stable. En tête le dollar et l'Euro, le renminbi n'apparaît pas dans les statistiques.

La domination monétaire (182)

- 1) Disposer d'une grande économie nationale. Critère nécessaire mais pas suffisant : l'économie chinoise est la deuxième du monde, sa monnaie n'occupe pas le deuxième rang.
- 2) Etre solidement inséré dans l'économie mondiale. Pourtant la Chine plaque tournante des exportations ne peut que marginalement facturer dans sa propre monnaie.

- 3) Monnaie de réserve. Avoir des marchés financiers développés. Là, la Chine est hors-jeu. (184 et 193 -196)

Cependant une indéniable progression : les détentions d'actifs chinois par des opérateurs étrangers ont presque triplé entre 2017 et 2020 [savoir quel est le volume de départ]. Le renminbi est la principale monnaie de réserve en Russie, Inde, Corée du Sud, Brésil, Afrique du Sud, Australie. (199). La mise en place d'une autre infrastructure financière mondiale dans laquelle l'Etat joue un rôle stabilisateur plus affirmé. » (201)

La popularité croissante du renminbi bénéficie également de la transformation croissante du dollar en arme politique explicite : sanctions financières ; bannissement du circuit des échanges globaux ; geler les actifs ; couper l'accès à la finance libellée en dollars. Cela affaiblit la confiance internationale. La Russie, la Turquie accumule de l'or.

CIPS alternative chinoise à Swift (les pays traversés par les Nouvelles routes de la Soie). Mais : le contournement de CIPS reste limité : 80% des paiements sur CIPSS reposent sur la messagerie de Swift. Les 20% restant c'est le commerce avec la Russie.

- 4) Etre une grande puissance militaire : gage de stabilité.

- 5) Promouvoir un ordre international « désirable » vis-à-vis des autres Etats : « Proposer un projet politique mondial » (185)

[Les Etats-Unis remplissent *encore* tous ces critères, mais d'une façon qui ne va plus d'elle-même. Il faut prendre en considération **la persistance de l'or et son importance croissante** – voir Diplo mars 2025].

185-186 En 2008, la Fed « sauve le monde » en l'inondant de dollars (système des swaps). La Fed : prêteur en dernier ressort mondial. Pas de swaps avec la Chine.

« Commercer en renminbi » ?? 189

En 1973-1974 : la stratégie américaine des pétrodollars. Facturer le pétrole en dollars pour tous les importateurs, remplacer les dollars aux E.U.

« Aujourd'hui le plus grand importateur de pétrole est la Chine, son pétroyuan est accepté par le Venezuela, la Russie, l'Iran et l'Indonésie et il peut être recyclé à Shanghai. L'Inde et le Pakistan utilise le renminbi pour acheter du pétrole russe.

214-215 « Pour les Etats-Unis, la perte de leur privilège monétaire se révélerait très coûteuse. Ce dernier est en effet sous-jacent à la profitabilité du capital transnational américain et au pouvoir extraterritorial de l'Etat américain. C'est une pièce maîtresse de la supervision du capitalisme global. Bénéficier d'une manne d'argent réellement magique facilite le financement de la paix sociale à l'intérieur et favorise le déploiement du soft power à l'extérieur, ainsi que l'entretien d'un réseau étendu de bases militaires à travers le monde. (...) Pour le reste du monde la dépendance au dollar est une source de vulnérabilité. Les pays gravitant dans l'orbite de Washington tendent à s'en accommoder docilement, mais tel n'est certainement pas le cas de Pékin. *Produit de l'intégration de la Chine dans la mondialisation, son régime d'accumulation extraverti pousse les autorités du pays à accorder une attention particulière aux goulets d'étranglement internationaux* (nous soulignons). A l'instar de la mise en place de ses propres infrastructures physique, technique et numérique, Pékin promeut activement l'internationalisation de sa monnaie. Au vu de l'effet de réseau sous-tendant la suprématie du dollar et la volonté de fer de Washington de préserver son privilège exorbitant, c'est nécessairement une démarche méthodique de longue haleine. Et ce d'autant plus que la Chine promeut en même temps *une autre variété de marchés financiers* (idem), capitalistes

d'Etat, pour l'économie mondiale. (...) Sous-produit de la mondialisation sous l'égide américaine, l'ascension de la Chine engendre bel et bien des fissures dans l'édifice sur lequel se fonde le privilège exorbitant des Etats-Unis. » (pp.214-215)

[Il est très important de considérer de façon distincte l'évolution des différentes fonctions de la monnaie. En tant que moyen d'échange, le renminbi jouit d'un énorme potentiel de montée en puissance. Cela avait été la trajectoire du dollar avant de supplanter la livre comme monnaie de réserve. Voir quand les E.U se dote d'une banque centrale]

Les Etats-Unis dans le piège de l'hégémonie (p.217)

« ... une grande puissance ne l'est durablement qu'à la condition de créer une adhésion volontaire des pays soumis à son autorité. Pour les mêmes raisons, la contestation de l'hégémon exige un projet de réorganisation suffisamment captivant pour produire un effet d'entraînement sur des pays tiers. La puissance contestataire doit être un pôle d'attraction. » (217)

« A l'heure actuelle, les Etats-Unis et leurs plus proches alliés peinent à produire un consentement au-delà du cercle de l'Atlantique nord. Lors de l'édition 2023 de la Conférence de Munich sur la sécurité (...) les dirigeants européens et américains n'ont pas ménagé leurs efforts pour convaincre les pays de la périphérie de l'importance de la guerre en Ukraine... » (217)

[Deux après, 2025, dans la même enceinte, le choc provoqué par le retournement américain est violent (discours du vice-président, J.D. Vance). Les Etats-Unis décident de faire voler en éclats le « consentement au sein des alliés proches ». A « l'adhésion volontaire » se substitue le chantage et la force. A la supervision économique et politique hégémonique du capitalisme global, les E.U., menacés, ont substitué la bataille pour la domination de zones, d'enclaves, des matières premières, de filières, de chaînes de valeur, au-delà de toute organisation supranationale et réglementaire. Dans les « périphéries », la menace militaire et la suppression des aides font des Etats des espaces ouverts sans souveraineté. De son côté Xi Jinping dans chacune de ses interventions au Forum de Davos se présente comme le champion de l'*intégration* économique mondiale et de la prise décision *multilatérale*. En 2017, le sommet des « Routes de la soie » a réuni 29 chefs de gouvernement et d'Etat et des représentants de 139 pays ainsi que le secrétaire général de l'ONU et la directrice générale du FMI. On peut comparer cette politique chinoise avec la première présidence de Trump : retrait américain du conseil des droits de l'homme à l'ONU, retrait du traité nucléaire avec l'Iran, retrait de l'Unesco, retrait de l'OMS, retrait de l'accord de Paris sur l'environnement, blocage du renouvellement des juges à l'OMC, retrait du partenariat transpacifique, retrait de plusieurs traités de maîtrise des armements, reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, hausse des droits de douane sur les importations depuis la Chine et d'autres pays (voir pp.228-229). La seconde présidence de Trump n'est pas partie pour nous décevoir.

A propos de l'Ukraine, la politique américaine s'est avérée contre-productive pour leur hégémonie : « Lorsqu'ils [les Etats-Unis] ont sorti l'artillerie lourde financière contre la Russie, début 2022, ils postulaient implicitement que le reste du monde les suivrait. (...) Leurs plus proches alliés – le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, l'U.E, le Japon et quelques autres – ont certes suivi. (...) Dans le reste du monde, la réticence, voire le refus, a prévalu. Et la tentative d'isoler la Russie s'est clairement soldée par un échec. (...) Cette prise de distance n'équivaut pas pour autant à un rapprochement organisé et conscient avec la

Chine, et encore moins à un soutien à la Russie » (238/241) : conséquences des sanctions sur prix énergie et alimentation, risque de voir à toute occasion leurs avoirs en dollars également confisqués.

Le Proche-Orient (243) : nouveau front et luttes d'influence entre Occident et Chine/Russie. Succès de l'intermédiation chinoise entre Arabie saoudite et Iran. Enlèvement de l'Arabie saoudite et des Emirats au Yémen, avancée spectaculaire de la Turquie en Syrie. La Chine s'est abstenue de condamner explicitement le Hamas.

Jameson qualifie la diplomatie chinoise d' « idéologie non communicationnelle », c'est-à-dire établir des liens entre deux parties sans chercher à transformer l'une d'entre elles.

Puissance militaire

« ... c'est bien l'armée américaine dans son ensemble qui assure un ordre international conforme au capital transnational américain. » (253)

Vitesse d'intervention et logistique : aujourd'hui, les E.U entretiennent près de 75500 bases militaires extraterritoriales réparties sur environ 880 pays.

Entre 1980 [suite à la « révolution » iranienne] et 2020, l'armée américaine est intervenue à partir de ses bases sur place dans 15 pays de la zone Proche—Orient/Asie centrale/Asie du sud.

« La supervision américaine de la mondialisation entraîne un nombre sans précédent d'interventions militaires, de constructions de bases et de guerres états-uniennes dans le Grand Proche-Orient. (...) les interventions américaines depuis 2001 en Afghanistan, en Irak, en Syrie, au Pakistan et au Yémen ont fait plus de 940 000 morts civils et combattants. » (259)

[Superviser le capitalisme mondial est une affaire très pratique qui ne se déroule pas qu'à Wall Street : 60 000 militaires américains sont stationnés au Proche-Orient ; entre 80 et 100 000 en Europe – en augmentation malgré le pivot Asie-Pacifique]

[Les Etats-Unis contrôlent un espace autrement plus grand que leur territoire national, tout en demeurant un *capital national* : supériorité militaire américaine le long des principales routes d'approvisionnement mondiales. Le contrôle d'un centre névralgique comme antichambre du contrôle de l'économie mondiale, voilà la dynamique fondamentale qui entraîne une militarisation sans précédent dans l'Indopacifique. Près de 40% du commerce maritime mondial transite par la mer de Chine méridionale.]

Les guerres spécifiques à la mondialisation

« Leur déclenchement et leur perpétuation s'ancraient distinctement dans les possibilités économiques offertes par cette dernière. Ainsi l'intensification des activités extractivistes, la fluctuation des prix des matières premières et plus généralement la hausse des inégalités due à la thérapie du choc ont facilité le déclenchement de conflits armés. En effet, les perspectives de rentes associées à l'appropriation des ressources naturelles, offertes aux fournisseurs des multinationales en quête de matières premières, ont rendu la monopolisation des terres par la force attirante. En même temps, les seigneurs de guerre ont besoin de travailleurs pour exploiter le sol et le sous-sol. La vulnérabilité économique des populations locales, induite par la thérapie du choc, fournissait aux entrepreneurs de la prédation la main-d'œuvre indispensable à leurs affaires. » (264)

« Quelle que soit sa forme, le conflit armé, plutôt que d'illustrer le caractère failli ou retardataire d'un Etat, doit être compris comme une manière de s'insérer dans la mondialisation, qui est devenue le prétexte d'une présence militaire américaine aux quatre coins du monde. » (266)

Trump

« Le piège de l'hégémonie correspond à une situation où l'hégémon fragilisé, modifie le dosage auparavant soigneusement équilibré entre le consentement et la coercition en faveur de la seconde. (...) La surenchère américaine est justement le reflet de ce piège. Alors que les Etats-Unis peinent de plus en plus à susciter l'adhésion spontanée du reste du monde à leur supervision globale – au point que même l'efficacité des sanctions financières en pâtit, et ce, malgré la suprématie du dollar -, **ils connaissent une véritable fuite en avant.** » (288)

Conclusion

Trump

« La démarche chinoise de démolition de la supervision américaine du capitalisme global est donc méthodique. Et engendre une nouvelle panique patronale aux Etats-Unis. Mais, cette fois, celui qui a su orienter à son profit la manie des années 1970, le capital transnational américain, est en état de siège, et la défense s'annonce autrement plus difficile. La fabrication de la mondialisation a permis à la fois de discipliner les travailleurs américains et de capter d'immenses réservoirs de profits dans des pays étrangers incapables de résister à la suprématie américaine. Aujourd'hui, les Etats-Unis ne sont plus la seule grande puissance capitaliste. La Chine, progéniture de cette organisation du marché mondial, ambitionne d'en changer les règles. Ainsi, elle fait planer une menace directe sur les profits des multinationales américaines. Cette menace est d'autant plus sérieuse que la perte du contrôle sur les règles du marché mondial risque de rétroagir sur la stabilité intérieure des Etats-Unis. Le scénario catastrophe du capital transnational américain serait effectivement le retour d'un cycle de révoltes populaires sur fond de perte de vitesse sur les marchés étrangers. » (293)

« L'Etat américain est décidé à retrouver l'intégralité de son contrôle sur la mondialisation. » (294)

« L'enjeu est la supervision du capitalisme global. Mais, dès lors que l'on sort de cette naïveté infantile de la pure logique géopolitique, les tensions sino-états-uniennes s'annoncent comme une des facettes de la crise plus générale du capitalisme contemporain, crise à la fois économique, sociale et écologique. (...) le point de départ de cette tension mondiale réside dans la lutte de classes, aux Etats-Unis comme en Chine. La forme du capitalisme contemporain est issue de la répression du mouvement social pour freiner la faiblesse de la rentabilité du capital. Le capitalisme actuel, celui pour le contrôle duquel se déchirent à présent Chine et Etats-Unis, est le produit de cette répression. » (298)

Joachim Hirsch : La théorie matérialiste de l'Etat, les transformations du système capitaliste des Etats

(tout le passage sur la séparation de l'Etat repris d'Althusser se trouve dans « Ebauche 2 », ainsi que la production de la violence « légitime » à partir de la violence brute. Je signale ici ces passages parce qu'ils sont déjà une critique des thèses de Hirsch)

Notes sur l'avant-propos de Bürbaumer

(Les citations utilisées par Bur viennent presque toutes de la p.43)

La discussion autour de la **conception « instrumentaliste »** de l'Etat

11 « Au lieu de concevoir l'Etat comme une entité sous influence capitaliste, Poulantzas souligne que l'Etat garde une "autonomie relative" vis-à-vis du capital. Dans cette optique, les intérêts généraux du capital sont mieux servis si l'Etat maintient une certaine distance vis-à-vis de la classe dominante. »

L'idée se trouve chez Alth, mais elle ne débouche pas sur une théorie des compromis ou de coalescence de rapports de forces. Bien au contraire. La séparation c'est la préservation de l'Etat vis-à-vis de la lutte des classes pour être instrument de la classe dominante.

Poulantzas ne sortirait pas de la conception instrumentale.

12 Hirsch (H), selon Bürbaumer (Bur) cherche à définir avec le MPC, un type de pouvoir politique spécifique. OK

13-14 Bur résume une thèse importante de H : de par la nature « contractuelle » des rapports de production, la violence ne peut être celle immédiate des membres de la classe dominante : « la violence physique est séparée de toutes les classes sociales »

Bur poursuit le résumé : « Cet Etat n'est ni un instrument aux mains de la classe dominante, ni l'expression d'une mystérieuse volonté générale, mais la forme que prend l'organisation politique tant que le procès de valorisation du capital prévaut. Ainsi, il devient

possible de démontrer le caractère de classe de l'Etat capitaliste. En effet, la reproduction matérielle de l'Etat est tributaire d'un développement économique dynamique. Car l'Etat ne peut exister que s'il peut prélever une partie des richesses produites sous forme d'impôt ou accéder à l'emprunt. [Bur poursuit avec une citation de H] « C'est "l'intérêt que l'Etat se porte à lui-même" - ou pour être plus exact : l'intérêt propre de ses mandataires bureaucratiques et politiques – qui fait de lui, dans une relative indépendance et sans que s'exerce une influence directe, le garant des rapports de production capitalistes. Le personnel de l'Etat est donc de lui-même enclin à garantir les conditions nécessaires à la réussite du procès d'accumulation et de valorisation, même sans subir d'influence directe ou les pressions du capital. » (H, cité par Bur)

On trouve la suite de cette citation dans le livre même de H : « L'Etat de la société existante est donc "capitaliste" pour des *raisons structurelles*, et pas seulement parce qu'il est directement exposé aux interventions du capital. (...) L'Etat n'est pas un instrument neutre qui se situerait en dehors de l'"économie", il est au contraire un élément du rapport de production capitaliste et directement connecté à lui. Il est donc impossible de changer ce qui fait le cœur de ce rapport de production en se servant de l'Etat. » (p.43).

Nous ne pourrions qu'adhérer à la conclusion si celle-ci n'était pas entachée *premièrement* de la conception de l'Etat comme « champ stratégique des luttes de classes (ce qui tempère énormément la « radicale conclusion » et, *deuxièmement*, de ces « raisons structurelles » qui n'en sont pas dans la mesure où ces raisons ne touchent pas à la raison d'être de l'existence de l'Etat (la division de la société en classe et la domination d'une classe sur l'autre) mais aux nécessités de son fonctionnement. Les « raisons structurelles » invoquées par H font de l'Etat quoi qu'il dise un instrument, si ce n'est un objet neutre en soi.

Ce n'est donc pas son existence même comme représentation, comme puissance étrangère (*Idéologie allemande*, 1968, p.61), nécessairement séparée de la société du fait même des rapports de production qui fait de l'Etat un « Etat capitaliste », mais la façon d'assurer son existence. Mais si ce n'est pas son être même qui en fait l'Etat de la classe dominante, il devient alors possible de le considérer comme lieu de compromis multiples même s'il va toujours pencher du même côté pour que les « bureaucrates » continuent à encaisser leurs salaires. Nous sommes passés d'un instrumentalisme franc à un instrumentalisme vénal.

Bur poursuit la présentation : « C'est la raison pour laquelle les appareils d'Etat incarnent les relations avec toutes les classes et tous les groupes, mais le font sur des modes extrêmement divers, "sélectifs". »

La politique étatique dépend donc de ce processus de « sélectivité » : « la politique étatique est le résultat de ce processus et son contenu dépend des rapports de forces sociaux (...) Elle peut donc revêtir de formes très variées. Mais sa formulation est toujours soumise à une sélectivité structurelle qui procède de l'obligation de sauvegarder le procès de reproduction socio-économique et donc la garantie donnée à la valorisation du capital. » (H) Cela pour continuer à fonctionner. Finalement, pour H, l'Etat est une sorte de parasite qui ferait attention de ne pas tuer son hôte. En lui-même l'Etat n'est pas « capitaliste », il ne l'est que pour assurer sa propre existence.

15 Bur commente : « Fait crucial, qui distingue H des approches instrumentales : l'Etat n'organise pas la classe dominante en raison de l'influence de cette dernière au sein des institutions publiques, mais parce que la reproduction matérielle de l'Etat lui impose de préserver l'accumulation du capital. » (Bur sur H).

Mais il ne s'agit pas d'« influences » de la classe dominante « au sein des institutions publiques » car les institutions publiques sont par nature les siennes. Parler d'influences, c'est considérer ces institutions et appareils comme en eux-mêmes neutres. L'Etat selon H

« organise la classe dominante parce qu'elle le paye. Il n'est pas en lui-même l'Etat de la classe dominante, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les variantes politiques.

16-17

On sait que P n'aurait pas complètement dépassé l'« instrumentalisme » ; En fait **si l'instrumentalisme est critiquable** ce n'est pas au nom d'un Etat expression de rapports de forces ou du fait qu'il doit assurer sa subsistance, mais en ce que comme *instrument* il est présumé neutre, n'ayant pas en soi, dans le fait même de son existence, sa nature de classe et d'expression générale de la classe dominante. Un instrument sert son maître quel qu'il soit, or depuis l'énoncé de la thèse centrale de *La Guerre civile en France* que l'Etat n'est pas un instrument pouvant passer d'une main dans une autre. La même thèse est développée différemment par Althusser dans son refus de la distinction entre « pouvoir d'Etat » et « appareils d'Etat » (voir dans TC 27 le passage sur le complotisme à propos du Covid).

Bur présente la divergence entre Poulantzas (P) et H.

Pour P, l'Etat est la « condensation matérielle d'un rapport de forces entre les classes et les fractions de classe ».

Keucheyan, *Lénine, Foucault, Poulantzas, l'Etat, le pouvoir et le socialisme* (Les prairies ordinaires 2013, p.18) résume P : « Que l'Etat moderne soit un Etat de classe ne signifie pas qu'il est un bloc monolithique entièrement sous contrôle de la bourgeoisie. L'Etat est un champ stratégique, où classes et fractions de classes se livrent une lutte constante ; (...) Si en revanche comme le pense Poulantzas, l'Etat capitaliste a en partie été façonné par des luttes populaires, la nécessité de son dépérissement dans la transition vers le socialisme devient nettement moins évidente. »

Laissons de côté la théorie tragique et farfelue du « dépérissement de l'Etat » pour nous intéresser à la thèse de « l'Etat comme champ stratégique » et à celle corollaire de « l'Etat capitaliste façonné en partie par des luttes populaires. ». Si essentiellement le mode de production capitaliste est, dans sa dynamique, fondé sur l'exploitation, lutte de classes, cela ne signifie pas que son Etat soit « façonné par les luttes populaires », même « en partie ». De « champ stratégique » à « conciliation des classes », il n'y a qu'un petit pas à franchir. Dans *L'Etat et la révolution*, l'analyse de **Lénine** est impitoyable :

« Selon l'opinion des politiciens petits-bourgeois, l'ordre est précisément la conciliation des classes, et non l'oppression d'une classe par une autre ; modérer le conflit, c'est concilier, et non retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées en lutte pour le renversement des oppresseurs. » (*L'Etat et la Révolution*, Ed Soc, t 25, p 419). Plus loin, Lénine exprime parfaitement l'identité de l'Etat comme Etat de la classe dominante et comme représentant de l'ensemble de la société : « La société antérieure, évoluant dans des oppositions de classes, avait besoin de l'Etat, c'est à dire dans chaque cas, d'une organisation de la classe exploiteuse pour maintenir ses conditions de production extérieures, donc surtout pour maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression données par le mode de production existant (esclavage, servage, salariat). L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société. »

Il est incontestable que les formes de l'Etat évoluent sous l'effet des luttes de classes, mais ce n'est pas par un « processus sélectif » destiné à assurer son « train de vie » qui le fait toujours pencher du côté de la préservation de l'accumulation et de la valorisation du capital. La raison de ces évolutions réside entièrement dans la conclusion de Lénine : « L'Etat était le représentant officiel de toute la société, sa synthèse en un corps visible, mais cela, il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, pour son temps, représentait elle-même toute la société. ». Pour la classe dominante, sa capacité de « faire valoir son intérêt propre comme intérêt général de la société » (Marx et Engels, *Idéologie allemande*) s'ancre dans la

subsumption du travail sous le capital, le capital est toujours le maître de la reproduction du rapport. Quand les formes de l'Etat évoluent sous l'effet de la lutte des classes c'est toujours dans la traduction de cette lutte dans les termes de la subsumption du capital et cela y compris et surtout dans les *termes politiques* du représentant officiel de cette subsumption : l'Etat.

« Il s'ensuit [des intérêts divergents entre les classes] que toutes les luttes à l'intérieur de l'Etat, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles. » (*Idéologie allemande*, éd. Sociales 1968, p.62).

17 Face à P, Bru reprend l'argumentation de H : « Posant les conditions de sa reproduction matérielle, H indique clairement d'où vient la nature capitaliste de l'Etat. Cela lui permet de réconcilier le fait que l'Etat est un champ de luttes, tout en précisant – et c'est crucial – qu'il est asymétrique, structurellement *sélectif* : les différents groupes sociaux ne s'y affrontent pas à armes égales. La célèbre définition de P requiert donc un ajustement : l'Etat est une condensation matérielle sélective d'un rapport de forces entre classes et fractions de classe. »

Sauf qu'il ne s'agit pas de sa *nature capitaliste* car, à suivre rigoureusement H, il n'est pas « capitaliste » *par nature*, mais de par ses choix nécessaires pour assurer sa propre reproduction. Bref, il n'est qu'un instrument contraint d'agir en faveur de la classe dominante.

17 H peut alors se livrer à une subtile absolution de toutes les politiques menées, lors de leur passage au pouvoir, par les partis sociaux-démocrates h e réfère explicitement à l'arrivée de Willy Brandt au pouvoir, le premier chancelier social-démocrate depuis la République de Weimar (il est vrai qu'après Ebert et Noske on peut regretter une si longue absence ...).

« Une tension intenable apparaît alors entre l'Etat capitaliste comme outil [nous voilà, pour la bonne cause, revenus à « l'instrument »] et les politiques censées être menées grâce à l'outil. A force de vouloir s'en servir sans le soumettre lui-même à une transformation, l'outil finira par déterminer, réduire, la portée des changements sociaux (et environnementaux) initialement envisagés ». Parmi « les changements sociaux (et environnementaux) initialement envisagés » certains sont effectués sans faiblesse comme nous l'a montré le social-démocrate Schröder à propos du marché du travail en Allemagne.

H a beau écrire : « vouloir s'en servir sans le soumettre lui-même à une transformation », nous sommes bien loin des thèses de Marx dans *La Guerre civile en France* ou de Lénine dans *L'Etat et la révolution* (quelle que soit ensuite la pratique de ce dernier)

Plus loin dans le livre, H revient lui-même sur la nature capitaliste de l'Etat qui ne se réduit pas à la sélectivité assurant sa propre maintenance mais à une forme issue des rapports de production.

41 De la même façon que le caractère social de leur travail s'impose à eux sous la forme d'un rapport extérieur contraignant (...) leur appartenance politique commune ne peut que revêtir une forme objectivée, réifiée, séparée d'eux, et se dresser face à eux sous la figure de l'Etat en tant qu'ensemble qui les contraint en les reliant. (...) Les deux formes fondamentales dans lesquelles s'objectivent les rapports qui constituent la société dans le capitalisme sont la *forme-valeur* s'exprimant dans l'argent, et la *forme politique* qui se manifeste dans l'existence d'un Etat séparé de la société. »

H présuppose une « appartenance politique commune » qui « prend forme », mais quelle est la nature de cette « appartenance » antérieure à sa mise en forme ? C'est la mise en forme qui constitue « l'appartenance politique commune », c'est l'Etat.

Si nous avons bien ici une production réellement non instrumentale de la nature capitaliste de l'Etat, il n'en demeure pas moins qu'il existe une détermination interne de cette production que H néglige (en raison de sa problématique générale de l'Etat comme « champ

stratégique de rapports de forces »), c'est que la nature même de cette objectivité différencie les individus selon leur classe. « Tel est le procès de l'aliénation du travail. D'emblée, l'ouvrier s'élève cependant au-dessus du capitaliste, qui est plongé dans un procès d'aliénation où il trouve *sa satisfaction absolue* (je souligne), tandis que l'ouvrier, en étant la victime, est d'abord dans une situation de rébellion contre une aliénation qu'il éprouve comme un esclavage. » (Marx, *Chapitre inédit*, éd. 10/18, pp142-143).

En conséquence les « formes sociales » (valeur ou Etat) sont en elles-mêmes, par nature, des formes directes, la « satisfaction absolue », de la classe dominante.

19 La question de la multiplicité des Etats qui est abordée ici dans l'avant-propos est traitée dans « Ebauche 1, p. 77 et sq) ainsi que dans le texte pour TC 28, *Etat / Etats*).

A partir de là, le compte rendu du livre ne suit pas le fil de l'ouvrage, il est thématique

Spécificité de l'Etat capitaliste

(question de la violence)

36-37 Dans la société féodale : « La classe économiquement dominante disposait en même temps des outils de la violence physique. Pouvoir économique et pouvoir politique n'étaient donc pas séparés. L'apparition du capitalisme a bouleversé ce rapport. L'appareil politique du pouvoir se sépare dès lors formellement des classes économiquement dominantes, le pouvoir politique et le pouvoir économique ne sont plus immédiatement identiques, "Etat" et "société", "public" et "privé" s'écartent l'un de l'autre et constituent des sphères particulières. (...) Cette évolution – la constitution d'un Etat séparé des classes sociales (sa "particularisation"), et la séparation de la politique et de l'économie – est par ailleurs un préalable nécessaire à la possibilité d'une démocratie libérale. »

Tout au long de son livre, H ne distingue pas « politique » et « Etat », « société civile » et « société ». De ce fait entre l'Etat identifié à politique et la société identifié à société civile, la séparation indéniable entre société et Etat est une séparation sans médiation ce qui occulte la transcription de la domination économique dans la domination politique et la production de la nature capitaliste de l'Etat dans les rapports de production [voir les développements sur ces différents termes dans la critique Bihr]

[Sur la séparation entre économie et politique, il faudra revenir sur le livre de Larrère, *L'Invention de l'économie*].

« L'appareil politique du pouvoir se sépare dès lors formellement des classes économiquement dominantes » parce qu'il est le produit de ce qui fait la domination économique de ces classes dominantes et non parce que ces mêmes classes vont alimenter ses caisses. A travers l'Etat, la classe dominante dispose des outils de la violence physique, même si ce n'est pas de la même façon que dans la société féodale, ce qu'explique très bien H dans un autre texte cité par ailleurs.

Dans *Sur les Gilets jaunes* (éd. Senonevero / Entremonde), Tristan Léoni cite Chris Marker

"Il y a une double erreur dans ces situations-là. L'État révèle tout d'un coup sa face répressive. Celle qui est plus ou moins diluée dans la vie quotidienne ; diluée aussi selon le quartier que l'on habite et le métier que l'on exerce. Mais là il faut faire peur, on sort sa police avec de tout nouveaux affûtaux qu'on lui ne connaissait même pas. Parfait. Le manifestant de son côté comprend que l'État lui est apparu comme à Bernadette la Sainte Vierge. C'est aussi pour lui une révélation. Dans certains cas extrêmes, il y a quelqu'un qui a le droit de décider pour lui sur quel trottoir il doit marcher et qui, s'il choisit le mauvais, a le

droit de l'empêcher à coups de lattes. Donc, cette chose qui m'empêche de traverser la rue, c'est l'État. Mais alors, si je la traverse, si je fais reculer la chose, c'est l'État qui recule..."

[sur cette question reproduction économique/ exploitation et violence, voir *Ebauche 2*, p.55 et mon échange avec Danel, mars 25]

39 H reprend les interrogations de Pašukanis : « ...pourquoi la domination de classe ne demeure-t-elle pas ce qu'elle est, à savoir l'assujettissement d'une partie de la population à l'autre ? Pourquoi revêt-elle la forme d'une domination étatique officielle ou – ce qui revient au même – pourquoi l'appareil de contrainte étatique ne se constitue-t-il pas comme l'appareil privé de la classe dominante, pourquoi se sépare-t-il de cette dernière et revêt la forme d'un appareil de pouvoir public impersonnel, détaché de la société. »

L'assujettissement (on peut ajouter direct) d'une partie de la population à l'autre existe bel et bien à l'intérieur de tous les lieux de travail dans la multiplicité des règlements intérieurs : « Toi qui entre ici abandonne tout espoir ». sans en revenir à l'époque des « barons voleurs » américains et de l'agence Pinkerton, il faut de souvenir du meurtre de Pierre Overney par un vigile armé de Renault. Quand certains conflits durent, avec occupation et piquets de grèves, nous voyons intervenir des bandes de nervis au service du patron. Ces bandes ont fleuri lors des grèves dans l'automobile aux débuts des années 1980. Ces interventions de « violences privées » sont souvent protégées par la « force publique ». Déjà, en 1936, Pierre Michelin réactive la « Garde civique » fondée par son père en 1920 face aux « colères ouvrières », à la même époque de nombreux grands patrons fiancent « la Cagoule » et ses interventions contre les grèves et les ouvriers récalcitrants (voir, Laurent Mauduit, *Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires*, éd. La Découverte 2025, p.136). Aujourd'hui, la multiplication des agences privées de sécurité fournissent dans tous les lieux publics, tous les commerces, toutes les administrations et services publics, une force privée directement au service des intérêts les plus immédiats de la classe dominante. Le slogan qui fleurit dans les manifestations, « police nationale, milice du capital » est une critique lucide de l'appareil de contrainte comme « pouvoir public impersonnel », tant il est difficile de distinguer la « violence légitime » de l'Etat de la « violence privée » de n'importe quel patron. Même, si « l'appareil de contrainte étatique » ne se constitue pas comme l'appareil privé de la classe dominante (H explique bien par ailleurs pourquoi), cet appareil est au service exclusif de la classe dominante et en constante articulation et connivence avec toutes les officines privées qui veillent partout au « maintien de l'ordre *public* ». On peut se demander si cet ensemble de questions de Pašukanis, repris par H, n'est pas lui-même le résultat de « l'illusion étatique ».

Comme « appareil d'Etat », ce n'est pas un appareil « privé », mais la propriété collective et exclusive de la classe dominante, c'est ce que reconnaît H lui-même : « Le pouvoir d'user de la contrainte physique est, lui, concentré dans l'appareil d'Etat et a de ce fait un impact et une portée bien plus considérable que cela a jamais été le cas dans l'histoire. La fonction centrale de l'appareil coercitif de l'Etat est de garantir la propriété privée des moyens de production comme condition nécessaire à l'exploitation de la force de travail par le marché et l'échange. » (pp.40-41).

p.86 La spécificité de l'Etat capitaliste est d'être un « Etat national ». Hirsch ne répond jamais à la question qu'il pose relative au passage de la *nécessité* de l'Etat, à partir des rapports de production capitalistes, à la multiplicité des Etats, il laisse également inexpliquée (non produit) la raison pour laquelle l'Etat capitaliste est un Etat-*nation*. C'est donc la spécificité de l'Etat capitaliste qui est globalement laissé dans l'ombre. H pose la question : « Il s'agit

maintenant d'examiner comment on en arrive à la constitution d'Etats "nationaux" [guillemets dans le texte] et quelles relations entretiennent la forme étatique et les idéologies nationalistes, racistes et sexistes. » (p.86). Pour répondre à la question, H nous invite « ici aussi [à] un bref détour par l'histoire ... »

Après avoir dit que « les tout premiers débuts de l'Etat-nation se situent au moment où certains souverains absolus entreprennent de se doter d'un territoire et d'un peuple unifiés et contrôlés à partir du centre⁴. » (p.86), H poursuit dans une argumentation tout aussi alambiquée : « Non seulement l'Etat come appareil coercitif centralisé, mais aussi certains éléments d'Etat "national" [guillemets dans le texte] préexistent donc *dans une certaine mesure* [nous soulignons] au capitalisme et sont le fondement sur lequel il va se constituer. ».

Aucun dit « élément national » n'existe comme tel avant de le devenir dans la construction de l'Etat-nation. [j'ai déjà, par ailleurs – *Etat-nation et capitalisme 3* -, critiqué cette vision d'« éléments proto-nationaux », voir dans Eric Hobsbawm : *Nations et nationalisme depuis 1780*, éd. Gallimard 1992)].

Chez Hirsch, l'Etat-nation n'apparaît pas comme une construction définissant et configurant tous ses termes et les embarquant, mais comme une sorte de leurre, de mystification des antagonismes ou contradictions de classes. Si le capital mystifie, il ne mystifie que les éléments, les configurations et les antagonismes de classes qui sont les siens, qu'il a lui-même produit.

« La construction d'une "identité nationale" [guillemets dans le texte] englobant tous les membres de la société a pour fonction de couvrir d'un voile les antagonismes de classes et de neutraliser les luttes qui les opposent. (...) L'Etat est fondé sur cette individualisation qui fait apparaître la société comme un agrégat de possesseurs de marchandises et de propriétaires privés se faisant mutuellement concurrence ? » » (p.86-87).

Cependant, à rebours de la problématique des « éléments proto-nationaux », H écrit : « Dans la construction biologique de la nationalité comme parenté établie par filiation, les deux codages symboliques se rejoignent, et la corrélation entre nationalisme, racisme et sexisme devient ici particulièrement flagrante. (...) *La nationalité est le produit de pouvoir étatiques centralisés* (nous soulignons), de leur stratégie d'homogénéisation et d'exclusion » (p.90-91). Ce qui n'empêche H quelques lignes plus loin d'écrire : « Si ces entreprises de nationalisation engagées par le pouvoir d'Etat peuvent réussir, cela tient, il est vrai, à un état de la société où, comme nous l'avons montré, "tradition", "appartenance" et "identité" sont devenus problématiques pour tout le monde. (...) L'Etat est incapable de créer lui-même des cadres de pensée et de vie socioculturels, la seule chose qu'il puisse faire est d'utiliser ceux qui existent, de les (re)façonner et de les recomposer, il reste donc toujours limité par leur spécificité et leur logique propres. » (pp.91). C'est la forme de l'organisation étatique comme Etat-nation qui crée les exclusions extérieures et intérieures, les étrangers et parfois les « minorités ethniques ».

L'Etat-nation naît d'une proclamation politique sur la base de l'individu tel que produit comme tel : le citoyen. C'est seulement alors que se crée « l'identité nationale » en même temps que se délimite un territoire qui devient le sien (cette délimitation tenant aux modalités de libération puis d'expulsion de la paysannerie et à l'action propre, dans son domaine, de l'Etat).

En rester au citoyen comme « leurre » c'est en rester à une compréhension du mode de production capitaliste comme étant une simple variante de la production de marchandises (y compris la force de travail) devenue universelle.

Or, dans le mode de production capitaliste, le « leurre » est, dans les termes de la reproduction du capital, une mise au jour. Il existe un fétichisme propre du mode de

⁴ Quand, parmi les premiers – à la suite des Provinces Unies - l'Angleterre se constitue en Etat-nation, la royauté n'est déjà plus absolutiste.

production capitaliste qui n'est pas celui de la marchandise auquel, le plus souvent nous voyons se réduire les appartenances de classes dans une critique tronquée de la démocratie. La démocratie est la reconnaissance de conflits sociaux inhérents à la société, elle ne les gomme pas mais elle les fait sien dans ses propres termes.

Le fétichisme spécifique du capital diffère de celui de la marchandise sur lequel est fondée la critique habituelle de la démocratie : l'individu libre, l'échange, Bentham, etc. Le fonctionnement de la société civile ne connaît que trois couples par lesquels les individus isolés se recomposent en catégories sociales, et non en tant que classes (la différence relève de la médiation : soit la médiation de la totalité, soit celle de l'isolement). Le capital avec le profit (ou l'intérêt) ; la Terre avec la rente foncière ; le Travail avec le salaire. Ce fétichisme spécifique du capital est celui de l'autonomisation et de la personnification des éléments du procès de production (la terre, le travail, les moyens de production), il consiste à rattacher chacun de ces éléments de façon naturelle et autonome à chacun des trois types de revenus dont la somme constitue la valeur nouvelle produite (rente + salaire + profit ou intérêt). Cependant, les déterminations du rapport d'exploitation issues de la restructuration des années 1970-1980 ne confirment plus des identités médiatrices exprimant *collectivement* les éléments autonomisés. C'est l'individu isolé de l'échange marchand qui *revient* comme le support du fétichisme spécifique du capital. L'individu isolé est directement investi par le capital, et sommé de se faire valoir, dans son individualité, en tant que représentant social des éléments fétichisés du capital.

Suite de la critique amorcée dans le commentaire sur l'avant-propos de Bur : le « champ stratégique »

48 à 56 « Sa particularisation et son autonomie relative lui permettent d'être un lieu de médiation des compromis et des équilibres sociaux sans lesquels aucune société capitaliste ne peut perdurer à long terme. » (48)

Il n'y a ni « médiation des compromis », ni « équilibre », mais absorption dans les termes de la politique et de l'Etat des contradictions de classes, c'est-à-dire que la violence des rapports de classe se mue en violence exclusive de la classe dominante. Il n'y a ni « compromis » ni « condensation (Poulantzas), terme sophistiqué pour dire « compromis », la contradiction entre le prolétariat et le capital est l'existence et la dynamique même du mode de production. Il est cette contradiction et le capital la subsume sans cesse jusqu'à l'existence idéale de la subsumption dans l'Etat.

H relève avec raison que dans l'Etat se manifestent des relations sociales et de classes et que cela donne naissance à des « agences tournées vers les classes dominées (par exemple les paysans avec le ministère de l'agriculture ou les salariés avec le ministère du travail ou les services sociaux) et qui, en suivant leurs propres règles et modes opératoires, intègrent la prise en compte de leurs intérêts dans les mécanismes étatiques de décision. » (49). Il faut considérer que ces relations deviennent immédiatement, par la nature même de l'Etat de classe, une politique unilatérale de la classe dominante où la prise en compte des intérêts de ces classes dominées n'a aucune existence. Le ministère de l'agriculture, par exemple en France, est tenu par le capitalisme agraire de la FNSEA et le ministère du travail est confié à des DRH. Revenons en encore une fois à Lénine, il ne s'agit pas de « pondérer les rapports sociaux » (p.51) mais de « retirer certains moyens et procédés de combat aux classes opprimées ».

« Les antagonismes sociaux et économiques sont de ce fait intégrés aux appareils du système politique lui-même et viennent s'exprimer dans les institutions du pouvoir. » (p.56). Comme on l'a vu avec la « prise ne compte des intérêts des dominés » tout le problème réside dans la nature de cette expression. L'expression n'est pas une « sélectivité » mais une totale transcription dans les termes de la domination de classe institutionnalisée dans l'Etat, cela dans tous ces organes et appareils.

L'intérêt du livre de H est de partir de la multiplicité des antagonismes s'exprimant dans l'Etat et en conséquence la multiplicité de ses organes (H reprend à ce propos la notion gramscienne d'« Etat élargi »), le fait qu'il constamment en évolution et adaptation en regard des antagonismes et des modalités de l'exploitation de la force de travail et de l'accumulation. La grande limite de H réside dans ses présupposés politiques qui demeurent, mêmes radicaux, fondamentalement liés à la social-démocratie ouest-européenne. Il ne peut concevoir l'expression institutionnelle étatique des antagonismes dans l'Etat autrement que sous la forme du « compromis », de la « pondération », de la « prise en compte », du « champ stratégique des luttes », de la « condensation », de la « sélectivité », etc.

Il faut partir de ce que ce sont les antagonismes nés dans les rapports de production qui se métamorphosent nécessairement (voir TC 27), sans cette métamorphose il ne pourrait y avoir de pratiques propres à l'Etat d'institutionnalisation comme institutionnalisation exclusive des intérêts de la classe dominante. La métamorphose nécessaire des rapports de production sont la matière première de l'institutionnalisation des rapports sociaux dans l'Etat. Dans ces métamorphoses naissent les classes et leurs antagonismes d'où procède leur possible transcription institutionnelle. On peut résumer la chose dans le concept d'autoprésupposition du capital, c'est-à-dire le renvoi dans un seul pôle du rapport des conditions nécessaires de sa reproduction.. le « double moulinet est procès qui traverse l'ensemble des instances constituant la société ; [ici renvoie aux deux fragments des *Fondements* où Marx définit la « société »]

60-61-62 « Bref, la forme sociale a besoin d'une base institutionnelle, mais entraînée par la dynamique des affrontements sociaux, celle-ci peut parfaitement virer elle-même à une menace contre la perpétuation de la forme. » (p.60)

Où et quand, H a vu la base institutionnelle de l'Etat se retourner contre la perpétuation de la forme ? Rappelons que pour H existent deux « formes » dans lesquelles s'objectivent les rapports constituant la société : la « forme-valeur » et la « forme politique » se manifestant dans l'Etat. Il est absolument impossible, de par la nature même de l'Etat, qu'il devienne une « menace » pour la perpétuation de la « forme sociale » dont il est l'objectivation. H pose alors la question : « Comment les acteurs sociaux sont-ils amenés à agir en accord avec les exigences de la valorisation du capital » ? (p.61). Si les « acteurs sociaux » agissent « en accord avec les exigences de la valorisation », c'est que ces exigences sont leur existence et leur définition.

« Tant que la contradiction n'est pas apparue, les conditions, dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elles permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle *ce sont donc des conditions de leur manifestation actives de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les conditions déterminées, dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette

condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave.» (Marx, *l'Idéologie allemande*, Ed. Sociales 1968, p. 98).

Une spécificité du mode de production capitaliste réside dans le fait que « la contradiction apparaît » dans l'exploitation, la dynamique même du mode de production. Cela signifie que « les conditions dans lesquelles les individus entrent en relation » en tant qu'elles sont les « conditions de leur manifestation actives de soi » contiennent *selon leur situation de classe* la volonté de ne pas rester ce qu'ils sont.

Pour le prolétaire, les conditions dans lesquelles il vit et entre en relation avec les autres ne lui apparaissent pas comme des conditions inhérentes à son individualité (voir supra Marx, *L'Idéologie allemande*, éd. Sociales 1968, p. 98). Il est intrinsèquement « insatisfait de lui-même » (« ne veut pas rester ce qu'il est ») pour reprendre l'expression de Marx dans *l'Idéologie Allemande*.

« Stirner croit ici que les prolétaires communistes qui révolutionnent la société et établissent les rapports de production et les formes des relations sur une base nouvelle, c'est-à-dire sur eux-mêmes, en tant qu'hommes nouveaux, sur leur nouveau mode de vie, restent "ceux qu'ils étaient dans le passé". La propagande inlassable que font les prolétaires, les discussions qu'ils organisent entre eux quotidiennement, prouvent à suffisance *combien peu eux-mêmes veulent rester "ceux qu'ils étaient"* [souligné par nous], et combien d'une manière générale, ils souhaitent que les hommes ne restent pas "ceux qu'ils étaient". Ils ne resteraient "ceux qu'ils étaient dans le passé" que si, avec saint Sancho, ils "cherchaient la faute en eux-mêmes" ; mais ils savent trop bien que c'est seulement lorsque les conditions seront modifiées qu'ils cesseront d'être "ceux qu'ils étaient" et c'est pourquoi ils sont décidés à modifier ces conditions à la première occasion. Dans l'activité révolutionnaire, se changer soi-même et changer ces conditions coïncident. » (*Idéologie allemande*, éd. Sociales, p. 242).

La question que pose H est pertinente mais la problématique dans laquelle elle est inscrite en interdit la réponse. En effet pour y répondre, H s'enferme dans une succession de tautologie ou de boucle « explicative » : « Les structures se maintiennent ou se modifient en fonction de l'action sociale, mais celle-ci est à son tour déterminée par la structure. » (p.61).

Pour expliquer « Comment les acteurs sociaux sont amenés à agir en accord avec les exigences de la valorisation du capital », H écrit :

« Transcendant les antagonismes et contradictions qui lui sont inhérents, la stabilité manifeste des sociétés capitalistes repose sur le fait que les orientations subjectives et les agissements en société sont toujours déjà façonnés socialement et enchâssés dans les réseaux institutionnels adéquats. (...) Il ne faut donc pas voir "structure" et "action" sous la forme d'un antagonisme extrinsèque. A contraire, du fait des déterminations sociales formelles, la structure sociale s'exprime déjà dans l'agir lui-même avec ses contradictions, de même que les structures "objectives" sont naturellement produites et reproduites par l'agir social. (...) C'est pourquoi, pour répondre à la question de savoir ce qui fait au juste que le comportement des acteurs individuels entre en concordance avec les impératifs de la valorisation du capital, il ne faut pas perdre de vue un élément fondamental : ils sont, avant tout autre chose, contraints d'assurer leur vie matérielle *dans les conditions de socialisation qui sont déjà là*. Mais cette contrainte matérielle ne suffit pas à rendre compte de leurs comportements concrets. Ils peuvent agir dans le sens exactement opposé – et même parfois, ils sont obligés de le faire. C'est cette contradiction qui caractérise la dynamique de la société capitaliste et qui fait que le sens de son évolution n'est pas défini. En dépit de toutes ses déterminations structurelles, l'avenir du capitalisme n'est pas prévisible. » (p.62). Dans ces quelques lignes, H exprime bien la mécanique de l'autoprésupposition du capital et comment elle structure et embarque tous les individus dans leurs comportement individuels et concrets. Cependant, comme chaque fois qu'il est question de « structure », d' « institutionnalisation » et

finalement de l'Etat, H passe à côté des différences de situation de classe dans « l'agir » relatif à ces structures, etc. Ces différences n'entre pas dans sa problématique générale.

Si l'on trouve parfois H, des idées de ce genre sur les différences de situation de classe, elles ne vont jamais au-delà d'intuitions isolées, et elles ont une bien trop faible influence sur sa conception générale pour que nous puissions y voir autre chose que des germes susceptibles de développement.

Sans la détermination de la différence des situations de classe la relation de l'action ou du comportement et de la structure tombe sous la même critique que la relation entre existence et essence chez Feuerbach (*Philosophie de l'avenir*).

« Cette manière de reconnaître et de méconnaître l'ordre établi, que Feuerbach partage toujours avec nos adversaires [on peut étendre cette reconnaissance / méconnaissance à H], nous en avons un exemple dans ce passage de la *Philosophie de l'avenir* où il démontre que l'existence d'une chose ou d'un homme est identique à son essence, que telles conditions d'existence, tel mode de vie et telle activité d'un individu, qu'il soit animal ou humain, que tout cela constitue la condition du bonheur de son "essence". (...) Si donc, des millions de prolétaires ne se sentent aucunement satisfaits de leurs conditions de vie, quand leur "existence", leur *Sein*, ne correspond pas le moins du monde à leur "essence", leur *Wesen*, ce serait là, d'après le propos cité, un malheur inévitable, qu'il faudrait supporter sans broncher. Cependant, ces millions de prolétaires ou de communistes en pensent tout autrement, et ils le prouveront quand leur temps sera venu, quand ils rétabliront, de manière pratique par une révolution, l'harmonie entre leur "existence" et leur "essence". » (Marx et Engels, *L'Idéologie allemande*, éd. Pléiade philosophie, p.1076).

Si le prolétariat agit « en accord avec les exigences de la valorisation », il n'est, cependant, jamais confirmé dans sa situation de classe par la reproduction du rapport social dont il est un des pôles. Le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver dans la reproduction du capital comme quelque chose qui lui est étranger et qu'il est amené à remettre en cause. Pour le capitaliste il s'agit à l'inverse de devenir sans cesse classe contre le prolétariat, de faire en sorte que sans cesse, capital et travail se retrouvent dans un rapport tel qu'ils puissent à nouveau se rencontrer, et que le second puisse valoriser le premier. Pour le capitaliste, comme pour le prolétaire, être un individu particulier (la particularité se distingue de la singularité et de l'universalité : Hegel *Propédeutique philosophique*, éd. de Minuit 1963, elle est, dans notre conception, l'appartenance de classe) est une nécessité posée par la classe antagonique, mais alors que le rapport donne comme contenu à cette nécessité, en ce qui concerne le prolétariat, la subordination et la contingence de sa situation et existence, c'est inversement, sa confirmation contre le prolétariat qui est le contenu de cette nécessité pour la classe capitaliste. C'est la reproduction du rapport social qui, dans la classe capitaliste, doit devenir un déterminisme économique, c'est son action de classe, la classe en tant qu'action, cependant le renouvellement du rapport étant sans cesse sa transformation (baisse du taux de profit, transformation de la plus-value en capital additionnel), sa production par la classe capitaliste comme déterminisme, c'est le capital s'emparant de l'ensemble de la société et des conditions de son renouvellement, et créant à partir de ce qu'il est les organes qu'il lui manque, , c'est sous un autre aspect, l'Etat. C'est dans l'Etat que la reproduction du rapport social devient déterminisme, l'Etat est consubstantiel de la classe capitaliste, on retrouve là également le fait que la gestion est le rapport normal du capitaliste au capital.

Comme pôle différent d'une même totalité, il est évident que les deux classes n'ont pas le même rapport à elle-même, à l'autre classe, et à la totalité. Dans la subsumption du travail sous le capital, la classe capitaliste a un rapport immédiat à la communauté, parce que de manière adéquate elle la représente. L'exploitation n'est pas un mouvement qui transcenderait les classes et les agirait: elle est pratique de la classe capitaliste, gestion du capital, dans la mesure où dans le capital la gestion comme activité immédiate, est la forme adéquate d'une

propriété qui ne résulte plus d'une relation personnelle (avec toutes les réserves nécessaires sur cette notion de personne). Pour le prolétaire, l'exploitation est à l'inverse un rapport négatif à la communauté, car l'exploitation fonde et reproduit pour lui sa séparation d'avec la communauté. Défini dans et par le capital, par l'exploitation et l'accumulation corollaire, il n'a pas de positivité propre qui soit autre et différente de la positivité historique du mode de production capitaliste, positivité éminemment contradictoire puisqu'elle se fonde sur l'exploitation du prolétariat (le capital comme contradiction en procès). Fondé sur l'exploitation de la force de travail, le capital est sa propre limite [**retrouver les passages de Marx où le capital est sa propre limite. Fondements, Anthropos, t.2, p.35**]

63 « Une des fonctions de l'Etat est de mettre des "biens publics" à disposition, ou en d'autres termes une infrastructure matérielle, parce que le procès capitaliste de valorisation et de marché a besoin d'une instance extérieure à lui-même qui soit capable de garantir les *conditions générales de production* (nus soulignons) qui ne peuvent être instaurées par le capital lui-même. » (p.63)

Comme on le voit dans la suite de cette argumentation, H confond une « instance *séparée* » (Althusser), à l'intérieur des rapports de production eux-mêmes et de leur reproduction (séparation fondée sur le troisième moment de l'exploitation), ou mieux une instance *autonomisée* des conditions générales de la reproduction [**à développer voir TC 8 : la transformation de la plus-value en profit et en capital additionnel est à la fois nécessaire, inscrite dans le procès même de production et jamais acquise, voir la note**] avec une « instance extérieure »⁵. Si H reprend parfois le terme de « séparation » c'est en synonyme d'« extériorité ».

[**Dans un passage des *Grundrisse*, Marx développe la thèse selon laquelle on juge le développement du capitalisme à sa prise en charge des infrastructures nécessaires (les « conditions générales de production »). Ed. Sociales t.2 page 16 à 26, Anthropos, t.2, page 14 à 26. « Le détachement des *travaux publics* [en français dans le texte] de l'Etat et leur passage dans le domaine des travaux entrepris par le capital lui-même indique le degré auquel la communauté réelle s'est constituée sous la forme du capital. » (éd. Soc, p.23). « Le capital atteint son développement maximum lorsque les conditions générales du procès de production social ne sont pas créées par prélèvement du revenu social, par les impôts d'Etat – situation où c'est le revenu, non le capital qui apparaît comme fonds de travail et où l'ouvrier bien qu'il soit travailleur libre comme tous les autres, se trouve néanmoins dans un autre rapport économique – mais à partir du capital en tant que capital. » (idem, p.25)]**

On constate, depuis la fin des années 1980 que tendanciellement l'infrastructure matérielle (chemins de fer, aéroport, autoroutes, réseau électrique, réseau téléphonique et internet, etc.) devient le champ de capitaux privés et d'entreprises choisies par l'Etat et plus ou moins en concurrence. Il en est de même du crédit, du système bancaire et des circuits financiers dérégulés, ainsi que des dettes souveraines avec, en France, la fin du « circuit du Trésor ». Les monnaies nationales elles-mêmes se voient, selon leur statut, menacées au travers des cryptomonnaies par une émission privée des entreprises. Enfin, l'armée, la défense nationale, c'est-à-dire le domaine régalien par excellence et définition se trouve soumis à sa prise en charge privée : « La croissance du groupe [Rheinmetall, un "géant de l'armement"], en contraste flagrant avec l'enlisement des projets franco-allemands d'avion (FCAS) et de char (MGCS), lancés il y a huit ans, semble soutenir l'idée que les économies d'échelle dans

⁵ Ici, en note TC 8, pp.6-7. De « L'exploitation c'est bien sûr la valorisation du capital » à « position qui résulte du contenu même de l'exploitation : il est l'agent de la reproduction générale. ». Il faudra couper certains passages et faire de petites modifications et ajouter mes remarques en notes manuscrites sur mon exemplaire de TC 8

l'armement se feront moins par des projets décidés politiquement que par les groupes industriels, guidés par les profits à venir. » (*Le Monde* daté du 29 octobre 2025). « Cette capture des infrastructures critiques de l'Etat se manifeste dans cinq domaines stratégiques : les données personnelles, la monnaie, la défense, les communications par satellite et l'énergie. » (Francesca Bria, « Le coup d'Etat de la tech autoritaire », in *Le Monde diplomatique*, novembre 2025).

La question est de savoir si nous avons là l'exacerbation de la dite phase « néolibérale » du capitalisme ou les prémisses, les linéaments, d'une restructuration de la configuration mondiale de l'exploitation. La question qui s'ensuit alors est celle de la nature et des acteurs des luttes de classes au travers desquelles cette restructuration fraierait sa voie. Les restructurations du mode de production capitaliste s'effectuent toujours non selon un plan mais au fil de l'eau des luttes. Comme à la fin du XIX^e siècle, comme dans les années 1920, puis à la fin des années 1930, comme enfin dans les années 1960-1970, c'est la pratique ouvrière (et prolétarienne) qui dans la crise rend obsolète un régime d'exploitation qui ne faisait que s'exacerber. S'ouvre alors une période à l'aboutissement et au contenu incertains que l'on nomme restructuration ou révolution.

Dans la problématique de H, celle de l'Etat comme « champ stratégique des luttes », « condensation », etc., « l'instance supérieure » est tellement « extérieure » (elle n'est, chez H, que « sélectivement capitaliste » pour assurer « l'intérêt que l'Etat se porte à lui-même », p.65) que : « Cela signifie entre autres que la classe qui *domine économiquement* d'un côté, et la classe qui *gouverne*, c'est-à-dire qui occupe et contrôle les appareils d'Etat de l'autre, ne sont pas identiques. » (p.64). Il est inutile de multiplier les exemples de ce qu'en France on nomme le « pantouflage » et qui ailleurs est tout simplement l'intrication entre le personnel dirigeant des grandes entreprises et les fonctions publiques. Il y a dans la phrase de H, quelque chose d'encore plus surprenant : la qualification de *classe* en ce qui concerne le personnel qui « occupe et contrôle les appareils d'Etat ». Comme si le personnel politique formait dans les rapports de production capitaliste une classe spécifique.

La théorie de « l'extériorité » et du « champ stratégique des luttes » révèle ses fondements politiques quand elle parvient à des sommets de stupidité : « Il existe des appareils d'Etat dans lesquels peuvent jusqu'à un certain point [admirable « certain point »], et de manière subordonnée, se matérialiser les intérêts des classes dominées, par exemple les ministères de l'action sociale ou de la famille, ou bien les agences de gestion de l'emploi. » (p.66). Que la classe capitaliste au travers d'organes privés ou publics doive gérer la reproduction de la force de travail devient, chez H, une « matérialisation des intérêts des classes dominées ». Cette suite d'âneries dignes du « capitalisme rhénan » dont, en définitive, H nous fournit l'idéal théorique, se poursuit : « l'Etat est l'instance où les compromis sociaux qui s'y rapportent peuvent être formulés et ratifiés. » (p.67).

Les « Trente Glorieuses » fourniraient l'exemple paradigmatique de cet Etat lieu des « compromis ratifiés » : « A titre d'illustration : si l'Etat du 20^e siècle est devenu un "Etat social", ce n'est pas du fait d'une logique intrinsèque, mais parce qu'un certain type de rapports de force a imposé un compromis social appuyé sur des concessions matérielles. » (p.64). Dans la crise des années 1930, l'achèvement du passage à la subsumption réelle du travail sous le capital s'impose mondiale sous des formes différentes selon la puissance de chaque capital national. La « logique intrinsèque » est si puissante et générale, se modulant différemment selon les aires nationales, que, le 30 juillet 1938, Henry Ford, la figure emblématique de ce bouleversement, « reçoit, à Détroit la Grand-Croix de l'ordre de l'Aigle allemand, plus haute distinction décernée par le régime nazi à un étranger. Admirateur inconditionnel de Hitler, il participe même, le 26 juin 1940, à un dîner de gala organisé au Waldorf Astoria, à New-York, pour célébrer la victoire allemande sur la France. » (Laurent

Mauduit, *Collaborations, enquête sur l'extrême droite et les milieux d'affaires*, éd. La Découverte 2025, p.139).

Nous ne nierons pas les négociations et les rapports de forces, mais leur existence et leur efficacité durant la période évoquée tiennent à une « logique intrinsèque » du capitalisme : le passage de celui-ci à la subsumption réelle du travail sous le capital, passage qui bouleverse toutes les conditions d'exploitation immédiate et de reproduction de la force de travail totalement intégrée à la reproduction propre du capital. Le « partage des gains de productivité » est le leurre d'une transformation totale des modes de vie qui bouleverse les normes salariales.

Le rapport salarial n'obéit pas à une constante linéaire du capitalisme allant en s'aggravant. Si le capital est valeur en procès et donc l'exploitation du travail sa définition même, la relation entre le capital et le travail, dans son procès d'ensemble de reproduction, est toujours historiquement spécifique. Dans la phase du mode de production capitaliste à laquelle fait référence H, cette exploitation produisait ses propres conditions d'effectuation alors optimales du point de vue même de la valorisation du capital. Pour la classe capitaliste elle-même, la grève revendicative pouvait être légitime dans un processus conflictuel interne et largement national d'accumulation appelé « fordiste ». Cela comportait tout ce qui faisait de la reproduction du prolétariat une détermination de la reproduction du capital lui-même : service public, bouclage de l'accumulation sur une aire nationale, inflation glissante « gommant » l'indexation des salaires et le dit « partage des gains de productivité ». De tout cela découlait une construction et reconnaissance légitime dans le mode de production capitaliste du prolétariat comme interlocuteur national socialement et politiquement, cela du point de vue même du capital. Les luttes salariales, comme les autres, appartiennent à des structures historiques qui les définissent ainsi que leurs acteurs et par là leurs possibles et leurs trajectoires.

104-105 « Pour répondre à la question de savoir ce qui, par-delà ses conflits et sa propension aux crises, confère continuité et durée à la société capitaliste, (...) comment il se fait que cette stabilité peut être maintenue, on ne peut se contenter d'évoquer des caractéristiques structurelles générales. (...) L'objet du questionnement est de savoir ce qui, dans le cadre de rapports de production capitalistes, peut rendre possible et relativement durable un ordre social en général, c'est-à-dire garantissant la satisfaction des besoins matériels et la cohésion de la société. (...) Les mécanismes de marché ne suffisent absolument pas à apporter une explication satisfaisante, pas plus que l'existence d'un appareil d'Etat centralisé ne suffit à assurer la stabilité et le développement de la société. A un niveau général, on dira plutôt que cela nécessite l'existence d'un complexe très ramifié d'institutions et de normes sociopolitiques dans lequel sont enchâssés tous les processus économiques et politico-administratifs, et dont les concepts de "marché" et d'"Etat" ne peuvent rendre compte à eux seuls. »

Le système capitaliste se reproduisant depuis plus de deux siècles admettons, malgré les crises, les guerres et les conflits sociaux, les massacres et les catastrophes diverses, l'hypothèse de sa « durabilité » et « stabilité ».

On pourrait en rester à ce que, comme l'écrit Marx : « Dans le progrès de la production capitaliste, il se forme une classe de plus en plus nombreuse de travailleurs qui, grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, subissent les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons. (...) Dans le cours ordinaire des choses, le travailleur peut être abandonné à l'action des lois naturelles de la société, c'est-à-dire à la

dépendance du capital, engendrée, garantie et perpétuée par le mécanisme même de la production.» (*Le Capital*, éd. sociales, t.3, pp.178-179). On pourrait préciser ce « mécanisme même de la production » en l'analysant comme implication réciproque, comme subsumption du travail sous le capital, comme relevant du double moulinet de la reproduction du rapport social fondamental entre capital et travail (*Le Capital*, t. 3, pp. 19-20). Si nous avons là le fondement absolu de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, à en rester là c'est l'Etat et la violence de la reproduction qui resteraient dans l'ombre (voir développements là-dessus dans *Etat-nation et capitalisme 2*, pages 3-4-5.)

« L'Etat-nation n'est pas simplement un moment originel, cette disponibilité de la puissance de travail doit être sans cesse reproduite dans des conditions toujours changeantes, l'Etat est un procès permanent de créations de nouveaux organes et d'intégration des conditions nécessaires à la reproduction du face-à-face (voir dans les *Grundrisse*, la définition de la société). Si, dans un premier temps « La production de la plus-value absolue n'affecte que la durée du travail », la production de la plus-value relative « transforme entièrement les procédés techniques et les combinaisons sociales. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t.2, p.184). L'Etat est la mise en forme de ces « combinaisons sociales » évoluant constamment et toujours territorialisées même dans le système mondial et la légalisation du fractionnement social du dit territoire national (zones franches, sous-traitance, exemptions diverses, zones d'accueil de main-d'œuvre étrangères. » (**Paragraphe entre guillemets repris de *Etat-nation et capitalisme 2*, pages 3 ou 4).**

Une fois ce fondement posé, on peut admettre avec H qu'il ne saurait y avoir de « durabilité » et de « stabilité » sans la traduction en normes et institutions de ce fondement et assurant comme l'écrit H « la mise en sécurité de la valorisation » (p.105). Ce que H décrit comme « l'enchâssement de l'accumulation dans un réseau d'institutions ». Mais ces normes et institutions ne viennent pas s'ajouter aux « mécanismes du marché » (H, p.105), d'abord parce que le capitalisme est avant tout un mode de *production*, ensuite et surtout parce ces institutions ne créent pas, au-delà du marché, la « possibilité de la mise en sécurité de la valorisation », elles transcrivent de façon évolutive et changeante ce qui est le fondement de la reproduction sociale : l'autoprésupposition du capital. La reproduction est une métamorphose des rapports de production mobilisant toutes les instances du mode de production avec chacune leur « efficace » propre.

L'auto-présupposition du capital est un développement nécessaire des rapports de production, incluant toutes les instances et les formes d'apparition jusqu'au plus fétichistes (« formule trinitaire » (**référence et citation, K. t. 8**), les institutions et normes ne viennent pas se surajouter ou compléter les rapports de production. Ceux-ci n'existent pas en dehors de leur métamorphose. La présentation par H de ces institutions présente quelque chose de semblable à la double reproduction althussérienne par laquelle les rapports de production préservent leur pureté. D'une part, reproduction de l'économie et, d'autre part, reproduction de la mise à leur place des agents de cette première reproduction au travers des « Appareils idéologiques d'Etat », chez H du « réseau d'institutions et de normes » ou chez Lipietz (Ecole de la Régulation), la notion de « mode régulation. Cette séparation évite de reconnaître que les rapports de production se métamorphosent nécessairement dans toutes les formes d'apparition dans lesquelles ils existent (chez Althusser ou Rancière – *Lire le Capital* -- les formes d'apparition ne sont en fait que des formes de dissimulation). Si pour Althusser, Rancière ou Balibar, il s'agissait de préserver dans l'innocence des rapports de production, la pureté de la définition de la classe ouvrière comme fondement théorique nécessaire à la « dictature du prolétariat » dont Althusser sera (avec Balibar, voir *La Dictature du prolétariat*, éd. Maspero, 1976) un des derniers promoteurs, pour H c'est sa conception de l'Etat comme organe sélectif et lieu stratégique des conflits qu'il s'agit de préserver.

A la suite de toutes ces réserves, on peut souscrire à la définition d'un « mode de régulation » telle que donnée par Lipietz et reprise par H : « ... l'ensemble des formes institutionnelles, des réseaux, des normes explicites ou implicites, assurant la compatibilité des comportements dans le cadre d'un régime d'accumulation, conformément à l'état des rapports sociaux, et par-delà leurs caractères conflictuels. En font partie les entreprises et les syndicats patronaux, les syndicats ouvriers, les institutions scientifiques et les établissements d'enseignement, les médias, toute l'armature du système politico-administratif, et au premier rang la famille comme lieu de reproduction de la force de travail. » (H, p.110).

Ce que « l'Ecole de la régulation » entend par « mode de régulation » ou H par « réseau d'institutionnalisation » est plus large que les « appareils idéologiques d'Etat » d'Althusser ou le « système politico administratif » de H. A côté de ce que Gramsci qualifiait d' « Etat étroit », il y a l' « Etat élargi » qui englobe toute la dite « société civile » : « Il s'agit du réseau ramifié des organisations et des associations librement constituées et formellement plus ou moins indépendantes de l'Etat, qui servent à formuler et représenter des intérêts sociaux, qui concourent à la formation de l'opinion publique et à son expression et qui organisent le débat collectif : partis, syndicats, groupes d'intérêt, Eglises, universités, médias, comités, clubs, initiatives citoyennes, cercles d'intellectuels, "think tanks". » (H, p.114).

On retrouve chez Gramsci, l' « Ecole de la régulation », H ou Althusser, une erreur identique, celle consistant à juxtaposer les instances sans les considérer comme des moments des rapports de production. Il est vrai que chaque instance, chaque niveau, a son domaine (qu'elle crée et qui ne lui préexiste pas) et son efficacité propre, mais il ne s'agit que d'un moment dans le procès de reproduction des rapports de production qui est un processus à la fois continu et créant des moments relativement autonomes⁶.

Il ne suffit pas de constater l'existence d'un ensemble de pratiques et d'institutions (officielles ou non) et d'appeler cela « société civile » en se contentant d'une énumération descriptive. Définir la « société civile » c'est produire une articulation, une médiation, entre les rapports de production et l'Etat.

Par *société civile* nous entendons l'ensemble des instances, associations, organisations, institutions, dispositifs de négociation et de traduction des conflits, par lesquels les rapports de production du mode de production capitaliste existent, dans leur histoire spécifique sur une aire nationale, en tant que représentation et articulation de leur reproduction vis-à-vis du pouvoir politique et des appareils directement étatiques. L'Etat pose lui-même en tant qu'élément du procès de production et de reproduction du capital la transformation des rapports sociaux, qui se définissent dans ce procès, en rapports sociaux existant par rapport à lui, l'Etat. Le résultat de cette transformation c'est la « *société civile* », en tant que médiation de l'Etat aux rapports de production. La société civile est la forme nécessaire que prennent les rapports de classes en ce qu'ils impliquent l'existence de l'Etat qui s'en sépare et est une abstraction par rapport à eux.

« Des processus démocratiques peuvent certes s'enclencher dans les limites de cette arène [la société civile], mais ils ne peuvent acquérir un minimum d'efficacité que dans la mesure où il remette en cause dans la pratique les structures institutionnelles établies : les

⁶ Dans le difficile concept d'*autonomie relative*, le terme de « relatif » ne signifie pas : c'est un peu « dépendant » (déterminé) et un peu « libre ». Les idéologies, le droit, etc. sont totalement indépendants et fonctionnent selon leurs règles propres dans le champ ou l'instance qu'ils délimitent. C'est ce champ, cet espace d'action, qui sont *déterminés* dans leur existence même en tant que champs particuliers (comme idéologie, droit, etc.). C'est par exemple le fait qu'il existe du droit qui est déterminé par les rapports de production, mais à l'intérieur de cet espace produit, le droit est autonome et fonctionne selon ses propres règles. Il est même presque ordinaire que les conflits à l'intérieur des rapports de production opèrent sous ces diverses idéologies. C'est cela l'*autonomie relative* (il peut exister des juges, des journalistes, des curés honnêtes et même des enseignants qui ne sont pas aux ordres des patrons, ils sont néanmoins des juges, etc.)

formes économiques et politiques telles qu'elles existent, le rapport entre "Etat" et "société", entre "politique" et "économie". » (H, p.116).

Du fait même de ce qu'est la société civile, aussi bien dans les approches de H, de l'« Ecole de la régulation » et de Gramsci, que dans la définition que nous en donnons (il faudrait ici ajouter Hegel et Marx), il est absolument impossible qu'elle soit le lieu des remises en cause évoquées par H [**sur toute cette notion de société civile et sa signification dans le cycle de luttes issu de la restructuration des années 79, voir TC 10, il y a énormément à reprendre**].

H donne, en partie, lui-même les raisons structurelles de cette absolue impossibilité.

« Le système de régulation est lui aussi déterminé par la contradiction inhérente à la société capitaliste entre "socialisation par la classe" et "socialisation par le marché". Dans la structure de la société de classes, les gens occupent une place objective, et en même temps, en tant que sujets libres et égaux sur le marché et en droit, ils disposent de quelques marges de manœuvre pour défendre leurs intérêts et choisir leur mode de vie. » (H, p.116). Si nous considérons la « socialisation par la classe » comme première et primordiale, rien ne se passe dans le cours des luttes de classes sans être traversé par la « socialisation par le marché ». Il ne s'agit pas d'une apparence, d'un voile, mais, comme réalité de l'idéologie, du rapport des individus comme *sujets* aux rapports de production qui renvoie aux individus une image vraisemblable et une explication crédible de ce qu'ils sont et de ce qu'ils vivent de façon constitutives de la *réalité* de leur vie quotidienne.

Cette individualisation et personnalisation de la « socialisation par le marché » (pour reprendre la formule de H) traverse le rapport objectif aux rapports de production, on est homme ou femme, national ou immigré, de telle orientation sexuelle, de telles religion ou non, de telle ou telle zone culturelle et culinaire. Toutes les institutions de la société civile confirment et consolident l'individualisation et la personnification qui donnent une expression spécifique aux antagonismes fondamentaux du mode de production, c'est dans cette intrication que s'autoconstituent comme activité pratique les classes. Il est inexact « qu'il n'y a pas d'intérêt social originel *en dehors* [souligné dans le texte] du système de régulation existant » (H, p.117), mais il est exact qu'il n'y a pas d'« intérêt social originel » qui échappe aux déterminations afférentes à la « socialisation par le marché ».

S'il est vrai que ce n'est pas en tant qu'échangistes que prolétaires et capitalistes se font face mais en tant que pôles d'un rapport social, en tant que classes, il n'en demeure pas moins que l'acte « libre » de l'achat et de la vente de la force de travail demeure comme l'écrit Marx « une formalité essentielle » (**dans TC 27 il est développé comment cette formalité essentielle est remise en cause dans la crise du travailleur libre**).

XX

A placer avec la critique plus générale de H

« Si donc l'Etat peut être considéré comme étant l'"organe" d'une classe, c'est seulement au sens où le déploiement de celle-ci, qu'il soutient politiquement, apparaît comme le fondement et le moteur d'un développement social collectif qui va au-delà de ses intérêts bornés. » (H, p.120). On retrouve dans cette approche de la nature de l'Etat toutes les ambiguïtés de H relativement à l'« indépendance » de l'Etat. Celle-ci n'est pas produite par les rapports sociaux capitalistes faisant de l'Etat dans cette « indépendance » l'« organe » exclusif de la classe dominante, mais elle est conçue comme le faisant un « lieu stratégique » de règlement des conflits au profit de la classe dominante parce que l'Etat doit penser à sa propre « survie », d'où, comme l'écrit H, sa « sélectivité » en faveur de la classe dominante. D'où également sa conception de la notion d'« hégémonie » comme « combinaison »

et « condensation de discours contradictoires ». Ce sont les concepts de subsumption et d'implication réciproque asymétrique qui sont totalement absents de la pensée de H. Si l'hégémonie consiste à « emporter l'adhésion » c'est parce qu'elle contraint au travers de toute la reproduction sociale la classe dominée à contester la classe dominante dans les termes de celle-ci.

« Si donc l'Etat peut être considéré comme l'"organe" d'une classe, c'est seulement au sens où le déploiement de celle-ci, qu'il soutient politiquement, apparaît comme le fondement et le moteur d'un développement social collectif qui va au-delà de ses intérêts bornés. » (H, p.120). Ce qui échappe totalement à H qui demeure, bien que parfois « radical », un social-démocrate cherchant une voie de justice dans le mode de production capitaliste (il faut, au passage, comme si cela était accessoire, remarquer le conditionnel accompagnant l'Etat comme « organe d'une classe »), c'est la nature même de ce qu'est la subsumption du travail sous le capital : une totalité subsumant ses antagonisme, les faisant siens dans sa dynamique et reproduction. *Rien ne va « au-delà des intérêts bornés de la classe dominante »*, parce qu'en tant que classe dominante, ses « intérêts bornés » sont la nature même, la condition et la nécessité de la reproduction du « développement social collectif » (remarquons cette expression d'un flou étudié et d'une bêtise parfaite. **(Ici citation Idéo All : intérêt particulier devenant intérêt universel)**).

Il faut ici (dans cette citation)) considérer que Marx et Engels juxtaposent, passant de l'une à l'autre, deux registres théoriques (deux problématiques) différents. D'une part, celle de l'atomisation des individus dans la division du travail (le fondement général de toute *L'Idéologie allemande*) et, d'autre part, celle des classes.

« Au demeurant, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques, la première exprimant par rapport à l'activité ce que la seconde exprime par rapport au produit de cette activité [la formule est exacte à partir du moment seulement où sont introduites les notions de « division sociale » et de « division manufacturière » du travail, ici chaque individu est abstraitement considéré comme un point de la division du travail comme concept général tel que Smith a pu le formuler]. En outre, la division du travail fait naître également l'antagonisme entre l'intérêt de chaque individu ou de chaque famille et l'intérêt commun de tous les individus qui communiquent entre eux ; et, à vrai dire, cet intérêt commun n'existe pas simplement dans l'imagination, en tant qu'"idée générale", mais, en premier lieu, dans la réalité, en tant que mutuelle dépendance des individus entre lesquels le travail est divisé. C'est précisément en raison de cette opposition entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun que celui-ci prend, en tant qu'*Etat* [souligné dans le texte], une configuration autonome, détachée des intérêts réels, individuels et collectifs ... » (*L'Idéologie allemande*, Pléiade III, p.1064) **[vérifier la citation en éd. Sociales]**. Jusqu'ici, l'Etat peut, en toute innocence, se présenter comme l'expression de « l'intérêt commun » ou comme le dirait H du « développement social collectif » même s'il n'est qu'une « communauté illusoire ».

La démonstration se poursuit : « mais », comme « communauté illusoire », il [l'Etat] se présente « toujours sur la base réelle des liens existant dans chaque conglomerat de familles et de tribus, tels que consanguinité, langage, division du travail à une plus grande échelle et autres intérêts, en particulier, comme nous l'exposerons plus tard, sur la base des classes sociales déjà issues de la division du travail, lesquelles se constituent séparément dans tout agrégat humain de ce genre, et dont l'une domine toutes les autres. ». De représentant de « l'intérêt commun », même « illusoire », toujours sur le fondement de la division du travail, il est vrai « élargie », l'Etat demeure représentant de « l'intérêt commun » mais maintenant sur la base d'une classe « dominante toutes les autres ».

Il existe une énorme ambiguïté dans cette argumentation, quand Marx et Engels, après être passés de la division atomistique (individuelle) du travail aux classes (qui relèvent d'autres déterminations que la seule division du travail : comme si cette simple division du

travail réclamait un représentant de l'intérêt général) en arrivent à écrire que « toute classe doit d'abord s'emparer du pouvoir politique afin de présenter, elle aussi, son intérêt comme l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dès le début. » (*L'Idéologie allemande*, éd. Pléiade III, p.1064). Il est vrai que c'est en « s'emparant du pouvoir politique » que toute classe peut faire valoir son intérêt (particulier) comme « l'intérêt général »⁷. Mais s'il est essentiel de poser le « rôle » déterminant du « pouvoir politique » (**expression finale de toutes les métamorphoses des rapports de production qui, en tant que telle, devient le garant de leur reproduction**), cette classe ne peut « s'emparer du pouvoir politique », que dans la mesure où elle peut définir et reproduire toutes les autres classes dans *son* mode de production.

Il apparaît, chez H et d'autres, que cette ambiguïté procédant ici de la division du travail, peut s'étendre à la relation entre les classes.

XX

La prise en compte de toute cette nécessaire institutionnalisation du procès de reproduction des rapports de production fait du **discours libertarien** actuel (2025) l'idéologie (avec des pratiques qui prennent bien garde de conserver les soutiens et commandes étatiques) accompagnant la crise de la mondialisation sous supervision américaine fondée sur la double déconnexion. Toutes les crises structurelles rythmant le mode de production capitaliste ont toujours, dans un premier temps, exacerbé les tendances antérieures. Même Adam Smith réservait à l'Etat l'armée, la police, la justice, et considérait l'agrégation des intérêts individuels comme la meilleure façon de produire un intérêt général formalisé par des lois émanant d'individus souverains. Tout cela a disparu de l'idéologie libertarienne et des quelques pratiques qu'elle inspire (ou dont elle est seulement la mise en forme). « Le néolibéralisme de Hayek, Friedman ou Mises rapatriait le bien commun dans le champ économique, mais continuait d'en faire un horizon de la doctrine économique. » (Marlène Banquet, Théo Bourgeron, *La Finance autoritaire, vers la fin du néolibéralisme*, éd. Raisons d'agir 2021, p.116).

Contrairement aux analyses de Marlène Banquet, Théo Bourgeron ou Quinn Slobodian, le libertarianisme n'est que la caricature du dit « néolibéralisme », ce n'est pas la matrice de la prochaine restructuration (si elle a lieu). L'Intelligence Artificielle peut devenir l'outil boostant des gains de productivité dans l'industrie, investissant tous les actes de la vie quotidienne en faisant des sources de marchés, mais surtout réduire les « faux frais de la production » que représentent la masse numérique et les salaires de la classe moyenne salariée improductive (libérant une masse énorme de plus-value actuellement stérilisée) et, enfin, permettre une mondialisation fractionnée en zones plus ou moins autonomes intégrant des zones blanches (ou seulement pillées) de la mondialisation actuelle. Il s'agirait alors de reconnecter, dans une nouvelle configuration de la mondialisation en aires concurrentielles avec leur nécessité et modalités de reproduction propre dans une mondialisation fractionnée, la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. L'IA n'impose rien, elle répond comme outil technologique à une logique profonde.

Capitalisme, politique et démocratie

⁷ Traduction éd. Sociales 1968, p.62 : « ... pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt universel... »

43-44 « Dans l'Etat comme expression de la forme politique capitaliste, se manifeste non seulement un pouvoir de classe autonomisé, mais aussi l'égalité formelle, l'indépendance et la liberté des individus. Le moment réel de liberté et d'égalité qu'implique le mode de socialisation capitaliste est à la base du caractère potentiellement citoyen et démocratique de l'Etat capitaliste, et il explique le lien historique du capitalisme et de la démocratie politique. Mais celle-ci est toujours et en même temps antinomique avec le rapport de classe et d'exploitation *qui s'exprime sous cette forme* (nous soulignons) ... »

[à placer dans Ebauche 2]

46 « La personnalité juridique, la liberté civique et l'égalité ne sont nullement un pur mirage idéologique, elles ont une base matérielle dans le mode de socialisation capitaliste. En même temps, les moments que sont la liberté et l'égalité demeurent encastés dans des rapports de classe et d'inégalité sociale structurels qui marquent leurs limites. On appartient donc à une classe en même temps qu'on est citoyens formellement libres et égaux. Cette contradiction nourrit les conflits sociaux par le truchement desquels la forme de l'Etat s'impose et se maintient. »

Quels sont les « conflits sociaux » nourris par cette contradiction ? Ce ne sont pas tous les conflits qui sont nourris par cette contradiction, seulement ceux qui apparaissent directement comme politiques ou qui se développent comme tels. Nous savons qu'il s'agit alors des « formes illusoire sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles. » (*Idéologie allemande*, éd. Sociales 1968, p.62).

Quelles relations entre capitalisme et démocratie ?

Si l'on suit les citations de Marx sur l'échange marchand généralisé (englobant la force de travail comme marchandise) comme éden des droits de l'homme, de la liberté et de l'égalité, la relation entre capitalisme et démocratie apparaît comme *structurelle*. Comment concilier cette dimension structurelle avec ses innombrables exceptions ? Si nous considérons les « tigres asiatiques » ou la Chine l'une et les autres en pleine prospérité capitaliste, il semblerait qu'expansion capitaliste et démocratie n'est pas un besoin vital l'une de l'autre ; sans parler des multiples exemples où c'est par la voie d'une dictature militaire que se sont imposées les conditions d'une économie capitaliste de marché. Il existe trois façons de comprendre toutes ces situations comme des exceptions à la règle générale de la corrélation structurelle entre capitalisme et démocratie.

La première, en ce qui concerne, par exemple, le fascisme dans les années 1930, consiste à y voir une entorse à la règle générale due à une période de crise. C'est là l'analyse « marxiste » courante du fascisme : le mode de gouvernement démocratique reste la norme en régime capitaliste, fascisme et autoritarismes divers sont des formes de gouvernement dévoyées, choisies par défaut dans l'urgence d'une crise.

La seconde consiste à considérer ces « exceptions » comme relatives à l'imposition du mode de production capitaliste dans les périphéries quand ce mode de production ne résulte pas d'un processus national endogène. La force brutale, sans phrase, est alors nécessaire pour plier la société aux exigences de la valorisation des capitaux présents.

La troisième consiste à considérer que dans les pays capitalistes centraux, la bourgeoisie a eu besoin, face aux vestiges des modes de production antérieur et à leurs forces politiques, de se légitimer dans la création du « peuple souverain ».

Ces trois explications sont, chacune dans leur domaine, exactes. Mais elles demeurent des explications circonstanciées, laissant dans l'ombre que c'est dans la relation structurelle (incontournable) elle-même entre capitalisme et démocratie que réside le fondement des « exceptions ». L'Eden de la liberté, de l'égalité « et de Bentham », de la transcription des antagonismes sociaux en conflits politiques toujours, comme tels, subsumés dans les termes

inhérents aux intérêts particuliers des classes dominantes devenant intérêt universel, contient de façon inhérente et nécessaire la violence de sa propre reproduction comme « Eden ».

Le prolétaire n'est que formellement un échangiste. Il ne se présente jamais sur le marché en tant que producteur privé, s'il est propriétaire d'une marchandise particulière, la force de travail, la valeur d'usage de sa marchandise c'est lui-même.

L'ouvrier vend cette marchandise et le capitaliste l'achète à sa valeur, le coût de sa reproduction, et l'utilise ensuite comme n'importe quelle marchandise dont il s'est porté acquéreur en consommant la valeur d'usage le travail.

« L'échange entre le capitaliste et l'ouvrier correspond donc tout à fait aux lois de l'échange qui plus est, c'en est l'ultime élaboration. Tant que la force de travail ne s'échange pas elle-même, la production ne repose pas encore sur l'échange. La valeur d'usage reçue en échange, par le capitaliste, à savoir la force de travail, est l'élément direct de la valorisation, la mesure de celle-ci est le travail vivant et le temps de travail. Mais qui plus est, cette valeur d'usage crée plus de temps de travail qu'il n'en est matérialisé dans la force de travail.

« Ainsi donc en échangeant la force de travail à titre d'équivalent, le capital reçoit en échange sans fournir d'équivalent le temps de travail qui dépasse celui qui est contenu dans la force de travail. C'est l'appropriation du temps de travail d'autrui sans équivalent, grâce au système formel de l'échange. L'échange devient purement formel et, lors de l'évolution ultérieure du capital, on voit disparaître jusqu'à l'apparence selon laquelle le capital échange autre chose contre la force de travail que le propre travail objectivé de celle-ci, et, par conséquent qu'il échange quoi que ce soit » (*Fondements*, Anthropos, t.2 p.189).

L'échange entre le travail vivant et le produit de ce travail n'est pas un échange de deux valeurs d'échange, leur connexion se trouve d'une part dans la valeur d'usage du produit, et d'autre part dans les conditions d'existence de la force de travail vivante. « Or si d'après la loi de la valeur, on échangeait du travail matérialisé contre du travail vivant, le produit valant une demi-journée de travail ne pourrait acheter qu'une demi-journée de travail vivant, même si l'ouvrier peut en vivre une journée entière » (idem, p.73). Dans l'échange entre le capital et le travail le « système bourgeois des équivalences se change en son contraire » (idem, p.96), c'est l'appropriation sans équivalent, et le système repose sur celle-ci. Ce que le capitaliste reçoit dans l'échange c'est la force de travail, c'est la valeur d'échange qu'il paie mais « le travail vivant est la valeur d'usage qui a pour lui cette valeur d'échange, telle est la valeur d'usage dont découle la plus-value et c'est *l'abolition de l'échange en général* (nous soulignons) » (idem, p.55). « L'argent que l'ouvrier A jette dans la circulation n'est pas seulement la forme argent de la valeur de sa force de travail (en réalité moyen de paiement pour un travail déjà fourni) dès la deuxième période de rotation à partir de l'ouverture de l'entreprise c'est la forme argent de la valeur qu'il a produite lui-même dans la première période de rotation qui sert à payer son travail dans la deuxième période. » (*Le Capital*, éd. Sociales t.4 p.291). C'est donc, fondamentalement parce que le temps de travail vivant échangé n'est pas une valeur d'échange, mais n'est que la valeur d'usage de la force de travail, que le système bourgeois d'échange d'équivalent sur la base de la loi de la valeur, devient purement formel et se mue en son contraire. Donc dans ce rapport le capital n'échange rien d'autre contre la force de travail que le propre travail objectivé de celle-ci, disparaît donc l'apparence même qu'il échange quoi que ce soit.

En bref, ce n'est pas en tant qu'échangistes que prolétaires et capitalistes se font face mais en tant que pôles d'un rapport social, en tant que classes. « Ainsi tandis que l'ouvrier reproduit ses produits comme capital, le capitaliste reproduit l'ouvrier comme salarié, c'est à dire comme vendeur de son propre travail. Le rapport entre simples vendeurs de marchandises impliquerait qu'ils échangent leurs propres travaux incorporés dans des valeurs d'usage

différentes. L'achat-vente de la force de travail comme résultat constant de la production capitaliste implique, au contraire, que l'ouvrier rachète constamment une fraction de son propre produit, en échange de son travail vivant. C'est ainsi que *s'évanouit l'apparence du simple rapport entre possesseurs de marchandises* (nous soulignons) l'acte constant d'achat-vente de la force de travail et la perpétuelle confrontation de la marchandise produite par l'ouvrier et de lui-même, comme acheteur de sa capacité de travail et comme capital variable ne sont que des formes qui médiatisent son assujettissement au capital, le travail vivant n'étant qu'un simple moyen de conservation et d'accroissement du travail objectivé, devenu autonome face à lui. La forme de médiation inhérente au mode de production capitaliste sert donc à perpétuer le rapport entre le capital qui achète le travail, et l'ouvrier qui le vend.

« Elle masque sous le simple rapport monétaire, la transaction véritable et la dépendance perpétuée grâce à la médiation de l'acte de vente-achat qui se renouvelle constamment. Ce rapport reproduit sans cesse, non seulement les conditions de ce trafic, mais encore ses résultats, à savoir que l'un achète ce que l'autre vend. Le perpétuel renouvellement de ce rapport d'achat-vente ne fait que médiatiser la continuité du rapport spécifique de dépendance, en lui donnant l'apparence mystificatrice d'une transaction, d'un contrat entre possesseurs de marchandises dotés de droits égaux et pareillement libres l'un en face de l'autre. Ainsi, *le rapport initial devient lui-même un moment immanent de la domination du travail vivant par le travail objectivé* (nous soulignons) qui s'est instaurée avec la production capitaliste" (Marx, *6e Chapitre*, éd. 10/18, p.262-263).

C'est l'appropriation du travail d'autrui sans échange mais déterminant une production pour l'échange et un rapport de classes passant par l'échange qui est constamment reproduit, et dans ce rapport purement formel quant à l'échange sont définies une domination, une contrainte, une violence systémique de la reproduction du rapport dont l'Etat est non pas le maître d'être d'œuvre, mais le garant et le « porte-flingue ».

S'il y a des « exceptions » à la forme démocratique du pouvoir dans le mode de production capitaliste, la racine de ces exceptions consiste en ce qui est fait de la démocratie la forme par excellence de la domination politique de la classe capitaliste. Il faut aller au-delà de la relation structurelle entre capitalisme et démocratie pour aller à la racine de cette exacte relation qui, au-delà de la démocratie, fait de la démocratie sa forme naturelle et dont le fondement existe dans toutes les formes politiques capitalistes.

Sur cette base toutes les « exceptions » peuvent prospérer, sans que la base soit remise en cause. Il ne s'agit pas de nier les différences de régimes politiques (dans lesquels nous sommes plus ou moins « à l'aise »), mais tous ont la même base. En rester à une relation *structurelle* entre capitalisme et démocratie (ce qui est exact), c'est ne pas s'interroger sur le fondement même de la relation. La relation structurelle du capitalisme n'est pas avec la démocratie en tant que telle, mais avec ce qui la fonde. Fondement qui est celui de tous les régimes politiques capitalistes. Bordiga qualifie quelque part Staline de « démocrate » dans la mesure où il conciliait des intérêts de classes divergents et faisait des concessions à la paysannerie, faisant de l'Etat prolétarien un « Etat couillon », en lieu et place de la dictature *politique* du prolétariat.

H écrit cependant avec raison : « Le problème actuel est que la mondialisation effectue un travail de sape qui mine les structures démocratiques libérales existantes. La question de la compatibilité du capitalisme et de la démocratie se pose du même coup dans des termes historiquement nouveaux et avec une acuité accrue. » (p.101).

[voir Marlène Benquet et Théo Bourgeron, *La finance autoritaire*, ainsi que la contribution de Marlène Benquet *Vers une droitisation de la finance ? Les nouveaux soutiens financiers de l'extrême droite* in *Extrême droite : la résistible ascension*, s/dir Ugo Palheta, ed. Amsterdam 2024 ; Laurent Mauduit, *Collaborations, enquête sur l'Extrême droite et les milieux d'affaires* et Quinn Slobodian, *Le capitalisme de l'apocalypse*]

[Ici on peut rattacher tous les passages sur MPC et violence et mes échanges avec Danel] déjà repris par ailleurs]

Etat / Etats ; « système global mondial »

Dans le fichier Etat / Etats, il existe déjà une critique de H sur cette question. On peut y intégrer les remarques qui suivent.

« C'est de la rivalité armée entre les princes territoriaux que s'est nourrie la dynamique capitale qui a conduit à la formation de l'Etat moderne, et elle a en même temps propulsé le développement capitaliste. (...) Les besoins pécuniaires croissants rendirent nécessaire une politique ciblée d'activation de l'économie pour renforcer la capacité fiscale des assujettis et étendre l'espace «économique monétaire. (...) Globalement, il en résulta une extension de l'économie monétaire et des relations marchande. (...) Combinée à cette évolution économique, la centralisation du pouvoir, et en premier lieu l'extension progressive des droits directs acquis par les princes sur les sujets de leurs vassaux féodaux, déboucha peu à peu sur la formation de sphères de pouvoir correspondant à un territoire délimité (nous soulignons). C'était un préalable au triomphe du principe de la souveraineté monarchique, lequel finit par être pour la première fois formellement codifié dans les traités de Westphalie à la fin de la guerre de Trente Ans. C'est ainsi que furent posées les fondations du système étatique moderne qui a façonné l'image du monde du 17^e au 20^e siècle. (...) En résumé, on retiendra donc que ce n'est pas le capital qui a créé l'Etat moderne, mais bien plutôt, si on veut, une dynamique de puissance s'originant dans la structure d'une société médiévale en voie de désintégration et ayant donné le départ d'une course aux armements. » (pp.72-73-74-75).

Historiquement, l'argumentation de H, ici, ne souffre aucune contradiction. C'est la « grande force » de toute « théorie » qui ramène la *production conceptuelle* à une *exposition du déroulé historique*. La multiplicité des Etats n'est pas produite dans les concepts même de capital et d'Etat mais constatée comme allant de fait. L'exposition du développement historique devient démonstration logique. Il n'empêche que H, à la façon de Brenner, montre qu'une dynamique interne à un mode de production, destinée à le maintenir et le renforcer, devient son propre procès de « désintégration » dans laquelle se dessine un autre mode de production ; cela sans aucune nécessité mais dans la rencontre d'éléments divers apparaissant dans cette « désintégration ». Sans le capital, cet « Etat moderne » serait resté une de ces fugaces apparitions, considérées *a posteriori* comme anachroniques, qui parcourent l'histoire ; tout comme la fameuse rencontre entre l'homme aux écus et le « travailleur libre » qui a pu advenir à de multiples moments sans donner naissance au mode de production capitaliste (à Rome, avec la plèbe – y revenir).

Si l'on veut faire de l'histoire un concept, cet Etat moderne était déjà apparu, puis disparu, non parce qu'il était une nécessité de l'Histoire mais parce qu'il pouvait surgir dans un rapport de forces conjoncturel et éphémère. Et comme toute mutation biologique aléatoire (ou dans notre domaine : conjoncturelle) ne permettant pas de s'adapter au milieu, elle est éliminée.

En Sicile : « Au nom de la hiérarchie, de l'organisation sociale et du juridisme, Frédéric II promulga au mois d'août 1231, les fameuses "Constitutions de Melfi" [inspirées elles-mêmes des "Assises de Roger II", son grand père, et du droit romain, via Byzance]. (...) Tout y était soumis à la souveraineté de l'Etat dans sa dimension universelle [sans tenir compte des chrétiens romains et orientaux ou des musulmans]. Code, au sens le plus exact du mot, *anachronique* [nous soulignons] : face aux divisions de l'Europe féodale, Frédéric II

tendait au monde le visage d'un "*Regnum*" unitaire et organisé autour du fait du prince. C'était, exacerbé jusqu'à la caricature, l'héritage du roi Roger.

« Pour assurer à son royaume le corps de fonctionnaires indispensables au bon fonctionnement d'un Etat centralisé, Frédéric créa, dès 1226, l'Université de Naples. (...) En quelques années, avec ses milliers d'étudiants pétris de droit civil et de droit administratif, elle devint une véritable "Ecole Nationale d'Administration" aux lois rigides et à la vocation immuable. Ses élèves étaient entièrement instruits, nourris et logés aux frais de l'Etat. Les cours duraient de trois à cinq ans. Les étudiants devaient s'engager à ne pas partir pour l'étranger à la fin de leurs études, mais à réserver leur savoir à l'Etat sicilien qui en avait assuré le financement. (...) L'Université de Naples devint ainsi la première université laïque et étatique du continent [Roger II, comme roi, s'était lui-même affranchi de la consécration pontificale]. Dans cet Etat où se côtoyaient tant d'ethnies diverses, la nécessité d'harmoniser les différences s'était toujours imposée comme l'axe de la politique normande en Sicile.

« Les mesures prises par Frédéric tendent à l'établissement d'une autorité royale toute puissante, au complet anéantissement de l'Etat féodal, à la transformation du peuple en une multitude inerte. Il s'était habitué de bonne heure à juger et à traiter les choses d'une manière toute objective : il est le premier homme moderne couronné.

« Précurseur de la Renaissance, on l'a dit et redit, Frédéric II n'était guère du goût de son temps qu'il séduisait un moment mais qui finalement le rejeta. » (Pierre Aubé, *Les empires normands d'Orient*, éd. Perrin 2006 - 1^{ère} édition 1991 -, pp. 272-273-274-275).

Les diverses instances constituant le mode de production capitaliste ont pu apparaître à différents moments, suivre des cours particuliers, devenir anachroniques et disparaître. Cela peut s'appliquer autant à des instances politiques ou idéologiques qu'à des instances économiques (échanges, banques, etc.)⁸. La constitution moderne de l'Etat peut apparaître de façon anachronique et poursuivre un but incompatible avec les structures sociales existantes.

H, p. 97-98 « Il n'est pas vrai que ce soit la dynamique intrinsèque de la société capitaliste qui l'ait fait accoucher de l'Etat comme appareil centralisé. La formation d'appareils de pouvoir centralisés, bureaucratisés, régnant sur un territoire clairement délimité – ce furent en Europe les monarchies absolues – a au contraire été elle-même un préalable au développement capitaliste-bourgeois. C'est la création d'espaces politiques soumis à un contrôle central et correspondant à un territoire clairement défini qui a rendu possible la formation d'"économies nationales" vigoureuses et homogènes. Alors seulement, il a été possible de mettre en œuvre les règles permettant à une économie de marché développée de fonctionner. »

H commet une double erreur : historique et théorique. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et même encore durant le XIX^e, les frontières sont loin d'être « clairement délimitées » (voir *Les Frontières de la France*), les divers pouvoirs sont encore entremêlés sur un même territoire. Selon certains historiens, le premier poste de police frontalier se situerait à la frontière italienne entre Vintimille et Menton dans les années 1860 (voir *Ciao Italia*), selon Benoit Vaillot, la première frontière officiellement délimitée et contrôlée avec barrières et postes de police se situerait entre la France et l'Allemagne (voir *L'invention d'une frontière, entre France et Allemagne 1871-1914*). Quoi qu'il en soit nous sommes loin des espaces nationaux « clairement délimités » sous les monarchies absolues européennes.

[Placer ici les pages recopiées de « Ciao Italia » qui se trouvent dans mon bloc Rhodia]

⁸ Dans l'*Introduction de 1857*, Marx met en garde de ne pas prendre les déterminations présentes du mode de production capitaliste comme déterminantes selon leur ordre d'apparition historique.

L'erreur théorique, quant à elle, consiste à faire d'un « espace politique soumis à un contrôle central et correspondant à un territoire clairement défini » un préalable à la « formation d'économies nationales ». Nous avons vu par ailleurs que la constitution de ce type d'espace politique et la constitution d'économies nationales sont des processus conjoints déterminés par les modalités de libération et d'expulsion de la masse paysanne d'où découle la mise en place de tous les circuits d'échange et de production commerciaux, manufacturiers et industriels, relevant de l'émergence du mode de production capitaliste.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

p.123

Revenir sur Etat /Etats (la tautologie de H a été critiqué par ailleurs)

Dans son a priori politique social-démocrate, H parvient à conjuguer deux erreurs théoriques.

« Nettement délimité par rapport à l'extérieur, l'Etat-nation est l'échelon qui se prête le mieux à la constitution d'un mode de régulation reposant sur une combinaison institutionnalisée de consentement et de contrainte. C'est la raison pour laquelle l'analyse du capitalisme prend comme point de départ les sociétés organisées en Etats-nations. » (123)

Nous avons vu que la «combinaison institutionnalisée de consentement et de contrainte» est une illusion issue de la subsomption du travail sous le capital. Comme il arrive parfois à H de l'écrire ce « consentement » n'est pas différent de la « contrainte ». Il découle de cette « combinaison », nécessaire dans la problématique de H, que l'Etat-nation est son cadre optimum. D'où la seconde erreur qui fait des « sociétés organisées en Etats-nations » le *point de départ* de l'analyse du capitalisme. Contrairement aux velléités qu'avait eu précédemment H de produire théoriquement la multiplicité des Etats à partir du capital, c'est maintenant l'Etat-nation qui devient le point de départ de l'analyse du capitalisme.

pp. 123-124-125

Conformément à l'approche régulationniste dont il reprend les principaux thèmes, H souligne l'importance des régimes régulateurs propres à chaque Etat-nation. Cependant, il ajoute cette remarque exacte que « les régimes d'accumulation et de régulation propres aux Etats se forment dès le début dans le cadre d'un marché capitaliste mondial. (...) Les processus économiques et politiques qui relèvent du niveau international ne sont pas simplement un prolongement de l'interaction entre des sociétés nationales isolées, ils ont leurs structures et leurs dynamiques propres, lesquelles agissent en retour sur celles-ci. » (123). Le « système capitaliste global » apparaît alors comme « un réseau évolutif de régimes d'accumulation et de régulation étatiques, voire régionaux, qui confrontent tout en étant liés entre eux ; » (125)

Jusqu'à un certain point nous pouvons continuer à suivre H :

« La stabilité des diverses sociétés capitalistes dépend fondamentalement de leur capacité à mettre en place, entre leur régime d'accumulation et de régulation et le marché mondial, un système de transmission avec – et une intégration dans – la division internationale du travail telles que, dans le cadre de l'Etat-nation, soient assurées sans perturbations notable accumulation de capital et croissance économique. » (124). Il faudrait ajouter que pour certains Etats la chose est radicalement impossible du fait même de leur insertion dans la division internationale du travail. La formulation de l'équilibre « sans perturbation notable » telle que formulée par H est pertinente, il lui manque cependant la prise en considération de la mondialisation telle que mise en place dans la restructuration des

années 1970-1980 qui fondée sur la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, sur une « dénationalisation de l'Etat » (Sassen), disqualifiait et perturbait de fait l'équilibre présentée par H ⁹. Qu'on l'appelle « dépendance », « sous-développement », « périphérisation », il ne s'agit pas d'une sorte de dérapage par rapport à une trajectoire normale, mais d'une marque structurelle de la mondialisation. Il est possible que, dans le cadre d'une éventuelle restructuration du mode de production capitaliste et une reconfiguration de la mondialisation, cet équilibre se réalise sous une forme actuellement (2025) imprévisible.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Pour cerner la relation entre les Etats entre eux et leur insertion dans la mondialisation, il faudrait ici revenir

Sur l'analyse de la mondialisation (La restructuration telle qu'en elle-même TC 22).

Sur la crise de la mondialisation sous supervision américaine (TC 28).

Sur certains éléments (financiarisation), Too much Monkey business (TC 22).

Sur la base de ces éléments, on peut reprendre certaines thèses de H.

126-127

« Les pays qui dans l'histoire sont devenus internationalement dominant sont ceux qui ont été en mesure de se doter d'un régime d'accumulation et de régulation puissant, cohérent et relativement autonome, et dont l'articulation avec le monde extérieur leur a donné la possibilité d'une croissance économique constante, vigoureuse et s'entretenant par son propre mécanisme. Une situation de domination économique internationale se définit par l'existence dans le cadre national d'un régime d'accumulation et de régulation dont l'insertion internationale donne pour un certain temps au pays en question le rôle de centre directeur de la circulation planétaire des marchandises de la monnaie et des capitaux, et une place de champion des avancées technologiques et de détenteurs des productions stratégiques de l'époque. Cela permet à ces pays de fixer les normes régissant dans le monde entier la production, le travail, la technologie et la consommation, et par là de faire des ressources économiques d'autres pays la base de leur propre expansion. Ce qui est déterminant ce n'est donc en aucun cas seulement la puissance militaire, la taille de la population ou l'abondance des ressources naturelles. Certes une certaine dimension du marché intérieur est une condition aussi importante qu'un certain niveau de capacités militaires pour s'assurer une position internationale dominante. Mais ce qui est décisif en dernier ressort, c'est l'organisation politique du pays, la constellation des forces sociales, leur type d'institutionnalisation, tout ce qui fait la base d'un régime d'accumulation et de régulation stable. Comme il est le centre de la régulation, intervenant dans la stabilisation des rapports de forces, l'institutionnalisation des compromis et la régulation des conflits sociaux, l'Etat occupe dans ce contexte une place particulièrement importante. » (H, pp.126—127).

Entre *accumulation* et *stabilité* H inverse la relation, c'est la vigueur de l'accumulation, c'est-à-dire celle de l'extraction de surtravail, qui donne à la « régulation » sa stabilité comme H l'écrivait lui-même : « ...un mode d'accumulation et de régulation stable suppose que puissent être créées des conditions locales de production qui garantissent rentabilité et valorisation sur le marché mondial. » (H, p.124). Mais, H doit toujours en revenir à « l'institutionnalisation des compromis » comme fondement de la reproduction du mode de production qui, alors, dépend de l'Etat, « ce qui est décisif en dernier ressort ».

⁹ Notons que la première édition en allemand de l'ouvrage de H date de 2005.

On peut être d'accord avec la description et l'énumération des critères faisant d'un Etat une puissance internationalement dominante, c'est dans l'organisation des relations entre « régime intérieur » et insertion internationale que réside ici le problème. Que ce soit pour l'Angleterre ou pour les Etats-Unis, le régime intérieur était toujours déjà une insertion internationale. Ce « régime intérieur » ne se construit pas indépendamment de la configuration internationale, des alliances et rivalités entre Etats et de la nature des relations économiques et commerciales internationales. Malgré quelques périodes d'apparente réussite l'Espagne, les Pays-Bas, la France ont échoué à devenir une de ces puissances mondialement dominantes, non pas parce qu'ils n'avaient pas de base stable, mais parce que cette base stable était déstabilisée par la nature des relations économiques internationales du moment.

« Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes au dernier tiers du XVII^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales 1950, t.3, p.193).

La « régulation internationale » connaît une certaine stabilité quand le pays dominant réussit à imposer au niveau international son « mode d'accumulation ». Mais le « mode d'accumulation » du pays dominant ne se répand pas à la surface de la planète comme un « copier-coller », il organise, à partir de lui-même, toute une hiérarchie qui ne va pas sans conflits. Le « fordisme » apparaît à la suite de la révolution russe et de la vague révolutionnaire qui suit jusqu'au début des années 1920 dont sortit, dans le passage à la subsumption réelle du travail sous le capital, la reconnaissance de l'identité ouvrière confortée dans la reproduction même du capital. La séparation du cycle mondial en deux blocs antagoniques (Est et Ouest) n'était pas qu'une séparation d'aires capitalistes d'accumulation, mais la mise en forme mondiale d'un rapport entre capital et travail. Si l'on ne considère que les Etats-Unis, en tant que puissance dominante ces derniers étaient capables de soutenir ce mode d'accumulation, dans toutes ses déclinaisons, de ses ressources matérielles, institutionnelles et militaires.

User de la puissance militaire, économique, financière ou institutionnelle ne suffit pas à faire de la prépondérance ou de la domination une *hégémonie*.

« Une hégémonie internationale suppose que restent possibles des rapports interétatiques de conciliation et de compromis qui concèdent par principe aussi aux pays subordonnés et dépendants une chance de croissance et de développement. La position des Etats-Unis au milieu du siècle dernier montre qu'une telle hégémonie ne se conquiert pas seulement par la volonté d'y accéder, mais que cela repose sur des rapports de forces sociopolitiques internationaux. Elle résultait en l'occurrence en tout premier lieu du conflit avec l'Union soviétique. Ce dernier força les classes dominantes d'Europe occidentale et du Japon, à se placer sous la protection militaire de la première puissance occidentale, et en même temps, celle-ci, contrainte par la compétition entre systèmes, s'est vue dans l'obligation de mener une politique visant à un développement homogène et socialement intégrateur de sa sphère d'influence. » (H, pp.130-131)

L'hégémonie consiste à laisser aux subordonnés une vie vivable de subordonnés tout en les intégrant, à leur profit également, dans le circuit de la domination, de renoncer à un avantage à court terme au bénéfice de la « stabilité » à plus long terme. Mais la « conciliation », le « compromis », le « développement homogène et intégrateur » trouvent rapidement leurs limites comme les pays d'Amérique latine en ont régulièrement fait l'expérience, mais aussi l'Indonésie, la Grèce et le Portugal ou, comme l'Italie dans « les années de plomb », en ont été menacé.

Au jour d'hui, la crise de la mondialisation américaine a ramené les Etats-Unis de l'hégémonie à la domination.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

132-133-134-135-136 Même si H ne fait qu'approcher le concept de *conjoncture*, il apporte une détermination importante à ce concept : la mécanique de production d'une conjoncture.

« La loi de la chute tendancielle du taux de profit qui représente le noyau de l'explication que Marx donne des crises, ne permet pas non plus [de même que la théorie des « Ondes longues »] de parler *concrètement* [nous soulignons] des causes et du déroulement des crises. (...) En dépit de la dynamique révolutionnaire du procès d'accumulation, on pourrait imaginer une évolution relativement sans à-coups du capitalisme à condition qu'elle soit accompagnée de modifications continues apportées aux configurations institutionnelles et aux rapports entre les classes – à l'organisation de l'entreprise et de la production, aux formes d'organisations syndicales, aux structures de l'Etat social et aux habitudes de consommation. Cela pourrait rendre possible l'introduction en souplesse aussi bien de nouvelles technologies que de conditions de vie matérielles modifiées, et assurer ainsi la stabilité du taux de profit en dépit du changement – diagnostiqué par Marx – dans la composition organique du capital : le rapport entre travail réifié et travail vivant. Plus concrètement : une baisse du profit pourrait être contrée par des baisses successives de salaires, des remises en cause de mesures sociales, ou l'introduction continue de rationalisation technique dans la production qui augmentent la productivité du travail. Mais dans le cadre d'un mode de régulation déjà installé avec ses rapports de forces, ses compromis entre intérêts divergents, ses normes de consommation et ses modes de vie traduits et consolidés par des institutions, la chose n'est pas possible de but en blanc et sans passer par des luttes sociales et politiques d'ampleur. Le constat général établissant que le procès d'accumulation du capital implique toujours une lutte de classes, peut donc se préciser et se concrétiser : ces conflits ne se situent pas seulement dans le domaine des salaires et des conditions de travail, ils concernent aussi la totalité de l'espace politique, car il n'y a pas de secteur de la politique qui ne soit d'une manière ou d'une autre lié au procès d'accumulation du capital. Il apparaît de ce fait que le système régulateur, sans lequel, en raison des antagonismes et des contradictions sur lesquels il repose, le procès d'accumulation et de valorisation du capital resterait impossible à mettre en œuvre, est aussi celui qui déclenche ses crises – bien qu'il n'en soit pas la cause. » (H, 132-133).

H résume d'une façon assez simpliste la théorie des crises chez Marx, mais sans rentrer dans le détail, « l'évolution relativement sans à-coups du capitalisme », malgré les conditions envisagées par H, est radicalement impossible du fait que le rétablissement du taux de profit suppose une dévalorisation effective plus ou moins massive du capital existant et toutes sortes de conflits autour de cette dévalorisation nécessaire. Cependant l'intérêt de son analyse consiste non pas dans l'exposé de la cause des crises mais dans celui de leur déroulement concret ou empirique. Ce déroulement concret, au-delà de ses causes économiques et objectives, que H aborde comme la déconstruction de tout un mode de régulation, touche en cela toutes les instances du mode de production. C'est toute la mécanique de la reproduction des rapports de production qui est alors en jeu mettant en mouvement toutes les classes et couches de la population. Si le développement du capitalisme s'effectue comme succession de phases, c'est que chaque phase fixe ses règles, ses modalités diverses de reproduction jusqu'à les pousser au paroxysme et à leur sclérose.

« Les crises de régulation sont en même temps des crises d'hégémonie¹⁰ qui remettent en cause les mécanismes d'intégration et d'exclusion, les valeurs de la société et les conceptions de l'ordre public. L'accumulation du capital cale quand sa dynamique entre en collision avec le système de régulation existant et que de ce fait le procès de valorisation est compromis¹¹. La crise qui en résulte sape les bases des conventions passées antérieurement. Le "ciment idéologique" qui maintient ensemble les appareils d'Etat et la "société civile" s'écaillant, l'unité du système régulateur se délite et il n'arrive plus à fonctionner : certains éléments s'autonomisent, les conflits entre institutions s'intensifient, la direction politique paraît en plein désarroi et "gouverner" devient globalement en soi un problème. » (H, p.134).

H suppose alors, au travers et comme conséquence du concept de « régulation », une « unité de la crise économique, politique et idéologique, la crise peut *a priori* éclater sur un terrain ou un autre » (p.134). S'il est exact que la crise peut « éclater sur un terrain ou un autre », l'unité n'exclut pas la différence, chaque élément ou instance se *réfléchit* dans les autres qui sont « ses autres », c'est cette *réflexion* qui constitue l'unité et non cette dernière existant en une unité *originnaire* comme telle, ou une unité *immédiate* comme telle (voir : Hegel, Préface à *La Phénoménologie de l'Esprit*, éd. Aubier-Montaigne, t.1, p.18). Une telle situation que l'on peut qualifier de conjoncture est le lieu matriciel dans lequel peuvent éclore les activités et pratiques révolutionnaires dans la mesure où, dans l'unité de l'unité et de la différence, est renversée (donc reconnue pour être renversée) la « détermination en dernière instance de l'économie » (Althusser). La hiérarchie déterminative des instances est bouleversée. Cela ne signifie pas qu'une autre instance prend la place de l'économie, même si dans le cours d'un processus révolutionnaire cela puisse et doit advenir, mais que l'économie est désobjectivée en une multitude de relations singulières qui constituent la pratique révolutionnaire. C'est-à-dire que dans une conjoncture (ce qui la définit en propre), les pratiques révolutionnaires se retournent contre leurs propres causes contre ce qui les a produites, leur détermination économique.

[Vérifier si quelque part j'ai déjà expliqué ce qu'est l'objectivité de l'économie (déterminante et dominante) sinon mettre en note]

Toutes ces réserves faites on peut alors souscrire à l'affirmation de H selon laquelle : « ...les grandes crises sociales ne deviennent réalité que quand les modes de vie et de travail, les institutions, les consensus sociaux, les paradigmes de référence et les valeurs qui avaient cours jusque-là sont globalement remises en cause, qu'elles perdent leur légitimité et leur force d'évidence. (...) C'est seulement cela qui fait que la crise d'un mode d'accumulation et de régulation se cristallise en crise de la formation sociale. » (p.136). Quelles que soient l'évolution (jusqu'à accompagner ou contribuer à la restructuration) ou, dès leur origine, les dérives, les idéologies, l'interclassisme, trimballées par tous les mouvements (féminisme, front homosexuel, écologie, jeunesse, « société de consommation », etc.) apparus dans la crise du « fordisme » (première phase de la subsumption réelle du travail sous le capital), il n'y a pas de crise de la formation sociale capitaliste sans ce foisonnement hétéroclite et conflictuel.

¹⁰ Dans le contexte où il l'utilise, H ne définit pas l'hégémonie. On peut définir l'hégémonie idéologique de la classe dominante comme ce qui consiste à produire le cadre incontournable des débats et des oppositions, c'est imposer à l'autre les termes mêmes de son opposition. Mais l'hégémonie s'étend au-delà de la sphère idéologique où Gramsci la limite. Revendiquer pour le salaire (aussi légitime et nécessaire que la chose est), c'est pour le capital imposer à l'autre les termes de son opposition dans le cadre du travail salarié comme rapport de distribution entre échangistes et non comme un rapport de classe

¹¹ La dynamique du capital n'entre pas en collision avec le système de régulation. Si le système de régulation se délite c'est parce que la dynamique qui le fondait elle-même s'effondre, le procès de valorisation est *déjà* « compromis ». On trouve à nouveau dans cette phrase ce que nous avons critiqué plus haut dans la problématique de H, c'est-à-dire faire de l'organisation politique du pays ce qui est « décisif en dernier ressort ».

Pages 137 à 148

Une bonne synthèse du fordisme

Pour le sujet (Etat-nation et capitalisme), ce qu'il importe de relever dans cette synthèse c'est que ce fut la période de l'apothéose de l'assimilation du capitalisme à l'Etat-nation. Apothéose telle qu'elle devient une référence abstraite de cette relation, occultant qu'elle ne fut qu'un moment historique particulier.

« La reproduction de la classe ouvrière, c'est-à-dire sa consommation, occupait désormais une place stratégique dans la valorisation du capital. » (139)

« Dans les conditions du nouveau modèle d'accumulation, le processus économique s'est concentré sur le *développement du marché intérieur* (je souligne). » (140)

« Le mode de régulation fordiste signifiait donc l'institutionnalisation centralisée et médiée par l'Etat de l'antagonisme de classe propre au capitalisme. » (142) [OK, mais avec toutes les réserves faites par ailleurs sur l'institutionnalisation selon H]

« Libéré de l'obligation de l'adossement à l'or, le système international de monnaie de crédit ouvrait la porte dans le cadre de l'Etat-nation à des politiques monétaires largement autonomes, et dans un premier temps relativement indépendantes des contraintes extérieures. » (145)

« Cette nationalisation de l'économie a créé les bases de systèmes d'accumulation et de régulation relativement autonomes à l'échelle de chaque Etat, mais nécessairement en même temps des formes nouvelles de régulation internationale. » (145)

« Les Etats-Unis se déclarèrent prêts à soutenir de leur potentiel économique le système de régulation internationale de la monnaie de crédit. » (146)

« L'importance des investissements directs des Etats-Unis à l'étranger a fait que le régime d'accumulation fordiste a pu se répandre. Ainsi s'établit un processus d'accumulation global qui en même temps restait assez largement lié aux Etats singuliers et était régulé par des accords et des institutions politiques à ce niveau. » (146)

[La globalité de ce processus d'accumulation doit être fortement tempérée par la scission du monde capitaliste en deux blocs antagoniques. Scission qui était un effet pervers du fordisme lui-même. La reconnaissance et la confortation dans la reproduction du capital d'une identité ouvrière et de la légitimité du conflit se doublait à l'échelle internationale d'une représentation étatique de cette identité dans un mode planifié d'accumulation extensive. La restructuration des années 1970-1980 qui marqua la défaite de l'identité ouvrière sous toutes ses formes entraîna également l'effondrement de l'URSS.

Dans TC 7 (juillet 1986), on pouvait lire : « D'après ses caractéristiques générales la restructuration en cours se heurte dans sa mise en place, immédiatement, à la nécessité de dépasser quatre préalables :

- *La capacité du prolétariat de trouver dans la particularisation du procès de valorisation la base de son action en tant que classe face au capital... (...)*
- *La faiblesse actuelle du capital à intégrer dans sa reproduction la segmentation de la force de travail, le chômage, le "tiers monde à domicile".*
- *La scission du cycle mondial en deux blocs (capitalisme occidental, capitalisme d'Etat qui de scission dynamique de la phase antérieure de la domination réelle est devenue une entrave tant du point de vue de la totalité du cycle mondial que de façon interne à ses deux termes. Ce troisième point n'est pas fondamentalement une rivalité inter-capitaliste, il s'articule avec le premier point. C'est un type de rapport entre*

capital et travail qu'il s'agit de dépasser dans l'abolition de cette scission (type de rapport sur lequel s'était bâti le "capitalisme d'Etat" mais que l'on retrouve dans le rapport de classe ouvrière – capital dans le capitalisme occidental).

- *La division du cycle mondial du capital en métropole et périphérie. (...) Il s'agit d'abolir cette division et d'établir une continuité productive métropole / périphérie, d'intégrer l'ex-prolétariat périphérique dans la segmentation générale de la force de travail. » (TC 7, p.10).]*

Page 147, H esquisse un bref panorama de l'impact du fordisme dans les « périphéries »

- Amérique latine avec protectionnisme et « substitution aux importations : copier le modèle fordiste. Mais structure sociale et luttes de classe provoquant l'échec (structures agraires et hégémonie politique de la grande propriété foncière) ; « L'existence d'une oligarchie agraire puissante opposée à la bourgeoisie capitaliste industrielle empêche généralement la formation d'un mode de régulation cohérent. C'est pourquoi les réformes agraires se sont révélées dans nombre de cas être la condition primordiale d'un développement capitaliste réussi. » (p.127)
- Asie du Sud—Est et « taylorisme sanguinaire » : production de masse et exploitation extrême. Mais évolution en l'absence de toute oligarchie terrienne.
- Beaucoup de pays à l'écart de ce type de développement, principalement Afrique subsaharienne (fournisseurs de matières premières). Pour le Maghreb et le Machrek c'est l'époque du « nationalisme arabe ».

148-149

Quand H aborde la crise du fordisme, il considère bien sûr l'épuisement des réserves de productivité liées au taylorisme [*il faut cependant considérer que le taylorisme s'est dans la restructuration étendu au-delà de l'industrie – voir Guillaume Duval, L'Entreprise efficace, la seconde vie du taylorisme, éd Syros 1998, repris dans TC 22*]

Il considère également, ce qui est central dans son propos et le nôtre : « la libération des marchés et l'internationalisation croissante du capital » (149). Sans théoriser la déconnexion entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail, H écrit : « La libération des marchés et l'internationalisation croissante du capital aboutirent à l'extinction progressive de l'orientation dominante, typique du régime d'accumulation fordiste, tournée vers le marché intérieur. Le poids des entreprises multinationales dans l'économie devint de plus en plus important. Chaque économie nationale [*la notion d'« économie nationale » n'est jamais produite et explicitée chez H*] vit augmenter la place prise par le secteur des exportations, le résultat étant que, dans le cadre national, non seulement la valorisation du capital devenait de plus en plus indépendante des revenus de la masse de la population, mais que simultanément, le niveau des salaires prenait comme facteur-coût de plus en plus d'importance dans la compétition internationale. » (149).

Tout cela est incontestable, mais là où nous nous séparons de H c'est sur la relation de causalité. Il faut distinguer le déroulement empirique (« concret » si l'on veut) et le « mouvement réel », « la reproduction idéale de la vie de la matière » (Marx, Postface à la deuxième édition allemande du capital). La puissance que la classe ouvrière manifesta dans ses luttes dans tout le monde occidental mais aussi à « l'Est » s'enracinait dans les déterminations du « fordisme ». C'est la légitimité du conflit, la capacité pour la classe ouvrière de délégitimer le pouvoir capitaliste sur la production et la reproduction sociale générale (tout ce qui fut parfaitement théorisé dans ses limites par l'opéraïsme) qu'il s'agissait d'abattre. La globalisation et la déconnexion de la valorisation et de la reproduction de la force de travail en furent les vecteurs.

Alors qu'en ce qui concerne l'apparition du « fordisme », H insiste sur les antagonismes de classes de l'époque et, dans sa problématique générale, la nécessité d'une nouvelle institutionnalisation, en ce qui concerne la crise du fordisme, il reste muet sur les luttes de la fin des années 1960 et des années 1970 et, émergeant de cette lutte de classes, l'ordre capitaliste qui en a résulté comme s'il se trouvait face à une anomalie incompréhensible dans sa problématique : la « dénationalisation de l'Etat » (ce qui pourtant était dans l'air du temps : la première édition du livre de H date de 2005, Saskia Sassen publie Critique de l'Etat en 2006 et La globalisation, une sociologie en 2007). H fait cependant une référence aux travaux de Sassen (p.172) : « Il se développe un processus que l'on peut qualifier de "dénationalisation" des Etats. La réduction de leurs capacités d'intervention diminue les possibilités d'une régulation intégratrice. » (H, p.172). Quand H parle de « dénationalisation » des Etats, il ne le fait que comme la manifestation d'un manque vis-à-vis de la notion même d'Etat : « les contours de ce que l'on peut appeler le peuple démocratique deviennent flous. Et ainsi naît le paradoxe apparent qui voit la dénationalisation de l'Etat se combiner avec un regain de luttes en défense de privilèges et avec, dans leur sillage, des tendances nationalistes et racistes. » (p.172).

Toutes les bases ayant été posées, à partir de la page 150, ces notes de lecture fonctionnent de façon thématique

Conception de l'Etat chez H :

169 « Pour la théorie matérialiste de l'Etat, qui ne saisit l'Etat, ni comme sujet ni comme organisation se situant au-dessus de la société, mais comme institutionnalisation contradictoire des rapports de force sociaux... »

175 « Il n'y a pas de redistributions matérielles possibles à l'intérieur des classes sociales elles-mêmes ni entre elles sans l'intervention du pouvoir coercitif de l'Etat, et l'existence des Etats reste une condition élémentaire pour la régulation des rapports entre les classes, la légitimation de l'ordre social existant, et la garantie d'un certain degré de cohésion sociale. »
Régulation ne signifie pas « compromis », ni « institutionnalisation des contradictions », ni « condensation ».

177 « Le procès global d'accumulation ne repose nullement et, d'une certaine manière, repose moins que jamais, sur la seule dynamique de la concurrence entre entreprise et sur la seule action des forces du marché, et qu'il continue au contraire à dépendre d'une régulation politique. »

La « régulation politique » est un moment de la concurrence.

207 « Les rapports entre les classes se condensent dans les appareils d'Etat, et quand ils changent, la structure institutionnelle se transforme aussi. Les Etats sont ainsi le terrain sur lequel s'organise la cohésion de la société, et pour cette raison le lieu d'où surgit une dynamique politique spécifique qui structure et modifie les processus économiques. »

La cohésion n'est pas le résultat d'un « compromis » ou d'une « condensation », mais de la subsomption.

229 « L'Etat continue toujours à jouer un rôle important de médiateur dans les relations sociales et les rapports entre les classes... »

Le thème récurrent chez H de la « concession » ou du « compromis » suppose l'existence d'un maximum absolu et potentiel de surtravail et de plus-value et non le mode de production capitaliste comme fonctionnant toujours au mieux possible dans le rapport contradictoire entre capital et travail. Dans la phase « fordiste » du MPC, l'exploitation produisait ses

propres conditions d'effectuation alors optimales (en dehors de toute concession ou compromis) du point de vue même de la valorisation du capital.

267-268 *Comme souvent le fin mot d'une conception de l'Etat se trouve dans la façon d'envisager la subversion de l'ordre existant :*

« Nous appelons ce concept d'une transformation sociale émancipatrice *réformisme radical* (souligné dans le texte) (...) Un processus de mutation progressif et de longue haleine dans les consciences et les comportements, un processus qui transforme peu à peu les rapports de pouvoir et de ce fait réorganise l'ensemble des appareils politiques. (...) Le complexe des appareils étatiques ne se résume pas à un appareil de pouvoir qui pose des conditions sociales et politiques, il est aussi l'instance qui codifie et garantit les compromis et les droits sociaux acquis par la lutte. C'est pourquoi il est indispensable d'intervenir au niveau du système politique existant, d'exercer une pression et de mettre à profit les contradictions et les conflits qui s'y déclenchent, même si les transformations néolibérales ont rendu la tâche plus difficile. (...) La difficulté est de faire de la politique en se référant à l'Etat et au système politique existant sans s'engager soi-même dans des formes étatistes de politique et de comportement. Il s'agit de politique dans et contre l'Etat [H se réfère ici à Holloway] (...) Nous avons pour cela des critères et des principes. Ce sont tout d'abord les revendications toujours insatisfaites de la révolution bourgeoise : liberté, égalité, fraternité. (...) Il s'agirait donc aussi bien de dépasser les idéaux bourgeois que de leur donner une assise matérielle. Ceci n'est en aucune façon une utopie abstraite. D'un point de vue économique et technique, les conditions d'une autre société sont déjà largement présentes dans la société existante. L'enjeu serait de la faire vivre politiquement. »

Si nous avons déjà pu dire que ces revendications furent « insatisfaites », c'était toujours en insistant sur le fait que ces revendications étaient prises et formulées dans les termes et le cadre de cette même démocratie et de ses fondements matériels, ce que l'on peut qualifier de pouvoir hégémonique.

[Voir TC 21] Cette conception de la subversion de la société capitaliste s'enracine dans les contradictions et les luttes de la Révolution française, elle alimente le mouvement ouvrier en Europe occidentale et principalement en France, elle perdure jusqu'à aujourd'hui dans des mouvements comme celui des Gilets jaunes et de nombreuses luttes de par le monde qui parlent le langage de la nation. Elle est en fait formalisée dans les années 1830 – 1840 : *au-delà de la révolution bourgeoise, achever LA Révolution*. La révolution à venir (qualifiée tardivement de prolétarienne ou ouvrière) est *l'achèvement de LA Révolution, c'est-à-dire celle qui jusque-là n'a été que la révolution bourgeoise*. Cette dernière n'est qu'une étape partielle de la Révolution (considérée comme la réalisation de l'humanité. Révolution au sens de réalisation / accomplissement de l'humanité comme vraie essence de l'homme : liberté et raison. Si c'était l'idéologie de la révolution, en tant qu'idéologie c'était son rapport réel à son action concrète, la façon dont elle pouvait la mener à bout. En fait, tout avait commencé avec cette phrase des Egaux : « La Révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle et qui sera la dernière. » (Sylvain Maréchal, *Manifeste des Egaux*, germinal an IV).

Ce n'est pas sans raison *théorique* que Marx, en 1844, dans les premiers mois de sa vie parisienne, accumule des matériaux sur la Révolution et commence à prendre des notes en vue de la rédaction d'une *Histoire de la Convention*. Ce n'est pas non plus sans raison qu'en mai 46, quand Marx et Engels sollicitent Proudhon (qui décline l'invitation) pour être le correspondant français du *Comité de Correspondance* de Bruxelles, celui-ci, dans sa réponse, écrit : « ...ce que vous autres socialistes allemands appelez *communauté* (souligné dans le

texte), et que je me bornerai pour le moment à appeler *liberté, égalité* (souligné dans le texte). »

Cette façon d'envisager l'instauration de l'Egalité (avec ses conditions matérielles) comme communauté des moyens de production des produits du travail et finalement comme communauté du travail, c'est-à-dire le « communisme », en tant qu'*achèvement de La Révolution* est dominante dans les années 1830 et au début des années 1840. On y trouve Théodore Dézamy (1808 - 1850), Albert Laponneraye (1808 - 1849), Richard Lahautière (1813 - 1882), Jean-Jacques Pillot (1809 - 1877), Louis-Auguste Blanqui (1805 - 1881), etc. Mais aussi Karl Marx (1818 - 1883).

De ce dernier, on pourrait, bien sûr, citer à l'envie les articles de la *Gazette rhénane*, mais, comme souvent ce qui est trop facile, cela serait une erreur. Dans la *Gazette rhénane*, Marx ne vise pas un achèvement de la Révolution mais simplement sa venue dans le cadre de l'Allemagne. C'est dans la correspondance avec Ruge entre mars et août 1843 (c'est-à-dire après la disparition de la *Gazette rhénane*) telle qu'elle est publiée dans les *Annales franco-allemandes*, que la Révolution française est investie d'une dimension historiquement finale en tant que réalisation de l'Homme. « Notre peuple n'a pas d'avenir » avait conclu Ruge, ce qui lui vaut la réponse de Marx : « Laissez les morts enterrer leurs morts et les plaindre; C'est au contraire un sort enviable d'être les premiers à entrer vivants dans la vie nouvelle ; ce sort sera le nôtre. » (Lettre de mai 1843). Contre le monde actuel, « un *monde dépouillé de toute humanité* (souligné dans le texte) » (*ibid*), « le sentiment de sa dignité personnelle, la liberté, il fallait d'abord les réveiller dans la poitrine de ces hommes. Ce sentiment seul qui, avec les Grecs, disparaît de ce monde et, avec le christianisme, s'évanouit dans la vapeur bleue du Ciel, peut retransformer la société en une communauté d'hommes en vue de leurs fins les plus élevées, en faire un Etat démocratique. » (*ibid*). Il s'agit de « passer au monde humain de la démocratie. » (*ibid*). C'est dans la dernière lettre à Ruge, celle de septembre 1843 (la plus connue) que l'humanisme révolutionnaire comme achèvement de la Révolution apparaît non seulement comme un principe mais encore comme une stratégie politique. On connaît les fameuses phrases de cette lettre : « Nous ne nous présentons pas au monde en doctrinaires avec un principe nouveau : voici la vérité, c'est ici qu'il faut tomber à genoux; (...) Nous ne lui disons pas : renonce à tes luttes, ce sont des niaiseries ; nous allons te crier le vrai mot d'ordre du combat. Nous lui montrons simplement pourquoi il lutte en réalité, et la conscience de cela est quelque chose qu'il est contraint d'acquiescer, même s'il ne le veut pas ». On connaît ces phrases, mais on oublie toujours l'argumentation qui les précède immédiatement : le retour complet de l'humanité à elle-même comme réalisation / dépassement de la démocratie.

Point de départ : les luttes qu'il ne faut pas mépriser : « La religion d'une part, la politique d'autre part, sont des objets qui constituent l'intérêt principal de l'Allemagne actuelle. C'est d'elles, telles qu'elles sont, qu'il faut partir, et non point leur opposer un système quelconque... »

Or : « ...en ce qui concerne la vie réelle, l'Etat politique, même là où il n'est pas consciemment imprégné des exigences socialistes, renferme précisément dans ses formes modernes, les exigences de la raison. (...) partout, il suppose la raison réalisée. Mais partout il tombe également dans la contradiction entre sa définition théorique et ses hypothèses réelles. »

D'où : « conflit de l'Etat politique avec lui-même »

D'où également : « l'Etat politique exprime donc dans sa forme *sub specie rei publicae* toutes les luttes sociales... »

En conséquence tactique :

a) « ce n'est donc pas du tout à la hauteur des principes que de faire de la question politique spécifique (...) l'objet de la critique ». Mais,

b) « Le critique doit s'occuper de ces questions politiques (...) en élevant le système représentatif de sa forme politique à la forme générale et en faisant valoir la signification sur laquelle il repose, il oblige en même temps ce parti à se dépasser lui-même, car sa victoire est en même temps sa perte »

c) « Rien ne nous empêche donc de rattacher notre critique à la critique de la politique, à la prise de parti en politique, donc à des luttes réelles et de l'y identifier. Nous ne nous présentons pas, etc. »

Conclusion théorique : « Tout notre objectif ne peut consister, comme c'est d'ailleurs le cas dans la critique que Feuerbach fait de la religion, qu'à *revêtir d'une forme humaine consciente les questions religieuses et politiques* (souligné par nous) ». Il s'agit de sortir le monde réel de son renversement : « Il apparaîtra alors que depuis longtemps le monde possède le rêve d'une chose dont il doit posséder la conscience pour la posséder réellement. »

Dans *La Sainte Famille* (février 1845), Marx et Engels écrivent encore : « La Révolution française a fait germer des idées qui mènent au-delà des *idées* de tout l'ancien état du monde. Le mouvement révolutionnaire, qui commença en 1789 au *Cercle social*, qui, au milieu de sa carrière, eut pour représentants principaux *Leclerc* et *Roux* et finit par succomber provisoirement avec la conspiration de *Babeuf*, avait fait germer l'idée *communiste* que l'ami de *Babeuf*, *Buonarroti*, réintroduisit en France après la révolution de 1830. Cette idée développée avec conséquence, c'est l'*idée du nouvel état du monde*. » (*La Sainte famille*, éd. Sociales 1969, p.145). [Comparer avec la traduction **Pléiade**. Dans la traduction **Molitor** –éd. Costes 1927 : « état du monde » est « état de choses » ; « germer » est traduit par « éclore » - ce qui introduit une énorme différence d'appréciation sur la chose elle-même et la chronologie – enfin : « Cette idée développée avec conséquence » dans la traduction **Molitor** : « Cette idée, haussée dans ses conséquence logiques, c'est l'idée ... »]

Dans les *Grundrisse* (1857-1858), Marx règle son compte à toute cette conception : « On voit bien aussi la puérilité des socialistes (notamment les socialistes français, qui veulent prouver que le socialisme est la réalisation des idées de la société *bourgeoise* exprimées par la Révolution française), qui démontrent que l'échange et la valeur d'échange sont *originellement* (dans le temps) ou selon leur *concept* (dans leur forme adéquate) un système de liberté et d'égalité de tous, mais qu'ils ont été faussés par l'argent, le capital, etc. Ou encore que l'histoire a fait jusqu'à présent des tentatives manquées pour les accomplir de la façon qui correspond à leur vérité, et qu'ils ont maintenant, par exemple Proudhon, trouvé le vrai Jacob qui fournira l'histoire de ces rapports en remplacement de la fausse. Voici ce qu'il faut leur répondre : la valeur d'échange ou, plus près de nous, le système de l'argent est en fait le système de l'égalité et de la liberté, et si quelque chose vient perturber celles-ci dans le développement plus détaillé du système, ce sont là des perturbations immanentes, c'est justement là l'effectuation de *l'égalité* et de *la liberté*, qui se font connaître en se manifestant comme inégalité et absence de liberté. C'est un vœu tout aussi pieux que sot de demander que la valeur d'échange ne se développe pas en capital, ou que le travail productif de valeur d'échange ne se développe pas en travail salarié. Ce qui distingue ces messieurs des apologistes bourgeois, c'est, d'un côté, le sentiment qu'ils ont des contradictions que comporte le système ; de l'autre, l'utopisme, le fait qu'ils ne saisissent pas la différence nécessaire entre la figure réelle et la figure idéale de la société bourgeoise, et veulent donc entreprendre cette tâche inutile qui consiste à vouloir redonner réalité à l'expression idéale elle-même, alors qu'elle n'est en fait que l'image projetée de cette réalité. » (Marx, *Grundrisse*, éd. Sociales, t.1, p.188-189)

La critique de Marx est sans appel, elle démontre l'irréalité d'une telle conception et d'une telle perspective, mais elle ne règle pas, comme l'a encore montré le mouvement des

Gilets jaunes, la question de la récurrence dans les pratiques et les luttes de cette conception, quelle que soit son erreur théorique.

Quand la cible n'est pas la classe capitaliste mais l'Etat qui redistribue mal les richesses, la cause de cette injustice serait le défaut de démocratie. Nous sommes là dans les limites du mouvement auxquelles se rattachent à la fois les références symboliques constantes à la Révolution de 1789, la référence définitoire du populisme à l'imaginaire d'une communauté nationale comme moyen de se passer de la politique parlementaire, l'apparition de la revendication du RIC mais aussi l'affirmation du mouvement comme « anonymat politique ».

« La seule tradition révolutionnaire qui semble permettre de reconstruire un imaginaire politique commun n'a rien à voir avec les mouvements ouvriers ; elle puise dans le récit national sur la révolution fondatrice de 1789. Sans doute faudrait-il se garder de surinterpréter l'omniprésence de drapeaux français et la reprise incessante de la Marseillaise dans les blocages, les cortèges et les émeutes. Quand les premiers résultats d'enquête nous apprennent que seuls 12,7 % des Gilets jaunes sondés se disent de droite, et 5,4 % d'extrême droite, ces symboles nationaux peuvent aussi être vus comme des insignes brandis par défaut, parce que ce sont les seuls que l'on partage, et comme pour revendiquer *une forme d'anonymat politique ainsi qu'une rupture avec les partis et syndicats existants* [nous soulignons]. En l'état actuel des choses, ces références à la nation révolutionnaire indiquent que le déclin de l'identité ouvrière depuis la fin des années 1970 implique un oubli de l'histoire du mouvement ouvrier par une grande partie du prolétariat. [...] Par conséquent, l'identification avec une tradition révolutionnaire opposant le peuple au roi Macron n'implique pas que l'ensemble du mouvement se construise autour de l'affirmation d'une communauté nationale préexistante... » (Des communistes réunis entre l'acte IV et l'acte V, *Thèses sur les Gilets jaunes*, 15 décembre 2018).

Ce n'est pas « par défaut » (Leoni, épisode 4 : les explications « par défaut » ne sont jamais des explications), comme s'il s'agissait d'une excuse, que la lutte des Gilets jaunes se réfère à la grande Révolution et à la Marseillaise : « La Révolution française fait exister durablement l'idée de révolution [à la différence des Pays-Bas, de l'Angleterre ou des Etats-Unis] non pas comme le passage d'un régime à un autre, une parenthèse entre deux mondes, mais comme une culture politique inséparable de la démocratie, et comme elle inépuisable, sans point d'arrêt légal ou constitutionnel : nourrie par la passion de l'égalité, par définition insatisfaite » (François Furet, *Le passé d'une illusion*, éd. Robert Laffont/Calman Lévy, p. 25). Il faut comprendre pourquoi, à un moment donné, cette lutte là, dans ses caractéristiques propres, prend ces références. Il ne s'agit ni de chercher à « l'excuser », ni de l'expliquer par la logique bancale du « défaut d'autre chose ».

De ce point de vue, le RIC était une revendication politique qui a spontanément surgi en adéquation avec le contenu social du mouvement des Gilets jaunes. Ce référendum se voulait une réappropriation du pouvoir politique dans le cadre d'une *décentralisation* totale de ce pouvoir. C'était également une alternative au « devenir-parti » du mouvement, contre la voie empruntée par le Mouvement Cinq Etoiles en Italie ou Podemos en Espagne.

Crise du fordisme (développée par ailleurs)

176 « Plus la politique d'un Etat se concentre sur ses capacités à offrir à un capital devenu globalement de plus en plus flexible, des conditions de valorisation plus attractives qu'ailleurs, plus elle entre en collision avec les conditions d'un développement économique équilibré et socialement intégrateur. »

Crise du fordisme et crise de la représentation politique

« Plus les intérêts liés à la valorisation capitaliste et les relations marchandes parviennent à s'imposer directement et globalement, plus la violence physique immédiate prend de place dans les rapports sociaux. Alors que les avancées précédentes du rapport de production capitaliste s'étaient accompagnées d'un recul de la violence directe, il y a maintenant une tendance à un retour en arrière. » (232)

En se limitant aux métropoles capitalistes nous pouvons globalement l'admettre.

« La transformation des Etats en Etats compétitifs réduit les marges de manœuvre matérielle permettant la conclusion de compromis sociaux ; la conséquence en est la multiplication des clivages et des conflits, et il faut recourir plus intensément à la répression et aux offensives idéologiques pour fabriquer de la cohésion sociale. » (233)

« Cela ne veut pas dire que l'existence du système capitaliste serait fondamentalement remis en cause. Mais on est bien obligé de constater que son mode de reproduction se transforme. Ce qui est capital, c'est que l'ère de la démocratie libérale, avec ses procédures institutionnalisées de recherche de compromis et de prise de décision, est arrivée à sa fin. » (234)

« Comme cela a été montré dans le premier chapitre, il existe une étroite concordance entre l'apparition de la société capitaliste bourgeoise et l'instauration de la démocratie représentative libérale. Avec la fin des dépendances féodales et de la structuration en ordres se mirent en place des rapports marchands et contractuels qui donnèrent une basse matérielle aux idées de liberté universelle, d'égalité et de disposition de soi-même. L'établissement de l'Etat territorial moderne donna naissance à des sociétés occupant des espaces aux contours relativement bien délimités, à des cadres économiques de reproduction compacts et clos sur eux-mêmes et finalement à un peuple politiquement circonscrit, soumis à un pouvoir central et doté de certains droits civiques. Jointe à l'existence d'un gouvernement en capacité d'agir, donc responsable et contrôlable, on a là une condition préalable requise par la forme moderne de la démocratie représentative libérale. Mais il avait pourtant bien des luttes pour en arriver là, et le champ d'action de cette démocratie est resté structurellement limité par les rapports capitalistes de production et de propriété. En outre, cette démocratie ne s'est constituée qu'au niveau des Etats singuliers. Démocratie libérale n'a pour cette raison jamais signifié que le peuple pouvait complètement disposer de lui-même. Avec la transformation néolibérale du capitalisme et du système international cette histoire paraît être parvenue au bout de son chemin. » (234-235)

« C'est ainsi que les institutions démocratiques présentes dans les Etats tournent désormais de plus en plus à vide. Ce n'est pas l'Etat, comme on le dit souvent, mais la démocratie qui est vidée de sa substance. » (237)

Tout à sa conception idéale de la démocratie, H ne comprend pas le lien nécessaire entre « les rapports marchands et contractuels qui donnèrent une basse matérielle aux idées de liberté universelle, d'égalité et de disposition de soi-même » et le fait que « le champ d'action de cette démocratie est resté structurellement limité par les rapports capitalistes de production et de propriété ». Si la démocratie trouve dans les rapports marchands son fondement, comment ne serait-elle pas structurellement limitée » par les rapports capitalistes ? Page 248, H se contente de dire : « Il n'est pas possible d'aplanir complètement la "contradiction de la constitution bourgeoise" dont Marx parlait : l'incompatibilité de principe entre démocratie et propriété privée des moyens de production ». Une incompatibilité de principe ne peut être aplanie ni complètement, ni même partiellement ; cette « incompatibilité » existe dans le discours et le vécu constitutionnel de la démocratie, pas dans son fondement. En outre, H passe sous silence que ce processus lui-même de

constitution de la démocratie a été conflictuel à l'intérieur même des termes de la démocratie et de sa formalisation de l'égalité laissant de côté les richesses et les propriétés. La démocratie représentative libérale si elle fut le résultat de longues luttes, ce fut, en fait, le résultat de la lutte de la bourgeoisie contre les classes dominées qui avaient une autre vision de la démocratie et de l'égalité. En fait, le « peuple » n'est que ce qui est soumis à un même pouvoir central, d'où l'importance du moment politique dans la constitution de l'Etat-nation (voir Ory).

Même si nous ne comprenons pas le « fordisme » c'est-à-dire les modalités alors optimales de l'exploitation comme subsumption du travail sous le capital dans la première phase de la subsumption réelle en termes de compromis (ce qui a été par ailleurs amplement critiqué), il n'en reste pas moins que l'analyse de H, pour des causes qui ne sont pas exactement celles qu'il présente à sa façon, est descriptivement pertinente. La faillite de la représentation politique est intimement liée à la disparition de l'identité ouvrière. L'asystémie de la revendication, c'est le contenu pratique, immédiat, dans l'activité de la classe, de la disparition de l'identité ouvrière en ce qu'elle ne pouvait exister que produite et confirmée dans une reproduction du capital telle que la revendication faisait système (ce qui n'a rien à voir avec un quelconque « compromis ») [voir Je lutte des classes, p.15]

Etats-nation et internationalisation du capital (une contradiction ?)

208 « Du fait que la forme politique du capitalisme se manifeste dans un système d'Etats-nations qui se font concurrence et qu'en même temps le capital opère par-dessus les frontières étatiques, découlent deux conséquences importantes :

En premier lieu, l'existence d'Etats-nations comme système est à la base du développement inégal du capitalisme dans l'espace et dans le temps. (...)

Deuxièmement, les nécessités de la reproduction économique contraignent en principe les Etats à opérer dans l'intérêt du capital qui investit ou est invité à investir dans leurs frontières. (...) Mais en même temps, le capital n'est en principe pas lié à l'espace d'un Etat ou d'un autre, il peut franchir les frontières. Il en résulte une *contradiction entre le mouvement du capital et la forme politique des Etats singuliers* (souligné dans le texte). » (H, 208).

Le capital peut « franchir les frontières », cela ne signifie pas pour autant qu'il ne soit pas « lié à l'espace d'un Etat ». Quelle que soit l'internationalisation des capitaux et de par cette internationalisation, la globalisation construit un continuum hiérarchisé et par là conflictuel d'espaces des capitalismes nationaux. Les investissements des Gafam sont les bienvenus dans l'Union européenne en même temps que cette dernière accroît leur fiscalité et cherche son autonomie technologique (le monde westphalien n'est pas mort et se recompose). On parlera toujours avec raison « d'investissements directs américains en Europe » ou même de « mondialisation sous supervision américaine », de même, qu'à juste titre, on qualifiera les investissements de Bolloré en Afrique, d' « investissements français » ou le contrôle du port du Pirée en Grèce de « contrôle chinois ». Chaque capital singulier est formaté par les conditions de son origine nationale et par la puissance générale (économique, financière, militaire, culturelle, etc.) du capitalisme national dont il est issu. Quelle que soit sa diversification et son étendue internationale, chaque capital singulier est ancré dans un écosystème économique d'instituts de recherche, de crédit, de subventions, de marchés d'Etat, etc. En outre, sans que cela efface son origine, le capital investi à l'étranger participe de la reproduction du capitalisme national d'accueil. Ainsi, il n'y a pas de « contradiction entre le mouvement du capital et la forme politique des Etats singuliers ». Chaque Etat singulier est

une articulation entre capital national et capitalisme national. Si le premier terme désigne l'identité nationale formelle d'un capital particulier, le second désigne la reproduction des rapports sociaux capitalistes sur une aire nationale. S'il n'y a pas de contradiction c'est que les « Etats singuliers » ne sont pas des substances définies, figées et immuables. Ils sont en continu la scansion d'une péréquation mondiale des taux de profit toujours tendancielle, ils sont alors des moments particuliers produits et inclus dans la mondialisation même. Si nous considérons la tripartition zonale de la reproduction de chaque capital dans ses diverses fonctions, avec sa mise en abîme à tous les niveaux d'échelle, nous retrouvons les Etats singuliers comme espace et gestionnaire, chacun à son niveau hiérarchique induit par la reproduction en abîme de la tripartition.

Nous retrouvons ici certains éléments développés par Sassen sous le concept d'« Etat dénationalisé ». Mais l'« Etat dénationalisé » demeure-t-il un Etat-nation ?

« Dans l'ère globale actuelle des capacités étatiques historiquement construites pour la poursuite d'objectifs nationaux sont redirigés vers des projets globaux. » (Sassen, Critique de l'Etat, p.11). « L'échelle mondiale actuelle provient pour une bonne part de l'insertion de projets globaux dans un nombre croissant d'Etats nation en vue de former des systèmes globaux, d'où mon hypothèse sur la dénationalisation actuelle de capacités étatique particulières. » (idem, p.13)

Les politiques des années 1980 et 1990, promouvant la privatisation, la dérégulation et la marchandisation, sont des politiques nationales mais qui entraînent une mutation fondamentale de la notion même de « national ». On ne peut pas amalgamer ce qui se passe à l'intérieur de l'Etat national avec le « national », au sens historiquement construits par les siècles passés. Il faut éviter le dualisme du global et du national, qui s'excluraient mutuellement, et d'assimiler le global à l'externe et le national à l'interne.

Actuellement, principalement la logique du secteur financier s'intègre à la politique nationale pour définir ce qu'est une politique économique adéquate, une politique financière saine, une bonne « gouvernance », ces critères ont été transformés en normes pour la politique économique nationale : indépendance des banques centrales, politique anti-inflationniste, parité des taux de changes, conditionnalités du FMI. La « dénationalisation de l'Etat » est une restructuration de l'Etat-nation.

Les transformations du marché du travail, des modalités de mobilisation et d'exploitation de la force de travail, les formes de la mondialisation dans la double déconnexion caractérisant le mode de production capitaliste tel qu'il est maintenant entré en crise, ont également été une restructuration de l'Etat. Restructuration que l'on peut, à la suite de Saskia Sassen (La Globalisation, une Sociologie, éd. Gallimard, et Critique de l'Etat, éd. Le Monde diplomatique), qualifier de « dénationalisation de l'Etat ».

Non seulement l'Etat-nation n'est pas économiquement effacé dans la globalisation qui s'insère en lui, mais il ne l'est pas non plus politiquement.

Ce processus de dénationalisation institutionnelle au sein de l'Etat national signifie une tension entre d'une part l'ancrage de la globalisation dans les institutions et les territoires nationaux et, d'autre part, un système de droit et d'administration qui avait mis en place l'autorité exclusive nationale et territoriale de l'Etat national (ce que Sassen appelle « le national intégré » : combinaison d'économie nationale, de consommation nationale, de formation et éducation de main-d'œuvre nationale et maîtrise de la monnaie et du crédit).

L'Etat-nation demeure un projet politique qui formate les luttes de classes. « "Nous voulons une nation" proclament les Irakiens que 450 victimes de la répression n'ont pas découragés et qui associent leur refus des ingérences étrangères et du confessionnalisme à un désir de solidarité en vue de construire un Etat digne de ce nom » (Le monde Diplomatique, janvier 2020 – le mouvement avait débuté en septembre 2019). Au Chili en

2019, la protestation « se drape là aussi des couleurs nationales » (*idem*), de même en Algérie, et, en France, « c'est encore le drapeau national que privilégient les Gilets jaunes » (*idem*). On peut voir là une limite des luttes mais ce serait s'aveugler que de ne pas le constater.

Les prolétaires comme le dirait David Goodhart (*The road to somewhere*, « La route pour quelque part », non traduit) sont « ceux qui regardent le monde de quelque part », en revanche : « ceux que j'appelle les gens de n'importe où qui représentent environ 25 % de la population sont majoritairement des personnes éduquées et mobiles ; ils sont rarement ancrés dans un territoire. [...] Leur identité est mobile, adaptable, grâce à un capital social qui leur permet d'être à l'aise partout dans le monde. » (entretien avec David Goodhart, *Le Monde*, 29/11/18).

Le chiffre de 25 % avancé par Goodhart semble être une vision « occidental-centrée » et, même dans ce cadre, il est certainement largement surévalué. Les sociologues Dagnaud et Cassely dans *Génération surdiplômée* (éd. Odile Jacob, 2021) mettent en sous-titre « les 20 % qui transforment la France » et, à la lecture, ce n'est pas la totalité de ces 20 % qui correspond à ce que peut avancer Goodhart. Une étude plus précise et argumentée sur ce qu'elle appelle « classe globale » (vivant dans un réseau de 40 « villes mondiales ») se trouve dans Saskia Sassen : *La Globalisation. Une sociologie* (éd. NRF essais-Gallimard, 2009). Si les membres des classes supérieures sont également toujours de « quelque part », leur « archipel relationnel » est comme pour beaucoup d'archipels un ensemble transfrontalier, ce n'est pas un « ancrage » dont, comme pour les prolétaires, on se défait sous la contrainte, tout au plus un anneau le long d'un quai.

Il est vrai que ces quelques lignes de Goodhart sont pertinentes et bien évocatrices de l'ambiance dans laquelle baigne de nombreuses luttes actuelles. Cependant la généralisation du « somewhere » aux prolétaires dans leur ensemble est hâtive : s'il y a une mondialisation de la classe capitaliste, il y a également une mondialisation de la classe prolétaire. Si Goodhart « caricature » les choses en ne tenant pas compte de cette mondialisation, il n'empêche qu'entre cette classe capitaliste et ce prolétariat tous deux mondialisés une différence essentielle subsiste : comme le trader de Wall Street, le Népalais du Qatar ou le Marocain d'Andalousie est tout à fait « mobile et adaptable », mais il lui manque d'être à l'aise, ce qui n'est pas rien. Il sait toujours qu'il est Népalais ou Marocain et on prend bien garde à ce qu'il ne l'oublie pas. Et c'est au Népal ou au Maroc qu'il envoie une partie de son salaire. La Philippine qui fait du care dans le Golfe ou en Italie s'est arrangée avec sa famille de là-bas pour la garde de ses enfants et non, comme l'« executive woman » de Los Angeles avec une Mexicaine anonyme qui, de son côté, envoie « là-bas » une partie de ses revenus à sa mère, sa sœur ou sa cousine pour la garde des siens. Ce prolétariat mondialisé est, sans aucun doute, mobile et adaptable, à l'aise non, voyant le monde de façon « multipolaire » non plus. Même le migrant intérieur chinois sait, pour l'instant, qu'il rentrera chez lui et ne fait que « prendre ce qu'il est possible de prendre ». Et même, quant aux « descendants d'immigrés » c'est de leur cité qu'ils regardent le monde et ne sont même pas « à l'aise » quand, à Paris, ils arrivent aux Halles ou à Saint-Lazare.

184 « Si mobiles qu'ils soient devenus, et habiles à franchir les frontières, le flux de capitaux restent liés, et peut-être le sont-ils même plus étroitement qu'auparavant, à des conditions de valorisation attachés à certains espaces. Ainsi s'aiguise la contradiction fondamentale du capitalisme entre territorialisation et déterritorialisation. Les politiques publiques sont dès lors contraintes de poursuivre deux objectifs contradictoires : d'une part garantir la libre circulation des capitaux, et de l'autre créer des espaces productifs complexes et les faire se maintenir dans la compétition internationale entre sites. » (p.184)

Ces deux « objectifs contradictoires » définissent ce que nous appelons le capitalisme national, c'est-à-dire la reproduction des rapports sociaux capitalistes sur un territoire national enchevêtrant d'une part, la circulation des capitaux, les investissements étrangers avec la création de sites industriels commerciaux, logistiques, portuaires ou financiers, les prises de participation dans le capitalisme national et, d'autre part, la création et le maintien de sites attractifs structurant le capitalisme national comme capital national, muant l'un dans l'autre (faisant du capitalisme national, un capital national). C'est l'Etat lui-même qui « s'internationalise », c'est-à-dire un fractionnement et une distribution à plusieurs niveaux des politiques et fonctions de l'Etat : un niveau régional qui prend de plus en plus d'importance à un niveau international ou supranational en passant par le niveau national. De telles politiques accentuent la fragmentation politique comme en témoigne la multiplication des nationalismes, la création d'Etats non viables s'ils n'étaient pas des moments, des espaces produits de mondialisation, mais aussi, à l'intérieur de chaque Etat une fragmentation sociale croissante et la marginalisation de régions entières corollaire de l'optimisation de certains sites.

158 : Articulation national / mondial

A reprendre tel quel comme dans ma propre argumentation et développement

« Confrontés au développement de réseaux d'entreprises transnationaux, les systèmes économiques de reproduction cantonnés à l'intérieur des frontières des Etats-nations – les "économies nationales" typiques du fordisme – ont perdu de leur cohésion interne. Cela ne veut toutefois pas dire que les Etats singuliers, en tant que formes politiques d'institutionnalisation des rapports de classes [passons, encore une fois sur cette « institutionnalisation des rapports de classes », encore que simplement formulée ainsi, sans le « compromis » ou la « condensation », il est exact que l'Etat institutionnalise le rapport de classes comme pouvoir exclusif de la classe capitaliste], aient perdu toute importance. Le seul changement est que le capital international a commencé [rappelons que l'édition allemande du livre de H date de 2005] à établir avec eux des relations prenant une forme très différente et extrêmement flexible. Il y a par exemple l'exploitation des migrations – légales et illégales – de la force de travail : franchissant des frontières nationales qui n'ont pas disparu, elle est devenue un élément de base de plus en plus significatif du procès de valorisation du capital. Ainsi s'est établie entre les espaces économiques une forme de hiérarchisation d'un genre nouveau. Situés à l'intérieur des frontières nationales ou à cheval sur deux ou plusieurs pays, des ensembles économiques régionaux ont pris de la consistance ; cela n'entraîne pas la suppression, mais bien plutôt l'accentuation des inégalités socio-économiques au niveau national comme au niveau international. Ce développement inégal est fondamental pour le procès global d'accumulation. » (p.158).

Etat / Mondialisation / « nouvelles technologies » : restructuration ?

Très important les pages 162 à 166

En mauvais résumé de ces pages :

Les nouvelles technologies dans une dénationalisation du système de coordonnées spatiotemporelles. Dans ce cadre, la globalisation ne fait pas disparaître les frontières ni la régulation étatique (la « dérégulation » est d'abord une régulation politique modifiée ; la « dérégulation » repose sur une fausse opposition entre Etat et marché), elle en fait que les redéfinir et les reconfigurer ; les dimensions temporelles sont totalement différentes selon les espace. Des hiérarchies spatiotemporelles nouvelles. Soumission au procès de valorisation capitaliste de secteurs supplémentaires de la vie sociale : « ...il entend s'approprier l'être

humain dans sa globalité, avec ses facultés tant manuelles que physiques et intellectuelles, sa créativité, sa souplesse d'adaptation sa capacité d'innovation et de coopération. » (163). Une nouvelle étape de la subsomption de la force de travail sous le rapport capitaliste.

« Pour les stratégies de valorisation, leur importance tient à ce qu'elles représentent le fondement de nouveaux processus systémiques de rationalisation, en particulier dans le domaine du travail immatériel (recherche, développement, réparation et pilotage de la production, services), un domaine donc qui n'était que de façon très limitée susceptible de rationalisations tayloriennes. » Ouverture de nouvelles sphères d'investissement.

Renforcement remodelage de la tripartition et de sa mise en abîme : « On voit se constituer des zones économiques à forte concentration urbaine lus étroitement connectées entre elles qu'avec leur environnement immédiat. Les différences géographiques entre le "premier" monde et le "tiers" monde deviennent incertaines. Une décentralisation spatiale d'activités productives et administratives dans le contexte de réseaux d'entreprises mondiaux se combine avec une centralisation des fonctions de pilotage et de contrôle. » (164)

Le livre publié en 2005 ne peut donc pas prendre en compte l'Intelligence Artificielle (IA) Il faut qu'il y a des aspects prophétiques dans ces quelques pages. Cependant, il faut toujours considérer le primat des rapports de production sur les forces productives (c'est le capital qui, à un certain stade, nécessite la machine à vapeur. Toute révolution industrielle est le produit d'un blocage des rapports anciens et d'une modification des rapports de production. Les inventions et découvertes préexistent souvent à leur usage intensif et extensif. La question est alors de savoir si les nouvelles technologies apparues jusqu'à aujourd'hui appartenaient totalement au découpage mondial de la valorisation globale, à la segmentation de la force de travail, à sa mobilisation et finalement aux modalités de l'exploitation issues de la restructuration des années 1970-1980 ou si elles n'étaient qu'insérées « marginalement » dans ce système d'exploitation (étant apparues comme recherches et applications universitaires ou plus généralement mais toutefois limitées dans la recherche militaire) qui se bloquant et se reconfigurant (restructuration actuellement éventuelle, aléatoire et soumise aux luttes de classes et aux confrontations internes à la classe capitaliste mondiale) deviendrait leur champ de propagation adéquat : intégration, encastrement travail – vie quotidienn.

La « supervision américaine » de la mondialisation

Sur ce thème, voir aussi bien sûr les notes sur Bürbaumer

195 : H avance l'idée (comme Bürbaumer) qu'il ne faut pas comprendre les déterminants de la « supervision américaine » dans « les catégories classiques de l'Etat-nation » : « Etant donné l'internationalisation du capital, il devient de plus en plus difficile de faire correspondre structure économique de pouvoir et Etats singuliers. On peut plutôt dire que la position dominante récupérée par les Etats-Unis est, après la crise du fordisme, le point d'appui qui permet au capital opérant à l'échelon international de faire prévaloir son intérêt, celui-ci passant par la restructuration des rapports de production et des rapports entre les classes. (...) Il reste que les conflits militaires sont toujours utilisés, et pour cette raison aussi provoqués, par les Etats-Unis pour consolider la position dominante, assise sur leur supériorité militaire, qu'ils occupent vis-à-vis des métropoles qui leur font concurrence. » (H, p.195)

217 « Les Etats-Unis incarnent, même si cela ne va pas sans conflits avec les autres centres capitalistes et se fait sur un mode fondamentalement précaire, un monopole de la force transcendant le système des Etats singuliers, dont le capital opérant à l'échelle internationale a besoin pour sa reproduction. Cela reste cependant une constellation extrêmement conflictuelle. La rivalité, en particulier celle qui oppose les Etats du centre capitaliste, est

certes contenu par l'internationalisation économique et politique, mais fondamentalement, elle est toujours là. Les capitaux concurrents font preuve de plus de flexibilité dans leurs rapports avec les Etats, mais *ils continuent à dépendre de leur potentiel d'organisation, de légitimation et de force contraignante, et ils peuvent en même temps utiliser ceux-ci pour mettre en pratique leurs stratégies concurrentielles* [je souligne : important pour la définition d'un capital national ≠ capitalisme national]. (...) La concurrence capitaliste se reproduit aujourd'hui comme hier dans le système international des Etats. » (H, p.217)

223 « Les Etats-Unis ne peuvent garder leur position économiquement dominante qu'en coopérant avec d'autres puissances impérialistes. » [*Oui en 2005, mais quelle est la situation maintenant 2025*] Ces « autres puissances financent l'économie et l'armement des Etats-Unis avec leurs crédits. » (H, p.223).

La mondialisation même empêche d'instaurer un ordre international reposant seulement sur la suprématie d'une unique puissance étatique. Fragmentation politique des décisions au niveau étatique et au veau supra-étatique. (p.226).